

**La hausse du dollar
continue
malgré une légère baisse
des taux d'intérêt**

LIRE PAGE 24

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Laurens

4 F

Abonnés : 3 DA : Maroc, 420 dr.; Tunisie, 280 fr.; Algérie, 1.700 DA; Australie, 17 australian dollars; Canada, 1.10 \$; États-Unis, 340 F CFA; Danemark, 6,80 kr.; Espagne, 110 pes.; E.-U., 90 c.; G.-B., 80 p.; Grèce, 35 dr.; Hongrie, 200 for.; Italie, 1.000 L.; Japon, 375 ¥.; Liban, 2.350 L.L.; Luxembourg, 28 f.; Norvège, 8,00 kr.; Pays-Bas, 1,75 fl.; Portugal, 36 esc.; Suède, 340 F CFA; Suisse, 2,75 fr.; Thaïlande, 1.200 bahts; République Fédérale d'Allemagne, 250 M.

Taux des abonnements page 2

5, RUE DES ITALIENS

75477 PARIS-CEDEX 09

Tél. 01 42 57 60 57

C.C.P. 5287 - 23 PARIS

Tél. 01 42 57 60 57

L'Argentine redécouvre ses disparus

Au nom de la défense de l'Occident et des valeurs chrétiennes, des officiers argentins ont donné des ordres, au milieu des années 70, pour ouvrir des centres de détention, de torture et d'élimination des opposants politiques et de leurs sympathisants, ou supposés tels. Au nom du « réalisme », des officiers généraux argentins ont planifié une méthode de lutte contre la subversion, ou toute attitude réputée telle, qui est en train de faire boomerang.

Tirant la leçon de la réprobation internationale soulevée par le « bain de sang » ordonné en septembre 1973 à Santiago par le « maladroit » général Pinochet, le haut état-major de Buenos-Aires avait mis au point, en 1975, une méthode plus subtile : infiltrer les groupes extrémistes et tout connaître de leurs contacts ou relations. Ce qui allait permettre, dès le jour du coup d'Etat, le 24 mars 1976, de procéder à l'enlèvement systématique des suspects - au sens le plus large.

Pour ce faire, des « groupes spéciaux » avaient été constitués dans les trois armées, à commencer par la marine. Des officiers et sous-officiers en civil, circulant dans des voitures sans plaque, enlevaient à leur domicile, sur leur lieu de travail, dans la rue, des hommes et des femmes figurant sur des listes secrètes, et les conduisaient dans des lieux de détention non moins secrets, au rendez-vous d'atrocités psychopathiques comme le capitaine Astiz ou le docteur « Alberto », dit « Mengele », du nom du sinistre médecin nazi. Ils n'en ressortaient que pour être inhumés dans le secteur des « tombes sans nom » de cimetières de banlieue - d'où on les exhume aujourd'hui par centaines - ou pour être jetés en mer depuis des hélicoptères.

Les amiraux, généraux, chefs de l'Etat galonnés qui avaient pensé ces méthodes et qui sont à présent traînés devant la justice de leur pays avaient simplement négligé un « détail » : le « travail de deuil » auquel se livre toute conscience humaine face à la disparition d'un être proche ne commence vraiment qu'en présence du cadavre. Ainsi l'ombre de ces 6 000, 15 000, 30 000 - on ne sait pas encore - « morts-vivants » que sont les « disparus » argentins a-t-elle continué de hanter la scène publique longtemps après que la subversion eut été vaincue et annihilée. Quelques mères et grands-mères « courage », y ont contribué, au milieu de l'abandon général. Elles ont préparé la chute des militaires de Buenos-Aires précipitée par la pitoyable équipe des Malouines.

Symbole : le jour où l'on apprenait l'inculpation de l'amiral Massera, responsable de l'ouverture - sous la présidence d'Isabel Peron - des premiers camps de l'horreur argentins, deux « disparus » miraculés faisaient parler d'eux. M. Timmerman, ancien directeur de « La Opinion », rentrait à Buenos-Aires pour reprendre possession de son journal et confondre ses tortionnaires. M. Irigoyen, personnalité radicale éminente aujourd'hui ambassadeur itinérant du président Alfonsín, rendait visite à M. Mauroy pour remercier la France d'avoir accueilli les proscrits des « années noires ».

Le triomphe de la terreur n'est toujours que temporaire. Il n'y a pas en politique de « solution finale » !

M. Bourguiba ajourne les mesures qui ont provoqué les émeutes

Le chef de l'Etat tunisien a annoncé qu'il reportait de trois mois les augmentations des produits céréaliers

Tunis. - C'est avec un visage grave et d'un ton ferme que le président Bourguiba s'est adressé ce vendredi 6 janvier au peuple tunisien pour annoncer qu'il avait décidé de surseoir pour trois mois à toutes les mesures d'augmentation des prix des produits céréaliers, qui avaient provoqué une vague d'émeutes en Tunisie. « J'ai demandé au gouvernement », a dit le chef de l'Etat, de me présenter dans les trois mois un nouveau budget qui tiendra compte des intérêts des pauvres et qui diminuera les charges qui les affectent. « Je n'ai pu prendre cette décision qu'après le rétablissement de l'ordre grâce à l'armée, à la police et à la garde nationale (gendarmérie), à qui je rends hommage », a poursuivi le chef de l'Etat dans un discours télévisé qui a duré cinq minutes.

Le président a d'autre part précisé qu'il avait demandé au gouvernement que les augmentations qui interviendraient après cette période de trois mois soient modérées. Après cinq jours de grave agitation, la Tunisie revient donc au point de départ. Cette spectaculaire marche arrière, qui n'est pas dans les habitudes du « Combattant suprême », a été favorablement accueillie, tout au moins à Tunis où, quelques instants

De nos envoyés spéciaux

après la fin du discours du chef de l'Etat, des voitures scandaient avec les avertisseurs « yaya Bourguiba ».

Nous recevons jeudi soir chez lui, à La Soukra, au milieu des vergers de la banlieue nord de Tunis, le premier ministre, M. Mzali, nous a déclaré : « Tant que Bourguiba est là, le peuple tunisien ne craint rien et toutes les tentatives de déstabilisation sont vouées à l'échec (...). C'est parce que la démocratie est en danger qu'il faut la renforcer en jouant le jeu ».

Dans le salon tapissé de livres, de tableaux d'artistes tunisiens et de portraits de famille, le premier ministre, visiblement fatigué par les nuits de veille, se montre déterminé : « Les événements que le pays vient de connaître ne m'ébranlent pas dans mes convictions sur le bien-fondé de la démocratisation de la vie politique. C'est la peur qui sécrète la dictature. La démocratie a besoin d'ordre et le peuple de sécurité. Quand il quitte son travail, le Tunisien veut le retrouver le lendemain. Quand il rentre chez lui, il veut retrouver sa maison et sa famille. Les opposants sérieux doivent nous aider. » (1)

La conversation est sans cesse interrompue par le téléphone. C'est avec un sourire que M. Mzali nous fait part de l'appel qu'il vient de recevoir du ministre de l'Intérieur, M. Driss Guiga. Le calme règne ce jeudi soir dans tout le pays et tout à l'heure, à Tunis, il n'y a eu ni morts ni blessés. Pourtant la capitale venait de vivre deux heures absolument folles en milieu de journée. (Nos dernières éditions datées du 6 janvier).

Vers midi, en effet, plusieurs groupes de jeunes ont tenté, au même moment et de différents endroits, de pénétrer dans le centre. L'armée, qui avait pris position, a dû faire usage de ses armes, tirant en l'air pour les disperser. Dans l'atmosphère de psychose que vit la capitale, le crépitements des armes individuelles et des mitrailleuses a provoqué une panique inouïe.

PAUL BALTA

et MICHEL DEURÉ

(Lire la suite page 4.)

(1) Dans une lettre adressée à M. Mzali, le parti communiste tunisien demande que les consultations soient entreprises entre toutes les forces sociales pour trouver une solution à la situation actuelle. Dans un communiqué, le P.C.T. a également dénoncé les violences.

Première visite à Washington d'un chef de gouvernement chinois

Pékin considère toujours les Etats-Unis comme l'interlocuteur le plus utile à la défense de ses intérêts

De notre correspondant

Pékin. - Un moment menacé, puis maintenu, mais sans grand enthousiasme, semble-t-il, le prochain voyage (du 10 au 16 janvier) de M. Zhao Ziyang aux Etats-Unis - le premier d'un chef de gouvernement chinois - a-t-il quelque chance de déboucher sur des résultats substantiels, qui permettraient d'assainir les relations sino-américaines ? Beaucoup d'observateurs, ici, en doutent, estimant que la meilleure tactique de la part de la Chine serait encore, en cette occasion, d'adopter un profil bas afin de ne pas s'autolimiter ou créer de faux espoirs.

Le premier ministre chinois paraît avoir fort bien compris la situation, et la modeste des propos qu'il a tenus, le mardi 3 janvier, devant les journalistes nord-américains accrédités à Pékin, indique clairement qu'il ne s'est pas fixé, à la veille de son départ pour Washington via Hawaï et San-Francisco - il se rendra ensuite au Canada du 17 au 23 janvier - d'objectifs trop ambitieux. On ne s'attendait pas que les Etats-Unis aient « avec le peuple de Taiwan des relations d'amitié et d'amour », mais « les relations entre amis sont une chose et celles entre Etats en sont une autre ». Non, la Chine n'adoptera pas une attitude « radi-

cale » sur la question des ventes d'armes américaines à Taïpeh. « Je ne réclamerai pas des Etats-Unis un arrêt immédiat et complet des ventes d'armes », a même précisé M. Zhao Ziyang.

Tout cela est logique et conforme, au demeurant, aux différents communiqués conjoints - depuis celui concluant la visite du président Nixon en 1972 à l'accord du 17 août 1982 sur les ventes d'armes américaines à Taïwan - signés entre les deux pays depuis une dizaine d'années. Mais cela semble dit avec une certaine lassitude et comme si l'on savait, par avance, à Pékin, que les possibilités d'inflechir la situation dans un sens favorable sont très limitées.

Les relations sino-américaines sont-elles donc devenues si médiocres ? Non, certes, mais il est clair qu'elles ont perdu l'allant qu'elles avaient il y a encore trois ans et que, dans la subtile alchimie qui préside à Zhongnanhai - le comité central chinois - à l'élaboration de la politique étrangère, les dosages sont aujourd'hui un peu différents.

MANUEL LUCBERT.

(Lire la suite page 6.)

APRÈS LES VIOLENCES A L'USINE TALBOT

Le contre-exemple

Les événements de Poissy montrent que les mutations industrielles doivent s'accompagner de négociations à la base

par BRUNO DETHOMAS

Haine, violence, racisme. La restructuration industrielle à visage humain prônée par le premier ministre il y a moins de quinze jours a dégénéré, montrant par la puissance de l'image, ce qu'on d'insupportable les mutations sociales.

La responsabilité des événements est largement partagée : une direction d'abord mal inspirée lors du rachat de Chrysler, puis imprévoyante, enfin introuvable. Un gouvernement qui disposait de tous les éléments de jugement sur Poissy grâce à la mission Dupeyron, mise en place après les premières violences de 1982, et qui semble n'en avoir tenu aucun compte. Des syndicats qui savaient qu'ils maltraitaient mal une base immigrée souvent récemment affiliée, qui connaissaient le désir de revanche du syndicat maison C.S.L. et qui n'ont pourtant pas hésité à jouer, par vaine concurrence, du désespoir des travailleurs immigrés.

La situation est telle que Talbot pourrait bien être entrée dans un cercle impossible. Il y a une sureffectivité parce que la production automobile de la marque a fortement baissé. Or, chaque conflit - et il n'en sont pas

rare depuis deux ans - entraîne une désaffection supplémentaire de la clientèle, peu en mal de trouver sur le marché de bons véhicules, construits par des sociétés dont les dirigeants ne menacent pas de déposer leur bilan et dont les syndicats ne clament pas que l'on veut « casser la marque ». Voilà qui ne rassure pas sur l'après-vente. Et cette désaffection accroît le sureffectif.

Que peut-il alors advenir à Poissy ? A ne s'en tenir qu'à la stratégie de la direction, apparemment maladroite du jeu, celle-ci avait quatre obstacles à franchir pour réduire les effectifs et tenter d'améliorer la compétitivité de Talbot : le gouvernement, la C.G.T., la C.F.D.T. et les « irréductibles ».

Le gouvernement a donné son accord aux mille neuf cent cinq licenciements et « ne reviendra pas sur cette décision », a réaffirmé M. Max Gallo. La C.G.T. a suivi, bon gré mal gré, le ministre chargé de l'emploi. La C.F.D.T., isolée, a cédé jeudi en faisant appel aux forces de l'ordre.

(Lire la suite page 20.)

La blessure syndicale

Les graves affrontements laisseront des traces dans l'opinion et dans les relations entre les confédérations

par MICHEL NOBLECOURT

Maintenant que la violence l'a emporté, la blessure de Talbot-Poissy sera longue à cicatriser. S'inquiétant de la dégradation de son image, la C.F.I.C. a estimé que « Talbot avec ses bouillons et la police, ce n'est plus du syndicalisme, et il ne faudrait pas que l'opinion s'y trompe ». A sa manière, la centrale de M. Borneard pose bien le problème. Pour une bonne part, ce qui est arrivé s'explique par la longue dégradation des relations sociales dans cette entreprise. Le passé et le présent se confondent et pèsent lourdement.

Mais ce déferlement de haine, ces heurts entre syndicalistes, entre grévistes et non-grévistes, ces règlements de compte entre travailleurs français et immigrés et parfois entre immigrés eux-mêmes, ce déchaînement qui bloque tout dialogue, sont pour le syndicalisme autant de blessures qui laisseront leur marque, tant du point de vue de l'image des syndicats dans l'opinion publique que dans les rapports interconfédéraux et les relations avec le gouvernement.

Lors des élections du 19 octobre à la Sécurité sociale, et même si le débat avait été, hélas, singulièrement occulté, les syndicats avaient tenté de se doter une image d'organisations responsables pouvant, si on

leur en donnait la possibilité, être de bons gestionnaires. Divers sondages, comme le niveau de participation au scrutin, pouvaient laisser penser qu'ils avaient en cet égard marqué quelques points.

Ce qui avait été alors fragillement acquis risque d'être ruiné par ce qui vient de se passer à l'usine Talbot de Poissy. Certes, la C.G.T. a fait preuve de modération et d'un certain sens des responsabilités en voyant dans l'accord gouvernement-P.S.A. qui prévoit que 1 905 licenciés ne soient « jetés à la rue », un échec, un « acquis important ». Mais, désavouée par une partie de sa base immigrée, elle a ensuite donné l'impression de flotter dans ses prises de position, de chercher désespérément une introuvable bouée de sauvetage, pour « en sortir » honorablement.

La C.F.D.T., pour sa part, a certes mis l'accent à juste titre sur la nécessité d'éviter de faire d'un accord conclu en dehors des syndicats un précédent, voire un modèle pour les restructurations à venir. Mais le jusqu'au-boutisme de sa section de Talbot, incapable, par insuffisance militante, de maîtriser la grève qu'elle attisait, ne peut que

surprendre une opinion qui commençait à s'habituer à l'image d'une C.F.D.T. revenue de ses errements de la politisation à outrance et campant dans le radicalisme.

Aujourd'hui, nul doute que la vision d'une C.F.D.T. qui, tout en cherchant effectivement à s'opposer à toute violence, a entrepris un mouvement dur de refus de tout licenciement, attirant ainsi les tentations, et qui, pour finir, a appelé elle-même les forces de l'ordre à la rescousse, ne peut avoir auprès de l'opinion que des effets négatifs.

Les syndicats sont évidemment dans leur rôle quand ils commencent par s'opposer légitimement aux licenciements, mais le glissement qui s'est produit dans la confusion et la violence est préjudiciable. L'opinion ne cherchera pas à savoir, dans un système social pourtant marqué historiquement par l'action du syndicat maison, qui a tort, de la C.G.T. ou de la C.F.D.T. ou de la C.S.L., mais retiendra l'image d'un « syndicalisme pagaille ».

Dans un pays où le syndicalisme est minoritaire en adhérents, où il suscite encore la défiance, quand ce n'est pas l'hostilité, d'une partie non négligeable des Français, voilà qui ne va pas relever son prestige. Cette première blessure est d'autant plus profonde qu'il ne faut pas sous-estimer les réactions racistes qu'un conflit dans une entreprise où il y a une forte présence d'immigrés peut provoquer. Ce danger est réel et on en a bien vu les racines le 5 janvier à Poissy.

L'échec des élections à la Sécurité sociale passée, on pouvait espérer un meilleur climat intersyndical. La C.G.T. et la C.F.D.T., plus que jamais antagonistes depuis l'arrivée de la gauche au pouvoir, n'avaient certes pas renoué le dialogue au niveau confédéral, mais elles étaient de poignées. Un front intersyndical des cinq confédérations, fragile mais réel, s'était même esquissé face au patronat dans les négociations sur l'assurance-chômage. La centrale de M. Edmond Maire ayant ajusté son discours sur la défense du pouvoir d'achat, elle apparaissait ainsi, sur un sujet important, moins isolée par rapport à ses concurrents.

(Lire la suite page 20.)

Le sort des travailleurs étrangers

La grande migration

Lire page 2 l'article d'ALFRED SAUVY

L'affaire des « avions renifleurs »

La carrière d'alchimiste

du « professeur Aldo Bonassoli »

Lire page 8 l'article de GUY PORTE

Le tabagisme chez les 12-18 ans

Les jeunes Français

fument de moins en moins

Lire page 9 l'article de PHILIPPE BERNARD

AU JOUR LE JOUR

Terrorisme

A l'occasion du prochain renforcement des contrôles des véhicules d'occasion, on apprend que près de 10 % du parc automobile sont constitués d'épaves, et que la France accueille celles refusées, rejetées, mises au rebut par les autres pays de la Communauté.

Ainsi, circulent certains jours près de deux millions de gumbardes, presque aussi dangereuses que des camions suicides ou des voitures piégées.

Comme une forme de terrorisme par négligence.

M.-J. BRÉHON.

Le Monde

idées

La grande migration

Immigrés

L'affaire Talbot met une fois de plus en lumière l'importance, dans la France d'aujourd'hui, du problème des travailleurs étrangers. Problème mal posé, écrit Alfred Sauvy, qui voit se développer la grande migration du Sud surpeuplé vers le Nord sous-peuplé. Il demande une action positive d'apaisement, et non plus une défense génératrice de tensions croissantes. Daniel Alaphilippe voudrait que l'on analyse de plus près le phénomène raciste, qui relève beaucoup plus, d'après lui, du heurt quasi naturel des groupes que d'une hostilité à une race déterminée, à l'existence de toute façon fantomatique. Plusieurs lecteurs font part de leurs observations, et Jean-Pierre Péroncel-Hugoz attire l'attention sur un ouvrage consacré au droit musulman, dont une meilleure connaissance aiderait à comprendre... bien des incompréhensions.

EST-IL problème aussi mal posé que celui des travailleurs étrangers ? Faux départ déjà, dans la terminologie : un Réunionnais venu en France est un immigré, mais il est français ; à l'inverse, un enfant né en France de parents étrangers est un étranger, mais non un immigré.

Confusion plus grave encore sur les termes *racisme* et *antiracisme*, chargés d'affectivité. L'attitude vis-à-vis d'un étranger peut aller de la xénophobie à la xénophilie, mais moins assurée à la xénophobie. En fait, il s'agit non de race ni de descendance, mais de différences culturelles et aussi d'opportunités.

L'antiracisme déclaré ne fait qu'envenimer une plaie qu'il convient, au contraire, de fermer. Les résultats électoraux sont d'une douloureuse logique (« Donnez-nous aujourd'hui notre ennemi quotidien »).

Quant à la politique du gouvernement : accueil de ceux qui sont là et refus des autres, bien défendable, elle n'a pas les moyens de ses fins. L'accueil n'entraîne qu'un peu de bousculade sur les comptes, mais le refus, lui, n'est que juridique.

Si l'expulsion reste soumise aux dispositions actuelles, pétries de bonnes intentions, les entrées clandestines vont se multiplier. La France restant largement sous-peuplée, cette situation appelle une action positive et non une défense pied à pied, génératrice de tensions de plus en plus fortes. La maîtrise de notre destin doit rester absolue, et l'on se demande quel sentiment ou quelle ignorance a inspiré les évènements pour recommander d'accroître aux étrangers le pouvoir électoral. Bien différente est la situation de la Suède devant les immigrants finlandais et danois.

A l'inflammation permanente actuelle, entretenue par un « antiracisme » militant, il faut préférer une attitude positive d'apaisement et de compréhension réciproques. Prenons, par exemple, une ville moyenne. Pourquoi la municipalité ou des initiatives privées n'organiseraient-elles pas des soirées récréatives toutes populations, où alternent, sur la scène, chants et danses de divers pays, Provence et Maghreb par exemple, suivis d'une farandole et d'un bal sans réserves ? Sait-on qu'une farandole provençale s'appelle « la mauresque » ?

par ALFRED SAUVY

Le problème de la grande migration est, en fait, un problème de répartition géographique et non la concentration dans les bas quartiers de grandes villes, créatrice de ghettos. C'est dans toute la France, même dans les trente-sept mille communes, que des travailleurs manquent, pour un grand nombre de tâches.

Une funeste arithmétique

Bien en vue la question de l'emploi : pourquoi, disent les opposants, admettre des étrangers dans un pays où l'on compte deux millions de chômeurs ? Toujours cette funeste arithmétique, inspiratrice de la politique nationale de qui perd gagne, suivie depuis dix ans, et qui, précisément, a conduit à ce chiffre démesuré dans un pays à moitié vide où tout est à faire. Contrairement à une opinion de gruit, même en très haut lieu, ce n'est pas le travail qui manque, disons les tâches. Significatif est le refus, opposé naguère par le ministre du Plan, à la grande enquête sur les besoins publics et privés et la population professionnelle propre à les satisfaire. Le but de l'économie n'est pas le travail répété, mais la satisfaction des besoins, lesquels sont immenses. Tant que la politique visera à « créer des emplois », elle créera de nouveaux chômeurs.

Si étendu est le consensus usuel, et notamment en haut lieu, que pour la régularisation, un « sans papier » doit faire preuve d'un « emploi stable » dans une entreprise. Dans aucune économie, même socialiste,

les emplois ne sont tous stables. La vie économique, c'est, au contraire, le mouvement. La recherche de la stabilité, c'est la recette spécifique du chômage... stable.

Une fois le mouvement inverse enclenché, le nombre des emplois augmentera par sa propre force : le travail crée le travail, le travailleur étranger aura besoin de médecins, de logements, de transports, de journaux, de cinéma...

Mais la réussite exige une large dispersion géographique et non la concentration dans les bas quartiers de grandes villes, créatrice de ghettos. C'est dans toute la France, même dans les trente-sept mille communes, que des travailleurs manquent, pour un grand nombre de tâches.

Il faut aller plus loin, beaucoup plus loin encore dans l'action positive.

Quiconque regarde un peu au-delà de 1984 voit, dans un avenir certes lointain, poindre une certitude : la grande migration du Sud vers le Nord, amorcée, avec une telle sûreté par Boumedienne qu'aucun écho n'a suivi en France, est écrite dans les registres de l'état civil. D'ores et déjà, il naît un million d'Algériens par an, en face de sept cent cinquante mille naissances en France. La différence s'accroît rapidement. Personne ne peut annoncer comment se fera la grande migration, à peine amorcée ; organisation, accords internationaux, invasion, infiltration, concession de terres ? Seule est certaine l'existence du mouvement. Il convient donc de commander les faits, au lieu de les subir, de rester maître de notre destin. Dans la confusion du moment, en proie aux querelles sur 0,25 % du pouvoir d'achat ou du niveau de vie, nous risquons bien d'oublier seulement la vie.

Ethnocentrisme plutôt que racisme

par DANIEL ALAPHILIPPE (*)

Le racisme est à l'ordre du jour, il fait ces temps derniers les gros titres des journaux et nourrit les campagnes électorales. Mais sait-on bien de quoi on parle ? Il est frappant de voir à ce propos combien sont ignorés les travaux scientifiques et ceux, en particulier, des psychosociologues qui, depuis plus d'un demi-siècle, se sont penchés sur ce problème. Ce n'est pourtant pas faute de résultats et d'avancées théoriques.

C'est ainsi que l'on sait, depuis les travaux de Theodor W. Adorno dans les années 40, que le racisme, rejet d'autrui en raison de la couleur de sa peau ou de son origine ethnique, n'est qu'une des manifestations d'une attitude plus profondément ancrée dans la psychologie de l'individu : l'ethnocentrisme. On peut définir rapidement ce dernier comme la croyance manifestée, de façon plus ou moins aiguë, par chaque individu humain, selon laquelle lui-même et les membres de son groupe d'appartenance présentent des qualités supérieures à celles dont font preuve tous ceux qui se trouvent hors de ce groupe. En d'autres termes, c'est l'attitude qui consiste à se considérer soi-même et son entourage social comme le centre du monde, et à juger de tout à l'aune exclusive de son seul système normatif.

L'ethnocentrisme conduit très directement au rejet et à la peur de l'autre, que l'on observe dans les situations décrites par les médias sous l'étiquette de racisme. En fait de racisme véritable, il n'en est guère question, en raison notamment de la quasi-impossibilité à distinguer des races humaines sur des bases sérieuses. Et lorsque ce racisme véritable existe, il est l'apanage d'une poignée d'illuminés nostalgiques du nazisme, ou de quelque Gobineau attardé, et en fait sans réelle influence.

Le groupe avant la personne

Il n'en est pas de même de l'ethnocentrisme qui, s'il prend parfois la forme de discriminations raciales, est beaucoup plus répandu et se manifeste chaque fois que sont confrontés des collectifs.

On le retrouve, bien sûr, dans l'attitude manifestée à l'encontre des populations de travailleurs immigrés, mais aussi dans le chauvinisme qui s'exprime sur les terrains de sport, à travers les querelles de clocher, ou même de blocs d'immeubles opposés des bandes rivales. Il apparaît également dans le rejet de tout ce qui est différent : homosexualité, handicapés, vieux, jeunes, etc. Celui qui se distingue est toujours une menace pour la tranquillité du groupe et donc de chacun de ses membres.

Les études menées sur ce sujet ont montré que cet ethnocentrisme

varie selon les individus, en fonction, notamment, de critères de personnalité. Il serait plus fort chez les personnes enclines au repliement sur elles-mêmes, refusant l'ouverture, s'adaptant difficilement au changement. Mais bien que variable en intensité, il est une des composantes de base du caractère de chacun et de sa façon d'appréhender autrui.

En outre, les psychosociologues nous ont appris que les rapports entre individus se ramènent le plus souvent à des relations entre groupes. Dans la rencontre de l'autre, ce n'est pas tant la personne, et son particularisme, qui est mise en avant, mais plutôt son appartenance à un sous-ensemble social repérable. Les caractéristiques les plus prégnantes de ce dernier se trouvent projetées sur chacun de ses membres. Et quand nous nous trouvons confrontés à M. X. ou à M. Y., c'est avant tout à son groupe que nous nous adressons, c'est-à-dire à l'étranger, au voisin, au plombier, au professeur, etc.

Les oppositions, voire les affrontements, peuvent naître de la seule coexistence de deux groupes distincts, comme l'ont montré deux psychologues américains, C. Sherif et M. Sherif, en observant des groupes d'enfants. Il s'agissait de jeunes issus d'une population homogène (Blancs, Anglo-Saxons, protestants) qui participaient à des camps de vacances. Après une période de vie en commun, ces enfants étaient arbitrairement répartis en deux groupes mis en compétition sous forme de jeux et d'épreuves sportives. Cette simple coexistence compétitive conduisit à l'émergence de deux groupes bien distincts, avec leurs règles, leurs hiérarchies, leurs habitudes collectives. Victimes d'une frustration organisée par les observateurs, ils ne tardèrent pas à s'affronter violemment sous des formes qui rappellent tout à fait ce que l'on désigne généralement sous le terme de *devalorisation* du groupe opposé et de ses membres, agressions, destruction du matériel de l'« ennemi », etc. Alors même qu'il s'agissait d'enfants de mêmes race, âge, sexe, religion, origine sociale. Les différents sous-ensembles ne donnaient prise à aucun caractère distinctif particulier.

C'est dire si, lorsque les différences existent (couleur de la peau, origine géographique, langue, position sociale), de tels affrontements se trouvent facilités et amplifiés. Toutefois, ce ne sont pas là les causes, mais des facteurs facilitant ces affrontements intergroupes. Lorsque l'on parle simplement de

(*) Psychosociologue, maître-assistant à l'université François-Rabelais.

TÉMOIGNAGES

Bienvenue aux étrangers du XVIII^e arrondissement...

Il est 6 h 30 du matin ; seuls les poubelles et les étrangers frissonnent sur les trottoirs. Cinquante personnes font déjà la queue devant le commissariat du XVIII^e arrondissement. Le premier « numéro » est arrivé à 2 h 40, du matin bien sûr ! A l'accueil, quand vous vous remettez, on vous dit de venir de bonne heure... Évidemment, il n'est pas question de reconnaître explicitement cet état de fait proprement scandaleux.

La porte du commissariat s'ouvre à 9 heures ; un employé distribue soixante numéros, parfois cent. Pour ceux qui sont venus d'assez bonne heure, mais pas en pleine nuit, il est temps de repartir ; deux cents personnes reviendront le lendemain entre minuit et 6 heures. La petite centaine de gens qui ont eu la chance de recevoir un numéro, dossier de carte de séjour sous le bras, vont attendre toute la journée dans des conditions inhumaines ; pas de chaises — juste les marches d'escalier pour se reposer, — un couloir sombre où s'entassent des gens de toutes les nationalités (C.E.E. comprise), de tous âges, des travailleurs et des étudiants, des femmes enceintes... dont certains ratraquent, le dimanche, cette journée de travail perdue, et parfois pour la troisième ou quatrième fois.

Quand un employé finit par vous recevoir, vous apprenez qu'il vous manque toujours l'un ou l'autre papier et vous êtes pris de tout recommencer... mais, de toute façon, il vous manquera, par principe, toujours un papier ! Et il est impossible de savoir exactement ce qu'il faut apporter ; on finit par vous donner un papier officiel indiquant les conditions à remplir pour faire une demande de carte de séjour, mais, sur fur et à mesure, l'employé rajoute à la main l'exigence de tel ou tel nouveau document ; par exemple, pour les étudiants, il faut la copie de la carte d'étudiant de l'année en cours ; puis, c'est celle de l'année précédente qu'il faut, alors que cette

dernière était indispensable pour l'obtention de la carte de séjour de l'année précédente !

Cette dernière exigence est, comme par hasard, rajoutée à la main par l'employé. Une jeune Tunisienne, vivant en France depuis dix ans, avait rempli toutes les formalités dans le XVIII^e arrondissement, où elle est domiciliée. Après avoir été finalement convoquée pour retirer sa carte, on lui annonce que les deux arrondissements ont été réunis pour ce « service », et qu'il lui faut tout recommencer dans le XVII^e... Une autre venait retirer sa carte (un jour précédé) ; on la renvoie en lui disant que c'était la veille, après que l'employé ait changé la date discrètement derrière dans le bureau. Et si vous n'avez pas fait de photocopies de votre convocation, comment porter plainte puisque finalement vous n'avez pas de preuve ?

Plus mal que des ordres

Si vous avez le malheur, ou plutôt le courage, d'exiger quelques renseignements précis ou même de déplorer, calmement, cette situation inacceptable, on vous aboie à la figure, on vous menace (« vous allez voir le rapport saisi qu'on va vous faire », alors que, en principe, ces employés n'ont pas le droit de regard ou d'intervention dans les dossiers transmis pour examen à la préfecture de police). Je tiens à préciser que telle n'est pas la situation dans tous les arrondissements de Paris, ni dans les villes de province. Et vous voudriez être dans la légalité que vous n'y arriveriez pas : où sont LES DROITS DE L'HOMME ? Il faut que les Français sachent que dans un centre d'accueil administratif, au cœur de Paris, des Allemands, des Belges, des Tunisiens et d'autres sont traités plus mal que des ordres...

R.R.
(Paris.)

Pakistanais : assez !

De nouveau chômeur, je viens constituer mon dossier auprès de l'ASSÉDIC de mon département. Derrière moi, dans la file, un étranger (avec femme et enfant), ne parlant pas un mot de français, vient déposer le sien. En anglais, je fais l'interprète : il est pakistanais et... réfugié !

Il y a quelques jours, à l'A.N.P.E., c'était un autre Pakistanais, de vingt ans celui-là, qui pointait devant moi ! Et je ne parle pas

de tous ces groupes en chemise, que chacun pouvait voir cet hiver, cherchant à s'orienter dans Paris.

MM. Badinter, Defferre et Mauroy, prenez le métro au moins une fois et vous verrez... N'attendez pas que les événements vous obligent à ouvrir les yeux, comme cela a été le cas pour les immigrés de Cayenne. Il aura fallu que Tamouls et Cinghalais commencent à « centrer » en plein Paris pour que vous réalisiez qu'ils étaient déjà dix mille !

Fermez les portes

Bien entendu, les Tamouls sont réfugiés parce que persécutés par les Cinghalais, et ces derniers ont ce statut parce que terroristes par les premiers : tout Ceylannais peut donc prétendre être réfugié et venir s'inscrire au chômage en France. Pour les Pakistanais, les Indiens et les originaires du Bangladesh, les bonnes raisons ne manquent pas : hindouistes martyrisés par les musulmans, Bengalis torturés par les Assamais, Bihari par les Bengalis, pourquoi le flot de « réfugiés », s'arrêterait-il ?

Mais il ne suffit même plus de prétendre au statut de réfugié, car vouloir apprendre le français suffit : étudiant (illettré) dans un premier temps, puis chômeur dans un second ! Fermez les portes, MM. Badinter, Defferre et Mauroy, vous ne pouvez dire qu'à vingt ans, ces nouveaux chômeurs ont participé à l'expansion industrielle de l'ère gaulliste : ils venaient de naître !

De grâce, prenez le métro, et vous saurez !

JEAN ARMARD.
(Le Vésinet.)

LU

« INTRODUCTION AU DROIT MUSULMAN », de Joseph Schacht

Les délices du cadi

A l'heure où un nombre grandissant de pays musulmans (Arabie, Yémen du Nord, Pakistan, Iran, Émirats arabes, Mauritanie, Soudan, etc.), dont certains sont de proches partenaires de la France, appliquent à la lettre la loi islamique, issue du Coran et de la Sunna (Tradition de Mahomet), il est nécessaire que ce droit suscite à nouveau de l'intérêt parmi les Français.

Naguère la France, puissance musulmane à travers ses possessions, protectorats ou mandats d'outre-mer, avait formé une solide école de juristes « islamiques », notamment autour de l'université d'Alger. On citera au moins les travaux de G. H. Bousquet sur l'authenticité traditionnelle musulmane consignée jadis par le cheikh El-Bokhari. La décolonisation a entraîné un désintérêt pour cette discipline, d'autant moins justifié que se constituait alors dans l'Hexagone même une communauté musulmane, qui regroupe aujourd'hui quelque trois millions de personnes (le Monde du 24 août 1983) : Maghrébines et Africains, mais aussi Turcs, Libanais, Yougoslaves, Iranais, Comoriens, Pakistanais et, depuis peu, Européens convertis, etc.

Certes, parmi ces musulmans, la seule une petite minorité réclame qu'on lui applique le jus cogens, et s'oppose d'ailleurs à ce que le droit civil français, rigoureusement incompatible sur plusieurs points capitaux avec le *charia* — la « loi sacrée » de l'Islam — notamment en matière de mariage, répudiation, succession, témoignage, adoption, etc. Mais, des concepts juridiques musulmans décollent aussi et

coutumes et attitudes psychologiques qu'il est fort important de connaître, aussi bien dans les rapports entre États qu'entre individus.

Autant dire, donc, que la traduction du livre de Joseph Schacht, publié en anglais en 1964 à Oxford, un lustre avant le décès de l'auteur, vient, aujourd'hui, à point nommé. Schacht avait, rappelons-le, fondé et dirigé avec le professeur Robert Brunschwig, la publication *Studia Islamica* ; son *Introduction au droit musulman* a la haute tenue scientifique, allée à la simplicité, qui ont fait la réputation de cette revue.

Certes, Schacht a surtout écrit pour des spécialistes — des *fuqah*, comme on dirait en arabe, de *fiqh*, la science de la *charia*, — mais le droit islamique est si intimement lié à la vie quotidienne et à l'histoire politique, et l'auteur sait si bien faire ressortir ces traits, que souvent son texte se lit plus comme un bon ouvrage de vulgarisation sociologique ou historique que comme un traité de jurisprudence. Les chapitres sur l'Empire ottoman, le droit anglo-musulman de l'Inde ou le droit de l'Algérie coloniale sont particulièrement éclairants. Index, glossaire et bibliographie accompagnent en outre, pas à pas, le néophyte. En tout cas, de ce livre, comme on dit en Islam, « le cadi (1) fera ses délices ».

J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ.

(1) Juge-nôtaire.

* Joseph Schacht, *Introduction au droit musulman*, Maisonneuve et Larose, Traduit de l'anglais par Paul Kramm et Abdelmajid Turki. 252 pages. 120 francs.

Le Monde

Service des Abonnements
5, rue des Filles
75421 PARIS CEDEX 09
C.C.P. Paris 4287-23

ABONNEMENTS
3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE
341 F 605 F 899 F 1 088 F
TOUTS PAYS ÉTRANGERS
PAR VOIE NORMALE
661 F 1 245 F 1 819 F 2 349 F

ÉTRANGER
(par mandat)
L - BELGIQUE-LUXEMBOURG
PAYS-BAS
381 F 685 F 979 F 1 248 F

IL - SUISSE, TUNISIE
454 F 836 F 1 197 F 1 530 F

Par voie aérienne
Tarif sur demande.

Les abonnés qui paient par chèque postal (titre 5050) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines au plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

LE MONDE

diplomatique

de janvier

EST PARU

Au sommaire :

● Nouvelles chasses, vieilles sorcières (CLAUDE JULIEN).

● Maroc : l'heure de tous les risques.

مقدون الاصل

هتد من الامل

Le Monde

étranger

PROCHE-ORIENT

Liban

LE NOUVEAU « PLAN DE SÉCURITÉ »

M. Joumbblatt est hostile au déploiement de l'armée nationale dans le Chouf

M. Walid Joumbblatt, chef du parti socialiste progressiste (P.S.P.) à prédominance druze, a posé jeudi 5 janvier des conditions au déploiement de l'armée libanaise dans certaines régions du Chouf, ce qui pourrait retarder l'application du nouveau plan de sécurité.

« L'armée est devenue une milice aux mains du gouvernement (1) et de la famille Gemayel, et nous refusons son entrée dans notre région avant la mise en application de certaines réformes », a dit M. Joumbblatt à une délégation druze venue lui rendre visite à Moukhtara, son fief ancestral dans le Chouf.

La déclaration de M. Joumbblatt fait suite à l'annonce par le gouvernement d'un nouveau plan de sécurité destiné à mettre fin aux affrontements entre factions rivales et à étendre le contrôle du gouvernement libanais sur des zones non occupées par des troupes israéliennes ou syriennes. Ce plan prévoit le déploiement d'unités de l'armée libanaise ou des forces internes de sécurité dans les zones tenues actuellement par le P.S.P., par les milices chrétiennes ou par les milices chiites Amal.

L'homme d'affaires et médiateur libano-saoudien Rafik Hariri se

trouve à Damas en même temps que M. Nabih Berr, dirigeant d'Amal, pour tenter d'arriver à un accord. On dit de source libanaise bien informée que la Syrie fait pression sur les factions libanaises soumise à son influence pour qu'elles ne s'opposent pas à l'application du plan.

Combats à Tripoli

D'autre part, de violents accrochages entre milices rivales pro et anti-syriennes ont éclaté jeudi soir à Tripoli. Ces combats, entre miliciens intégristes du Mouvement d'unification islamique (MUI, opposé à la Syrie), et du parti démocratique arabe (pro-syrien), se sont déroulés dans plusieurs quartiers de la ville, notamment à Kobeh, Zahreh, Malkeh, Bab-el-Mohsen et Kalaa. Des obus ont également tombés sur d'autres quartiers résidentiels de Tripoli.

Des accrochages similaires - les premiers depuis le départ de M. Yasser Arafat et ses partisans de Tripoli à la fin du mois de décembre dernier - s'étaient déroulés mardi pendant plusieurs heures. La reprise des accrochages est intervenue alors que les autorités locales se prépa-

raient à démanteler les barricades et autres fortifications érigées dans certains quartiers de la ville.

A Baalbek, vingt-quatre heures après le raid de l'aviation israélienne, les équipes de la défense civile s'activaient encore jeudi à dégager les victimes ensevelies sous les décombres.

Le sort

du commandant Haddad

Le commandant Saad Haddad, chef des milices alliées d'Israël au sud du Liban, a quitté jeudi 5 janvier l'hôpital de Haifa et a regagné son domicile au Liban. Une juridiction spéciale siégeant à Beyrouth l'a relâché mercredi dans son grade et son affectation dont il avait été destitué pour avoir approuvé l'invasion des forces israéliennes, en 1976, dans le sud du pays. - (A.F.P., Reuter.)

(1) N.D.L.R. Le chef d'état-major de l'armée nationale libanaise, le général Hakim, est un musulman druze mais, selon des sources militaires libanaises, il ne peut exercer ses fonctions depuis octobre 1983, étant retenu dans son village de Ain-Kley, au Chouf, par des éléments armés du P.S.P.

UNE « PREMIÈRE »

L'armée de l'air française prend la relève des porte-avions pour la protection du contingent de Beyrouth

Le contingent français de la force multinationale de sécurité à Beyrouth sera, pendant moins de trois semaines, protégé par des avions de l'armée de l'air basés en France et non plus, comme c'était le cas à ce jour, par des appareils de l'aéronavale embarqués sur le porte-avions *Clemenceau*, croisant à proximité de la côte libanaise. C'est une « première » pour l'armée de l'air française, qui entend ainsi démontrer que, sans pouvoir garantir une sécurité aussi permanente que la couverture procurée par l'aéronavale, elle reste capable d'apporter un soutien à distance non négligeable en cas d'une brutale nécessité au Proche-Orient.

Après être demeuré cent jours consécutifs, sans escale ni facilités de détente, en Méditerranée orientale, le porte-avions *Clemenceau* regagnera, le 8 janvier prochain, son port d'attache de Toulon pour subir, à l'arsenal, une visite d'entretien de moins de trois semaines, soit moitié moins de temps que ne l'exigerait normalement une telle opération. En cent jours, le porte-avions a parcouru l'équivalent d'un tour du monde, sans relâcher dans un port où il aurait pu réduire ou mettre bas ses feux et reposer son équipage. Depuis le 30 septembre dernier, au large de Beyrouth, il a catapulté ses avions un millier de fois, et sa flotte embarquée - avions de tous types et hélicoptères - a parcouru, au total, l'équivalent de 1 500 000 kilomètres.

Le 25 janvier prochain, le *Clemenceau* repartira en direction de Beyrouth pour participer à la relève des éléments de la 11^e division parachutiste, actuellement présents dans la capitale libanaise, par des détachements de la 9^e division d'infanterie de marine. Il emportera des hélicoptères de l'aviation légère de l'armée de terre (ALAT), notamment des Puma, qui accompliront, à moindre frais, les missions précédemment dévolues aux hélicoptères lourds Super-Frelon de la marine nationale.

Durant les trois semaines d'absence du *Clemenceau* au large de Beyrouth, c'est l'armée de l'air, avec ses avions stationnés en France, qui assurera la sécurité du contingent français. Le second porte-avions, le *Foch*, qui est déjà demeuré trente-sept jours d'affilée à la mer devant Beyrouth en 1983, est en effet immobilisé, depuis la mi-octobre dernier et jusqu'en avril prochain, à Toulon, pour une visite périodique d'entretien.

L'armée de l'air française espère beaucoup - si le besoin devait s'en faire sentir - de ses capacités à protéger, à des milliers de kilomètres de distance, un force de Jaguar et de Mirage F-1 ravitaillables en vol. Elle a démontré cette aptitude tout au long de l'année dernière, par exemple en organisant des raids de Jaguar - dont l'un a duré sept heures et quarante minutes et le second dix

heures et vingt minutes sans interruption, - ou en faisant traverser l'Atlantique et les États-Unis à d'autres avions de l'armée de l'air, comme c'était le cas à ce jour, par des appareils de l'aéronavale embarqués sur le porte-avions *Clemenceau*, croisant à proximité de la côte libanaise.

Le raid du 29 décembre

Beyrouth est à moins de cinq heures de vol de Jaguar, et les pilotes français sont, aujourd'hui, entraînés à mener à bien de tels raids lointains, y compris avec des avions transportant la moitié du poids de leur armement normal (soit de l'ordre de 2,5 tonnes). Ne dit-on pas, du reste, que l'armée de l'air française a déjà expérimenté en vraie grandeur un tel vol vers Beyrouth lors d'un raid, demeuré secret à ce jour, au cours duquel des avions alors non identifiés, mais qui sont des Jaguar, ont survolé le sol libanais ?

Il n'est pas sûr, néanmoins, que le soutien apporté dans de telles conditions au contingent français de Beyrouth ait le même effet psychologi-

que ou le même impact politique que le fait, sans doute plus rassurant, d'une présence permanente de l'aéronavale embarquée à distance des postes occupés par la force multinationale. Même s'il est inconcevable que la France puisse utiliser ses avions en appui direct à ses soldats engagés, d'ailleurs, dans de durs combats de rues à Beyrouth, la proximité d'un porte-avions est probablement jugée plus sécurisante que la perspective de devoir attendre un raid venu de France.

Pour garantir cette sécurité en toutes circonstances, la France a installé un dispositif puissant d'artillerie au sol et en mer, avec des batteries de 155 mm de l'armée de terre et avec les canons des bateaux de la marine nationale qui composent la force Océant. Les pièces d'artillerie sol-out ont été déployées avec l'infanterie qui les accompagne, en temps normal, pour calculer avec précision l'emplacement de leurs cibles éventuelles grâce à la reconstitution par ordinateur des trajectoires de tir.

JACQUES ISNARD.

ASSURÉ D'UNE MAJORITÉ AU CONSEIL NATIONAL PALESTINIEN

M. Arafat ne paraît pas craindre les manœuvres de ses adversaires

Tunis. - Les pourparlers engagés mercredi 4 janvier entre le comité central du Fath et les délégués des trois mouvements membres de l'Organisation de libération de la Palestine (O.L.P.) qui contestent M. Yasser Arafat n'avaient abouti, vendredi 6 janvier au matin, à aucun résultat. On ne voyait d'ailleurs pas comment les positions des deux parties pourraient être conciliées.

MM. Yasser Abd Rabbo, Abdel Halim Mallouh et Soliman Najjab, représentants respectifs du Front démocratique, du Front populaire et du parti communiste, ont refusé tout net de s'entretenir avec le président de l'O.L.P., Ce dernier, à leurs yeux, a perdu sa légitimité en rencontrant le 22 décembre le président égyptien et en s'engageant, selon leur dire, sur « la voie de la capitulation », incarnée par les accords de Camp David, auxquels ont souscrit l'Égypte, Israël et les États-Unis.

Contrairement à la thèse officielle du comité central du Fath, ils soutiennent que M. Arafat n'a pas seulement commis un acte d'indiscipline en se rendant au Caire sans consulter ses pairs, mais qu'il a aussi « violé le programme de l'O.L.P. et les résolutions adoptées par le Conseil national palestinien, trahissant ainsi la confiance du peuple palestinien ».

Le plus étrange est que certains membres du comité central du Fath ne sont pas loin de partager l'appréciation des trois représentants de l'opposition. Ils ont le sentiment que M. Yasser Arafat ne croit plus, en son for intérieur, à la possibilité d'atteindre l'objectif de la résistance, à savoir la création d'un État palestinien indépendant en Cisjordanie et à Gaza. Compte tenu de la puissance d'Israël, de son alliance stratégique avec Washington, de l'influence dominante des États-Unis au Proche-Orient et de la « complicité » de la quasi-totalité des régimes arabes, le président de l'O.L.P., selon eux, serait parvenu à la conclusion qu'il fallait changer de cap, s'adapter aux exigences de la pax americana. Dès lors, plusieurs membres du comité central du Fath estiment, tout autant que les dirigeants des sept autres organisations de l'O.L.P., que la rencontre Arafat-Moubarak n'était ni fortuite ni innocente.

À la question de savoir s'ils étaient en mesure de garantir que le président de l'O.L.P. ne commettrait pas à l'avenir d'autres écarts analogues, certains d'entre eux répondent, navrés, par la négative. « Personne, ajoutent-ils, n'est capable de dicter sa conduite à Yasser Arafat ». Ce dernier agit à sa guise, expliquent-ils, parce qu'il est conscient de sa puissance. Outre son passé prestigieux de militant nationaliste et sa stature charismatique au sein du peuple palestinien, il contrôle la trésorerie de l'O.L.P. ainsi que l'appareil politico-militaire

De notre envoyé spécial

du Fath, sa propre organisation, qui rassemble près de 80 % des fedayin. Son rayonnement international et les relations personnelles qu'il a tissées au fil des années avec nombre de dirigeants arabes lui donneraient les moyens de pratiquer une politique contraire à celle définie par la centrale de la résistance. Disposant d'une majorité quasi automatique au sein du Conseil national palestinien (« Parlement »), il serait en mesure de conférer un caractère parfaitement légal à la ligne de conduite qu'il se serait tracée. Ses pairs sont contraints dès lors de le ménager bon gré mal gré.

Le front « anticapitulation »

Les représentants des trois organisations de « gauche » venus de Damas ont suggéré à leurs interlocuteurs qu'ils pourraient écarter aisément M. Yasser Arafat de la direction si seulement ils acceptaient de se joindre aux autres organisations de l'O.L.P. pour créer un « front commun contre la capitulation ». La nouvelle coalition serait soutenue par la Syrie, qui serait toute disposée à passer l'éponge sur les divergences et les affrontements qui ont opposé ces derniers mois le Fath et la République baasiste.

Le projet a été rejeté d'emblée : après les événements sanglants de Tripoli, aucun dirigeant du Fath n'est disposé, pour le moment du moins, à se réconcilier avec le président Assad, et encore moins à s'installer à Damas, où ils redoutent de perdre leur autonomie. A tout prendre, ils préfèrent encore demeurer à Tunis, bien qu'ils se sentent marginalisés dans une ville située à des milliers de kilomètres du théâtre des opérations.

Les délégués des trois mouvements contestataires ont alors proposé que le conseil central de l'O.L.P. - l'instance intermédiaire entre le Conseil national et le comité exécutif - soit convoqué pour examiner les conséquences politiques de la rencontre Arafat-Moubarak. La proposition ne manque pas d'habileté puisque ses auteurs sont persuadés, à tort ou à raison, qu'ils peuvent compter sur la majorité du conseil central pour condamner l'initiative du président de l'O.L.P. Un tel verdict, calculent-ils, contribuerait à modifier le climat au sein du Conseil national palestinien, qui à son tour serait amené à confirmer son hostilité au projet de paix américain avant de destituer Yasser Arafat de ses fonctions présidentielles.

Les membres du comité central du Fath ne s'opposent pas au principe de la procédure, mais ils font valoir que les règles institutionnelles ne permettent pas d'exclure d'office M. Arafat de la réunion du conseil central, comme l'exigent les trois délégués de la « gauche » palestinienne. Si l'accusé n'est pas autorisé à se défendre, soutiennent-ils, le jugement de l'assemblée n'aurait pas de valeur aux yeux de l'opinion palestinienne.

M. Yasser Arafat, pour sa part, ne paraît pas se préoccuper outre mesure des aspects légalistes de l'affrontement. Malgré l'absence du quorum réglementaire - dû au boycottage des organisations dissidentes - il a présidé, jeudi, une séance du comité exécutif de l'O.L.P., qui s'est livrée, selon un communiqué, à un « large tour d'horizon de la situation régionale et internationale ».

Si le quorum devait être atteint dans les prochains jours, ce qui n'est pas exclu, la plus haute instance de la centrale des fedayin aurait le pouvoir de convoquer, sans attendre, une réunion du Conseil national palestinien, favorable, dans sa majorité, à la diplomatie de Yasser Arafat. Dans ce cas, estime-t-on généralement, l'éclatement de l'O.L.P. deviendrait inéluctable.

ERIC ROULEAU.

Libye

« NOUS POUVONS NOUS PASSER DES ARMEMENTS FRANÇAIS » affirme le colonel Kadhafi

La dernière canonnière lance-missiles commandée à la France par la Libye a appareillé, jeudi 5 janvier, du port de Lorient (Morbihan), où elle se trouvait amarrée depuis le mois d'août. Selon certaines indiscrétions récentes de membres de l'équipage libyen, le navire a pris directement le chemin de la Libye.

Cette unité, de type combattante et baptisée *Laheeb*, fait partie d'une commande de dix bâtiments identiques réalisés par les Constructions mécaniques de Normandie à Cherbourg, dont les neuf premiers avaient été livrés en 1981. Cette canonnière est la dernière qui devait être livrée à Tripoli.

L'exécution de ce contrat n'a pas empêché le colonel Mouammar Kadhafi, « guide » de la révolution libyenne, de menacer, jeudi 5 janvier, de « boycotter les produits français » et d'« empêcher les Français d'investir en Libye » si Paris ne changeait pas de politique à l'égard de la Libye. « Nous pouvons nous passer des armements et des produits français », a dit le colonel, qui a précisé que toute décision en ce domaine « dépendait du peuple » et des résolutions qui sortiraient des « congrès populaires de base », dont les propositions seront soumises au « congrès général du peuple » en février.

La menace d'un boycottage des produits et des entreprises françaises par le colonel Kadhafi est prise au sérieux, mais sans « dramatisation excessive » dans les milieux français à Tripoli. On souligne dans ces milieux que rien de tel n'a été évoqué lors de la rencontre, à Tripoli, le 4 janvier, de M. Marc Bonafous, directeur du département Afrique du Nord - Proche-Orient au ministère français des relations extérieures, avec M. Abdel Atti El-Obeida, ministre libyen des affaires étrangères. - (A.F.P., Reuter.)

A TRAVERS LE MONDE

Bénin

• VISITE DE M. NUCCI. - Le ministre français de la coopération et du développement, M. Christian Nucci, se rendra en visite officielle au Bénin du 7 au 9 janvier. Au cours de son séjour, M. Nucci aura des entretiens avec le chef de l'État, M. Kérékou, inaugurera l'école française Montaigne à Cotonou et participera à la cérémonie d'inauguration de la télévision nationale.

Haute-Volta

• L'ANCIEN PRÉSIDENT LA-MIZANA ACQUITTÉ. - Le général Sengoué Lamizana, ancien chef de l'État voltaïque de 1966 à 1980, a été acquitté, jeudi 5 janvier, par le tribunal populaire de la révolution de Ouagadougou devant lequel il comparait pour détournement de fonds (le Monde du 6 janvier). Après le verdict, le ministère de l'information a publié une liste de cent quarante-neuf personnes qui comparaitront devant le tribunal. Parmi elles figurent tous les anciens ministres du général Lamizana, ainsi que ceux du colonel Zayé Zéro, qui lui a succédé, de 1980 à 1982. - (Reuter.)

Israël

• ARRESTATION ET ÉVASION DU RABBIN KAHANE.

- Le rabbin Meir Kahane, chef religieux nationaliste extrémiste, arrêté jeudi 5 janvier à Jérusalem, est parvenu à s'enfuir du poste de police. Le rabbin Kahane avait été arrêté pendant une manifestation qu'il avait organisée avec une quinzaine de ses sympathisants pour exprimer son soutien au groupe juif intitulé Terreur contre terreur (T.N.T.), qui a revendiqué une dizaine d'attentats à la grenade contre des établissements religieux chrétiens et musulmans. - (Reuter.)

Tanzanie

• ARRIVÉE DE VINGT MILLE RÉFUGIÉS RWANDAIS. - Près de vingt mille Rwandais vivant dans le sud de l'Ouganda se sont réfugiés en Tanzanie, à la suite d'incidents ethniques avec la population locale. Cet exode a commencé à la fin de l'an dernier, après le refus du gouvernement de Kigali, pays surpeuplé, de les accueillir. Le représentant local du haut commissariat pour les réfugiés, M. Abdalla Said, s'est rendu sur place dans la région de Bukoka, sur les rives du lac Victoria, pour organiser l'accueil. La Tanzanie abrite déjà deux cent mille réfugiés, dont cent cinquante-cinq mille originaires du Burundi, les autres venant surtout du Zaïre et du Malawi. - (A.F.P., Reuter, U.P.I.)

LA VIE FRANÇAISE

ETRANGER

- URSS : l'année Andropov.
- Afrique : le Nigeria victime du FMI.

FRANCE

- Krasucki : la violence s'installe en entreprise.
- De l'Etat de droit à l'Etat de force -
- La Chapelle Darblay : 950 emplois, 3 milliards et demi.

ENTREPRISES

La métamorphose des Postes. Un demi-siècle de déficits, c'est trop !

BOURSE

Epéda Bertrand Faure, Procter and Gamble, Roussel-Uclaf.

LE 1^{er} HEBDOMADAIRE D'ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE

Chaque samedi, 10 F, chez votre marchand de journaux

PROCHE-ORIENT

Jordanie

Le roi Hussein a convoqué le Parlement suspendu depuis 1974

Amman. — En convoquant en session extraordinaire, à partir du lundi 9 janvier, le Parlement jordanien (Sénat et Chambre des députés), suspendu depuis 1974, le roi Hussein vient d'ouvrir la voie à la restauration de la vie parlementaire en Jordanie. Le Conseil national consultatif (C.N.C.), assemblée de notables créée en 1978 pour suppléer l'absence de Parlement, sera dissous samedi 7 janvier.

« La Constitution du pays exige que nous revenions à la vie parlementaire et que soient restaurés les pouvoirs des institutions législatives », affirme le roi Hussein dans une lettre adressée au président du C.N.C., M. Soleiman Arar. Ces dernières années, et plus particulièrement depuis l'invasion israélienne du Liban en 1982, de nombreuses voix s'élevaient en Jordanie pour demander la normalisation de la vie politique et une plus grande participation des citoyens aux décisions gouvernementales et à la gestion du pays. Selon la Constitution de 1952, la Chambre des députés est renouvelée tous les quatre ans. Elle compte soixante membres, dont trente représentants de Cisjordanie, territoire formellement rattaché au Royaume hachémite en 1950. Les dernières élections générales remontent à avril 1967, peu avant la guerre de Six jours. L'occupation de la Cisjordanie par Israël à partir de juin 1967 ayant rendu impossible l'organisation d'élections parlementaires dans ce territoire, le roi Hussein décida en 1971 de prolonger le mandat de cette Assemblée.

Le facteur décisif ayant amené les dirigeants jordaniens à suspendre le Parlement en 1974 est l'adoption, la même année par le sommet arabe de Rabat, de la résolution stipulant que l'Organisation de libération de la Palestine (O.L.P.) est « le seul représentant légitime du peuple palestinien ». Depuis lors, la Chambre des députés n'a été convoquée qu'une seule fois en session extraordinaire, en 1976, afin de voter un amendement constitutionnel qui donne au roi Hussein le pouvoir

De notre correspondant

d'ajourner indéfiniment de nouvelles élections et de rappeler l'Assemblée chaque fois que les circonstances exigent une nouvelle modification de la Constitution. Un exercice de haute voltige grâce auquel le souverain jordanien s'est, en fait, réservé la possibilité de rétablir le Parlement dans sa composition et ses fonctions de 1967, dès que la situation politique à l'intérieur et à l'extérieur du pays le permettrait.

Outre l'impossibilité d'organiser des élections générales en Cisjordanie, les dirigeants jordaniens invoquaient essentiellement deux arguments pour justifier le maintien du statu quo ces dernières années : d'une part, une Assemblée élue en partie par la communauté palestinienne de Jordanie et comprenant des représentants palestiniens des deux rives du Jourdain serait en contradiction avec les résolutions du sommet de Rabat; d'autre part, la mise en place d'un Parlement dont la juridiction s'étendrait à la seule rive est du Jourdain consacrerait en Cisjordanie un vide institutionnel dont les Israéliens pourraient tirer partie pour annexer formellement les territoires occupés.

Négociations avec l'O.L.P.

Les responsables jordaniens estiment aujourd'hui avoir interprété les résolutions de Rabat de façon trop restrictive. « Il n'y a aucune raison pour que la vie politique du pays soit indéfiniment paralysée », fait-on valoir à Amman, où l'on considère que la représentativité de l'O.L.P. ne doit être comprise que dans le cadre de la recherche d'une solution au problème palestinien. La première tâche des quarante-cinq députés encore vivants, soit cinq de plus que le quorum requis (une vingtaine de députés cisjordaniens ont été autorisés par les autorités israéliennes à venir à Amman), va donc être de démêler cet imbroglio juridico-politique, en amendement l'ar-

ticle 73 de la Constitution afin de pouvoir assumer désormais normalement leurs fonctions. Ils devront également choisir le moyen de remplacer les députés disparus depuis 1967 (huit pour la Transjordanie et sept pour la Cisjordanie). Soit en désignant eux-mêmes les nouveaux représentants des deux rives du Jourdain, ainsi que l'article 88 de la Constitution leur en donne le droit, soit en décidant l'organisation d'élections partielles sur la rive orientale, les nouveaux députés cisjordaniens devant, de toute façon, être désignés, en raison de l'occupation israélienne.

Dans une récente déclaration à la télévision jordanienne, le roi Hussein a souligné la nécessité d'« établir de nouvelles relations jordano-palestiniennes ». Ainsi, en dehors de considérations de politique intérieure, la décision du souverain jordanien de convoquer le Parlement paraît liée à la prochaine reprise des négociations avec le chef de l'O.L.P., M. Arafat. Mais elle constitue également une réponse aux mesures d'extension de la législation israélienne dans les territoires occupés, mesures adoptées il y a quelques jours par la Knesset.

EMMANUEL JARRY.

• M. Boutros Ghali à Paris. — Le ministre d'Etat égyptien aux affaires étrangères est arrivé jeudi 5 janvier, à Orly, venant du Caire pour une visite de quarante-huit heures à Paris, durant laquelle il remettra un message du président égyptien Hosni Moubarak à M. Mitterrand, qu'il devra rencontrer ce vendredi. M. Boutros Ghali a souligné à son arrivée que sa visite à Paris était notamment motivée par « la récente visite au Caire de Yasser Arafat, qui marque un rapprochement politique entre l'Égypte et les Palestiniens ». « Mes conversations seront l'occasion d'une meilleure coopération diplomatique franco-égyptienne, notamment sur le problème palestinien », a-t-il ajouté.

AFRIQUE

Tunisie

M. Bourguiba ajourne les mesures qui ont provoqué les émeutes

(Suite de la première page.) Les passants couraient en tous sens, les commerçants se battaient de baisser leurs rideaux, les voitures, klaxon hurlant, fuyaient en un indescriptible carrousel, tandis que se répandaient les rumeurs les plus insensées. Le conseil des ministres qui siégeait alors, crut même, un moment, que le Magasin général, grande surface proche de l'ambassade de France, était en train de brûler.

Des slogans « troublants »

M. Mzali note à ce propos la coordination des mouvements de jeunes qui s'étaient produits et l'ampleur de l'« insoumission ». Pour lui, c'est une nouvelle preuve que les événements qui vit le pays font partie d'un plan de déstabilisation. Il évite, en attendant la fin des enquêtes, de porter des accusations précises. Alors, les extrémistes ? Le premier ministre admet que les slogans entendus ces derniers jours sont « troublants », mais il n'en dira pas plus. L'allibi ? Soucieux sans doute de préserver au moins une façade de bon voisinage, il se mure dans le silence lorsque nous lui faisons remarquer que, dans le Sud, des manifestants arrêtés ont reconnu avoir été entraînés dans des camps libyens. Il ne dément pas et se borne à répondre que la justice se prononcera.

M. Mzali reconnaît aussi que le colonel Kadhafi lui a téléphoné en début de semaine pour lui proposer son aide et qu'il a reçu, mercredi, une délégation venue lui affirmer que la Libye était étrangère aux événements. Et, très vite, il enchaîne avec une évidente satisfaction : « M. Abdelghani, premier ministre algérien, m'a téléphoné deux fois

pour me dire avec force et sincérité : « Nous sommes avec vous. Nous surveillons les frontières. Nous sommes pour la stabilité de la Tunisie. »

Pour le premier ministre, il est évident que, par conséquent, les manifestants ont été manipulés. « Nous nous sommes trouvés devant de véritables commandos insurrectionnels bien organisés et coordonnés. » Les troubles, depuis le 29 décembre, dont M. Driss Guiga devait dresser le bilan ce vendredi, ont fait plus de cinquante morts dont plusieurs parmi les forces de l'ordre. Il y a eu des centaines de blessés et de très nombreuses arrestations (un millier, croit-on savoir). Les pillards et les incendiaires pris en flagrant délit avant mardi seront traduits devant les juridictions normales, ceux qui ont été arrêtés sous l'état d'urgence comparaitront devant le tribunal militaire. Quant à ceux qui auront complété pour le renversement du régime, ils relèveront de la Cour de sûreté de l'Etat.

« Dire la vérité »

M. Mzali s'inscrit en faux contre les deux principales critiques qui sont faites à son gouvernement dans diverses couches de l'opinion : l'insuffisance des effectifs policiers lors des émeutes de Tunis et l'impervoyance du pouvoir central et régional quant aux réactions qui risquent de provoquer l'augmentation du prix des produits de première nécessité. « Il y avait plus de mille policiers dans la capitale, où nous nous attendions certes à quelques remous mais pas à de véritables opérations de commando », explique le premier ministre. « Et puis, ne l'oubliez pas, malheureusement ou heureusement, notre police n'est pas formée pour la répression, quel qu'en disent certains. Comment contenir, dans ces conditions, une ville de deux millions d'habitants ? Dans la plupart des cas où il y a eu des morts, les policiers étaient en état de légitime défense. N'oubliez pas, non plus, que de nombreuses victimes ont eu le crâne fracassé par des pierres et ce ne sont pas les forces de l'ordre qui utilisaient des pierres. Hélas ! il y a eu

aussi plusieurs enfants poussés aux premiers rangs des émeutiers, selon la technique des martyrs. »

Quant aux structures du parti socialiste destituées qui ont su, pendant si longtemps, encadrer la population, M. Mzali, qui admet qu'il y a peut-être eu « quelques défaillances », tient à rappeler que, depuis trois ans, « le régime de la milice est révoqué ». Il affirme que beaucoup de militants ont fait, auprès des masses, un grand travail d'explication. Lui-même plaide vigoureusement son dossier en soulignant que la hausse du prix du pain était annoncée depuis longtemps, que le gouvernement avait maintes fois proclamé que les catégories sociales les plus déshéritées recevraient des compensations et que des discussions étaient en cours avec les syndicats pour en fixer la répartition.

Il souligne que l'économie réalisée par le doublement du prix des produits de première nécessité à 140 millions de dinars. En revanche, si de nouvelles taxes avaient été instaurées sur les voitures, l'alcool, le tabac, l'essence, etc., tous les prix auraient flambé, comme en 1982, et le gouvernement n'aurait pas dérogé la cinquième de cette somme. En outre, de telles taxes auraient accru l'inflation qui a été maintenue à 4,5 % en 1983, contre 14 % en 1982. Enfin, 30 millions ont été dégagés sur les économies réalisées pour venir en aide aux plus défavorisés. « Certes, il fallait s'attaquer au pain, mais je l'ai fait. Il faut avoir le courage de dire la vérité au peuple. Nous l'avons eu. Mais il y a eu cette exploitation politique. »

PAUL BALTA et MICHEL DEURÉ.

VOS SANITAIRES REMIS À NEUF

en totalité, blancs ou vous colorés en couleur. A domicile, en un jour, sans démontage.

SAMOTEC

NICE 93/07.33.11
PARIS 1/603.62.90
108 r. de la Reine Blanche

TEST-VÉRITÉ

ÊTES-VOUS HOMME OU FEMME ?

LE NOUVEL
observateur



Ils exagèrent au Nouvel Observateur ! Tout avait commencé par « Êtes-vous de droite ou de gauche ? » (Quoi, le camembert serait de droite et le gruyère de gauche ?) Et puis, ils nous avaient fait mourir d'angoisse avec « Calculez vos névroses ». Et voilà que cette semaine, dans la torpeur des lendemains de fête, l'Obs nous pose la question fatale : Êtes-vous homme ou femme ?

Un test redoutable qui vous permettra de mesurer si vous êtes véritablement femme ou homme dans votre tête, dans votre corps, dans votre cœur, dans votre comportement social. Mais où vont-ils chercher tout ça ? Et en plus du test-vérité, le Nouvel Observateur a enquêté sur l'androgynie, la misogynie, la bi-sexualité, le transsexualisme. Non mais je vous le demande un peu, quelle époque vivons-nous !

مقتدا من الامم

EUROPE

Turquie

Les partis exclus des élections législatives pourront participer aux consultations locales

De notre correspondant

Ankara. - Le Parti de la mère patrie, du premier ministre M. Ozal, majoritaire au Parlement, a voté le jeudi 5 janvier en faveur de l'ouverture des élections locales à tous les partis, y compris à ceux qui n'avaient pas été autorisés à participer aux élections législatives, du 6 novembre dernier. Le Parti de la justice, le Parti de la social-démocratie et le Parti du bien-être, pourraient donc présenter des candidats aux élections locales, dont la date a été fixée au 25 mars prochain, aux côtés du Parti de la mère patrie, et des deux formations de l'opposition représentées au Parlement : le Parti populiste et le parti de la démocratie nationale.

Les dirigeants des trois partis qui n'ont pas été autorisés par le général à participer aux élections législatives ont fait connaître leur satisfaction, tout en remarquant que la décision du Parlement ne constituait

pas une « victoire », mais était une suite logique de la Constitution. Bien que favorable à la participation de tous les partis aux élections municipales, l'opposition parlementaire avait quitté la séance avant le vote pour protester contre la date retenue pour le scrutin. Elle estime qu'en choisissant le mois de mars M. Ozal a voulu profiter de sa popularité avant que les effets de sa politique économique ultra-libérale ne se soient fait sentir sur les couches les plus défavorisées.

Dans l'entourage du général Evren, président de la République, on était également partisan d'un scrutin municipal ouvert à tous « pour éviter les malentendus » à un moment où la Turquie tente de normaliser ses relations avec le Conseil de l'Europe.

A. U.

Tchécoslovaquie

L'Académie des sciences a établi un rapport alarmant sur la situation écologique

A la demande du gouvernement, l'Académie des sciences tchécoslovaque a préparé un rapport intitulé *Analyse de la situation écologique de la République socialiste tchécoslovaque*. Or ce rapport est tellement alarmant que les autorités ont décidé de ne pas le rendre public. La « Charte 77 », mouvement pour les droits civiques, a réussi à obtenir une copie de ce document dont elle a envoyé le texte intégral au président du conseil tchécoslovaque, M. Lubomír Štrougal (1).

« La quantité de déchets de toute sorte acheminés en Tchécoslovaquie dix fois la moyenne mondiale. L'extraction des minerais produit à elle seule chaque année environ trente-cinq tonnes de déchets solides de toute sorte par habitant, indique le rapport.

« Nous sommes un des Etats du monde ayant les plus grosses émissions d'anhydride sulfureux. Le volume des émissions produites ne cesse de croître à la suite de l'augmentation de la teneur en soufre et de la baisse de la puissance calorifique de la lignite brûlée.

« Les interventions effectuées et les substances introduites par l'homme dans l'environnement se cumulent de façon à entraîner l'extinction de certaines espèces d'animaux ou de plantes, et le bouleversement de certains écosystèmes représente un grave danger pour l'homme lui-même.

« La situation dans notre pays permet réellement de prévoir la disparition non seulement d'espèces animales isolées, mais de classes dans leur totalité. Même les réserves et les parcs nationaux sont victimes de la pollution. La situation dans le domaine de l'économie forestière nous paraît être particulièrement grave. Vers la fin du siècle, de 45 à 60 % de nos forêts seront très probablement dégradées par la présence de polluants.

« En ce qui concerne l'eau, on voit apparaître, dès maintenant, les situations-limites du développement.

Italie

LE JOURNALISTE GIUSEPPE FAVA SPÉCIALISTE DE LA MAFIA A ÉTÉ ASSASSINÉ

(De notre correspondant.)

Rome. - Journaliste et écrivain, Giuseppe Fava, auteur de plusieurs livres sur la Mafia, a été assassiné, jeudi 5 janvier, à Catane, où il résidait. Il a été tué à bout portant de plusieurs balles dans la tête; son corps a été retrouvé dans sa voiture en plein centre de la ville.

Très connu à Catane et dans les milieux journalistiques pour ses enquêtes sur la Mafia, mais aussi pour ses écrits sur les couches les plus défavorisées de la population sicilienne, notamment les immigrés, publiés dans plusieurs quotidiens et hebdomadaires, M. Fava était aussi l'auteur d'un roman à succès, *Genie di rispetto*, dont a été tiré un film. Il dirigeait la revue mensuelle *I Siciliani*, qui publiait depuis plusieurs mois des informations sur les liens entre les clans de la Mafia de Palermo et ceux de Catane.

Au cours d'une récente émission télévisée, Giuseppe Fava avait insisté sur la présence parmi les membres de la Mafia « de personnages importants et de dirigeants politiques ». Dans son dernier livre, il mettait en cause le pouvoir démocrate-chrétien en Sicile. Giuseppe Fava est le quatrième journaliste tué en Sicile par la Mafia depuis le début des années 70.

Ph. P.

Pologne

Le général Jaruzelski et Mgr Glemp ont eu un long entretien

Le général Jaruzelski et le cardinal Glemp, primat de Pologne, ont eu un entretien de plus de quatre heures, jeudi 5 décembre, à Varsovie : leur précédente rencontre remontait au mois de juin dernier, à la veille de la visite du pape en Pologne.

Comme d'habitude, l'épiscopat s'est abstenu de publier un communiqué ou de commenter l'entretien, laissant ce soin à l'agence officielle PAP, dont le texte est évidemment en tous points conforme à l'image que le pouvoir veut donner de ses relations avec l'Eglise : les deux interlocuteurs, écrit PAP, « ont discuté de certains problèmes importants, touchant aux relations entre l'Eglise et l'Etat, et procédé à un échange d'opinions sur la situation dans le pays, dans le contexte des tensions internationales actuelles. (...) Le premier ministre et le primat ont exprimé leur inquiétude face à l'escalade des armements et ont estimé que la Pologne, pays particulièrement éprouvé par la deuxième guerre mondiale, a des raisons particulières d'œuvrer pour la paix mondiale. (...) Une telle action peut être favorisée par le développement ultérieur des contacts entre les autorités de la République populaire de Pologne et la capitale apostolique ». Ainsi, au-delà des phrases rituelles sur la paix et les tensions internationales, est évoquée, à demi-mot, la possibilité d'une évolution conduisant, à terme, à l'établissement

ment de relations diplomatiques entre Varsovie et le Vatican.

Par ailleurs, selon PAP, le général et le primat ont « exprimé leur satisfaction à propos du déroulement favorable, pour la Pologne, de la deuxième visite du pape Jean-Paul II ».

Rien n'est donc dit sur les trois sujets sensibles, qui ont, selon toute vraisemblance, été évoqués, la libération des prisonniers politiques, les pressions exercées par le pouvoir sur l'épiscopat pour qu'il fasse « taire » les prêtres les plus engagés aux côtés de Solidarnosc et les négociations concernant la création d'un fonds d'aide à l'agriculture privée, géré par l'Eglise à partir de sommes reçues de pays occidentaux.

Le cardinal Glemp devait prononcer ce vendredi une homélie qui lui donnerait l'occasion d'en dire un peu plus que sur les résultats de cette entrevue. Dans la dernière période, le primat avait fait preuve d'une attitude remarquablement conciliante à l'égard des autorités, notamment dans son message de Noël, ce qui l'avait d'ailleurs placé dans une position embarrassante. Après avoir « apprécié » ostensiblement cette attitude, le pouvoir avait cherché à pousser son avantage en accentuant ses attaques contre certains prêtres, et même en s'en prenant, sous la plume du vice-premier ministre, M. Mieczysław Rakowski, à Mgr Glemp lui-même.

J. K.

AMÉRIQUES

Cuba

Les autorités françaises s'efforcent d'obtenir la libération de M. Ricardo Bofill

Les autorités françaises ont engagé des négociations discrètes avec les dirigeants cubains pour tenter d'obtenir la libération de M. Ricardo Bofill, détenu à La Havane, et en très mauvaise santé, selon ses proches. Mais ces démarches n'ont pas abouti, jusqu'à présent, et il semble que le gouvernement de La Havane, qui estime que ses adversaires ont déclenché une campagne antipolitique à la suite de la libération de M. Armando Valladares - libération déjà obtenue par la France - ne soit pas très réceptif.

Le gouvernement français a une responsabilité particulière dans le cas de M. Ricardo Bofill. Cet ancien vice-doyen de la faculté des sciences humaines de La Havane, déjà détenu pendant plusieurs années pour avoir, selon les autorités, appartenu à un groupe « dissident » au sein du parti communiste cubain, s'était, en effet, réfugié à l'ambassade de France de La Havane le 19 avril 1983 (*Le Monde* du 29 septembre 1983). L'ambassadeur de France ayant obtenu des autorités cubaines - très concrètement de M. Carlos Rafael Rodríguez, vice-président du gouvernement et numéro trois du régime - l'assurance que M. Bofill ne serait pas inquiété et qu'il pourrait librement partir de Cuba, ce dernier avait quitté les locaux de l'ambassade.

Le 21 septembre, M. Bofill recevait, à son domicile de La Havane, deux journalistes français venus exprès pour l'interviewer. Brève rencontre. La police, alertée, appréhende les deux Français, les interroge, les maintient neuf jours en détention, puis les expulse. Ils étaient munis de visas de tourisme. M. Bofill est arrêté, à son tour, le 24 septembre. Depuis sa sortie de l'ambassade de France, il n'a pas réussi à obtenir le visa nécessaire pour rejoindre sa femme qui se trouvait, à cette époque, à Miami.

En octobre, M. Bofill fait savoir à l'Organisation internationale de la résistance (*Le Monde* du 8 octobre 1983) que son mari a été interrogé

dans la section des politiques d'un hôpital psychiatrique de La Havane. En novembre, elle adresse un nouvel appel à la même organisation pour préciser que Ricardo Bofill a été condamné à douze ans de prison (il avait précédemment purgé cinq ans d'une peine de dix ans, et qu'il est dans un très mauvais état de santé). Un certain nombre de personnalités françaises, entre autres MM. Pierre Emmanuel, Laurent Schwartz et le R. P. Riquet, ont signé un appel en faveur de sa libération, et le Quai d'Orsay a été interpellé à plusieurs reprises sur cette affaire.

On rappelle, dans les milieux autorisés français, que M. Armando Valladares avait été libéré après une longue et difficile négociation, et après un entretien particulier entre M. Régis Debray, conseiller de M. Mitterrand, et M. Fidel Castro.

Nicaragua

LE PORT DE POTOSI A NOUVEAU BOMBARDÉ

Managua (A.F.P., A.P., Reuters). - M. Richard Stone, envoyé spécial du président Reagan en Amérique centrale, a terminé le jeudi 5 janvier sa nouvelle et brève tournée dans la région par une rencontre, à Managua, avec le chef de la junte sandiniste, M. Daniel Ortega, et le ministre nicaraguayen des affaires étrangères, le Père Miguel d'Escoto. M. Stone avait également eu des entretiens avec des représentants de l'Eglise catholique, du patronat et de l'Alliance démocratique, l'union des partis d'opposition.

Cependant, alors que l'émis-saire américain se trouvait à Managua, le port de Potosi, dans le nord du pays, était bombardé à la roquette et au mortier par deux avions et deux navires probablement venus du Honduras tout proche, ont annoncé les autorités sandinistes. Cette attaque a fait un mort et huit blessés. Mardi déjà, une attaque avait été lancée contre le port de Potosi.

Ph. P.

Finlande

Le président Koivisto ne répond plus...

De notre correspondant

Helsinki. - Rien ne va plus entre le président Koivisto et la presse finlandaise. Dans une interview, le mardi 3 janvier, le président traitait les journalistes de moutons de Panurge et déclarait qu'il n'entendait plus fournir d'explications sur sa politique. Motif de cette mauvaise humeur : l'insistance avec laquelle les journalistes s'étaient permis de demander des explications sur l'attitude de la Finlande lors de deux votes de l'ONU, un vote condamnant l'intervention américaine à la Grenade et une abstention à propos de la présence des Soviétiques en Afghanistan.

La climat s'était déjà dégradé en novembre dernier lorsque le président, renouant avec les méthodes de son prédécesseur, avait fait parvenir à une trentaine de journaux une lettre « confidentielle », les mettant en garde contre la publication d'articles « irresponsables » ayant trait à la politique étrangère et les appelant à la discrétion. Craignait-il que la presse, qui s'était quelque peu dégoûtée des jambes depuis son accession au pouvoir, ne prit un nouveau pli et ne cherchât peu à peu à entrer dans la vie du sujet, à savoir les relations de la Finlande avec l'Union soviétique ?

La liberté de la presse lui paraît-elle incompatible avec la poursuite des relations d'amitié

finno-soviétiques, officiellement au beau fixe, comme en témoignent le succès du récent voyage du ministre des affaires étrangères à Moscou et la signature d'un important contrat sur la construction du port céréalier de Tain ?

La Finlande n'a, certes, pas la tradition d'autres pays dont le président est tenu de justifier régulièrement sa politique devant les médias. Mais, avec l'élection de M. Koivisto et les espoirs de libéralisme qu'elle avait fait naître, un lien nouveau d'ordre effectif s'était créé entre la nation et le chef de l'Etat, qui obligeait moralement le président à entretenir un contact régulier avec son peuple par voie de presse. C'est justement ce qu'il n'entend plus faire.

Ces frictions montrent que la presse n'est pas vraiment « finlandisée ». En toute justice, il faut rappeler certains « gestes » du pouvoir : le communiqué officiel publié à l'issue de la visite du président Koivisto à Moscou, en juin, ne comportait plus le passage tristement célèbre où était évoquée, dans les occasions précédentes, « l'importance de la responsabilité des journaux », expression digne d'Orwell pour désigner ce qui ailleurs se nomme la censure ou l'autocensure.

P. P.

6 7 9 10
VENDREDI SAMEDI LUNDI MARDI
Janvier

4 DERNIERS JOURS DE PRIX FANTASTIQUES SUR TOUTE LA HI-FI

CHEZ CIBOT
MAISON FONDÉE EN 1948

MINI-CHAINES à partir de 1200 F

CIBOT HI-FI:
136, bd Diderot et 12, rue de Reuilly
PARIS 12^e Tél.: 348.63.76
Ouvert de 9 h à 12 h 30 et de 14 h à 19 h.

VOIR TOUS LES HALOGENES

DES LAMPADAIRES QUI ÉCLAIRENT TOUTE UNE PIÈCE. INTENSITÉ VARIABLE.

READY MADE

SPECIALISTE DE L'ÉCLAIRAGE
38-40 RUE JACOB
75006 PARIS
Tél.: 260.28.01

ARMAND THIERY

SOLDE

LES GRANDES MARQUES.

PIERRE CARDIN.
MARCEL LASSANCE.
MCGREGOR.
YVES SAINT-LAURENT.*
LANVIN.*
FACONNABLE.*
ARROW.*
DORMEUIL.*

ARMAND THIERY

SOLDE

CERGY-VELIZY
JUSQU'AU 14 JANVIER 84.

MASSY
JUSQU'AU 15 JANVIER 84.

PARIS
JUSQU'AU 21 JANVIER 84.

ARMAND THIERY

15/17, RUE AUBER - 75009 PARIS.
PLACE DE FRANCE - CENTRE COMMERCIAL - 91300 MASSY.
CENTRE COMMERCIAL LES 3 FONTAINES - 95003 CERGY-PONTOISE.
CENTRE COMMERCIAL DE VELIZY II - 78140 VELIZY-VILLACOURLAY.

*uniquement à Paris.

DIPLOMATIE

A PARIS ET A WASHINGTON

Le président Kyprianou va proposer un plan de règlement de la question chypriote

Nicosie. — Le président de la République de Chypre, M. Spyros Kyprianou, prend une nouvelle initiative visant à promouvoir un règlement du problème de l'île. Il rencontrera, ce vendredi à Paris, le président Mitterrand, qui se rendra aux États-Unis, où il s'entretiendra avec le secrétaire général des Nations unies, M. Pérez de Cuellar, ainsi qu'avec le secrétaire d'État américain, M. George Shultz. Le double objectif de ce voyage est, d'une part, d'obtenir le retrait de la proclamation unilatérale d'indépendance dans la zone nord de l'île occupée par l'armée turque et, d'autre part, de chercher à promouvoir un règlement global. Le gouvernement chypriote est convaincu, en effet, que, paradoxalement, depuis la proclamation unilatérale d'un État indépendant par le leader chypriote turc, M. Denktash, le 15 novembre

De notre correspondant

dernier, un climat favorable a été créé pour une solution globale sur la base des résolutions votées par les Nations unies.

« Avec le président Mitterrand, déclare le président Kyprianou, nous discuterons non seulement du problème politique de Chypre, mais aussi de celui de l'adhésion au Marché commun. Je suis persuadé que la France peut jouer un rôle essentiel dans ces deux questions, parce que c'est un grand pays, membre permanent du Conseil de sécurité de l'ONU et aussi parce qu'elle préside actuellement la Communauté ».

A propos de États-Unis, le président Kyprianou a souligné que « mieux que quiconque, Washington est en mesure de persuader la Turquie de mettre un terme à sa po-

litique d'expansion et de partage de Chypre, afin que soit trouvée une solution pacifique, viable et raisonnable au problème. Cela ne signifie pas que nous changeons de politique et que nous sortons du cadre des Nations unies. Mais j'estime que le rôle de l'ONU et les efforts personnels du secrétaire général seront bien plus efficaces s'ils sont renforcés par les États-Unis ».

Selon une source gouvernementale à Nicosie, M. Kyprianou présentera à M. George Shultz un plan concret. Ces efforts aboutiront-ils ? Le président Kyprianou estime en tout cas que « le climat est tel qu'une initiative de ce genre est justifiée », même si, selon lui, la Turquie n'a encore donné aucun signe d'un changement d'attitude.

DIMITRI ANDREOU.

Première visite à Washington d'un chef de gouvernement chinois

(Suite de la première page.)

Deux exemples permettent de mieux cerner la réalité. Dans le domaine du commerce, les échanges bilatéraux, sur les dix premiers mois de 1983, ont baissé de près d'un quart par rapport à la même période de 1982, les exportations américaines de produits agricoles diminuant, quant à elles, de près des trois quarts. On estimait fin décembre que, sur l'ensemble de l'année 1983, le volume du commerce entre Pékin et Washington serait à peine au niveau de 1980 (4,8 milliards de dollars contre 5,2 milliards de dollars en 1982 et 5,5 milliards en 1981).

Sur le plan de l'analyse stratégique de l'évolution des rapports de force entre les puissances dans le monde, la position chinoise, là aussi, s'est sensiblement modifiée. Jusqu'à une date récente, Pékin considérait

que, des deux superpuissances, celle qui se trouvait en offensive était l'Union soviétique, tandis que les États-Unis paraissaient condamnés à la défensive, voire au déclin. Un rapprochement avec le plus faible des deux impérialismes était donc dans la logique de la politique chinoise. Or, à l'évidence, ce n'est plus tout à fait ainsi que l'on voit les choses à Pékin. La fermeté du président Reagan envers Moscou, en particulier dans la querelle sur les missiles, et la politique de présence armée, voire d'intervention de Washington en divers points du globe (Liban, la Grèce) ont convaincu la Chine que les États-Unis avaient adopté « une attitude plus offensive ». « Washington est apparu agressif tandis que Moscou était passif », écrit l'agence Chine nouvelle, le 1^{er} janvier, dans un bilan de la situation internationale en 1983.

Une telle évolution, si elle se confirmait sur une longue durée, rendrait évidemment plus facile, à terme du point de vue de Pékin, non pas nécessairement un rapprochement, mais une normalisation des relations avec l'Union soviétique. Encore que l'on ne se fasse ici aucune illusion, la Chine considère toujours, ainsi que M. Zhao l'a déclaré mardi, que « sa sécurité est sujette à une menace le long de ses frontières ». Et, en ce sens, il ne lui est pas possible de placer l'U.R.S.S. et les États-Unis sur le même plan. Il n'empêche que, tout en s'opposant à l'hégémonie soviétique, la Chine, M. Zhao Ziyang l'a répété, est « désireuse d'engager un dialogue » avec Moscou. Plus largement, la Chine ne souhaite « ni guerre chaude ni guerre froide » et elle va même jusqu'à « espérer une amélioration des relations américano-soviétiques ». Après avoir pendant des années pourfendu la détente sur tous les tons, Pékin parle comme s'il en était devenu aujourd'hui l'unique héritier.

La question de Taïwan

C'est évidemment encore et toujours la question de Taïwan qui est au cœur du malaise sino-américain. Les dernières semaines ont apporté une nouvelle illustration du genre d'écueil que les deux gouvernements devaient sans cesse éviter à ce propos. L'appui donné en novembre par les deux Chambres du Congrès américain à l'appartenance de Taïwan à la Banque asiatique de développement et l'adoption par le comité des affaires étrangères du Sénat d'une résolution sur l'avenir

de Taïwan, faisant de l'accord de la population de l'île une condition à la rénormalisation, ont été interprétés à Pékin comme une relance par Washington de la politique des « deux Chineses ».

Il a fallu deux « vigoureuses protestations » de Pékin et une « gaffe » — peut-être calculée — de M. Hu Yaobang, le secrétaire général du parti communiste chinois, lors de son voyage au Japon, faisant planer une menace sur le voyage à venir de M. Zhao Ziyang pour que le président Reagan se décide, le 30 novembre, à réaffirmer que les États-Unis considéraient la République populaire — comme le seul gouvernement légal de la Chine —.

Ainsi, l'année 1983, qui avait commencé, entre Pékin et Washington, par une brouille à propos des ventes de textiles chinois aux États-Unis se terminait-elle par une dispute sur Taïwan. Dans l'intervalle, d'autres querelles, dans les domaines commercial, culturel et politique, avaient émaillé les rapports entre les deux pays. Il n'empêche que ceux-ci — et ce n'est pas la moindre paradoxe — ont continué de se situer à un niveau très élevé. Au cours des douze derniers mois, quelques-uns des plus hauts responsables de l'administration américaine — M. Shultz, secrétaire d'État, M. Baldrige, secrétaire au commerce, M. Weinberger, secrétaire à la défense — ne se sont-ils pas rendus à Pékin, tandis que M. Wu Xueqian, le ministre chinois des affaires étrangères, effectuait, de son côté, une longue visite aux États-Unis, en octobre, où il était reçu, entre autres, par le chef de la C.I.A. (1).

La prochaine visite de M. Zhao Ziyang aux États-Unis, qui sera suivie, en avril, par celle de M. Reagan en Chine, démontre, en tout cas, que l'existence de frictions en divers domaines n'entraîne finalement pas la poursuite entre les deux pays d'un dialogue au niveau le plus haut. Tant il est vrai que, fondamentalement, tant pour sa sécurité que pour l'objectif lointain de la réunification, Pékin voit toujours dans Washington l'interlocuteur le plus utile à la défense de ses propres intérêts.

MANUEL LUCBERT.

(1) A Washington, la Maison Blanche a indiqué, mercredi 4 janvier, qu'il était « très probable » que la Chine et les États-Unis signent, lors de la visite de M. Zhao Ziyang, un accord-cadre de coopération industrielle et technologique intéressant les domaines pétrolier, minier, hydraulique et des métaux non ferreux.

ASIE

Timor

SELON DES SOURCES CATHOLIQUES

La disette sévit en diverses régions de l'île

Djakarta (A.R.P.). — La situation alimentaire, déjà précaire dans la partie orientale de l'île de Timor, s'est fortement détériorée à la suite des récentes opérations militaires contre les guérilleros indépendantistes de Fretilin, et une forte disette sévit dans plusieurs régions, a-t-on appris de sources catholiques et diplomatiques à Djakarta.

Depuis août dernier, l'armée indonésienne a lancé de vastes opérations de rattrapage dans l'ancienne colonie portugaise annexée par la force à l'Indonésie, en décembre 1975. Les troupes indonésiennes sont estimées entre dix mille et douze mille hommes. Les combattants du Fretilin (Front révolutionnaire de libération de Timor-Est) ne sont que quelques centaines, mais bénéficient d'un soutien plus ou moins actif dans la population, notent les observateurs.

Les opérations militaires ont complètement désorganisé l'approvisionnement, déjà précaire, du territoire. Beaucoup de récoltes ont été détruites et les paysans ne peuvent plus se déplacer pour aller travailler ou faire la cueillette dans les forêts, indique-t-on de sources catholiques à Djakarta. Trois mille réfugiés sont regroupés actuellement aux alentours de la ville de Viqueque.

Dans une lettre confidentielle datée de fin décembre, parvenue à Djakarta, l'administrateur apostolique de Dili, capitale de Timor-Orient, Mgr Carlos Filipe Ximenes Belo, paraît très inquiet et fait état de « la disette » qui sévit en différents endroits.

Agé de trente-cinq ans, Mgr Belo est généralement considéré comme un modéré. Il a remplacé, en mai 1983, Mgr Da Costa Lopez, un prêtre populaire à Timor-Est et connu pour son hostilité à l'indonésianisation de l'ancienne colonie portugaise. Après un sermon prononcé en octobre dernier dans lequel, il protestait contre les « arrestations et la violence à Timor-Est », Mgr Belo avait cependant reçu « un avertissement » écrit du bureau local des affaires religieuses, révélant-on de sources sûres à Djakarta.

Le 17 novembre dernier, la conférence des évêques indonésiens n'en a pas moins envoyé une lettre de six pages au clergé timorais l'assurant de sa solidarité et réclamant le respect des droits de l'homme à Timor-Est. C'est la première fois que l'assemblée des évêques indonésiens (MAWI) exprimait ainsi son inquiétude à propos de la situation à Timor-Est et réclamait de la part des dirigeants un meilleur « esprit d'équité ».

Afghanistan

« Un officier afghan exécuté par la résistance... ». Les résistants ont passé par les armes, la semaine dernière, un capitaine de l'armée afghane après l'avoir traduit devant un « tribunal islamique », qui a « établi ses liens avec l'U.R.S.S. », a-t-on appris, jeudi 5 janvier, à Islamabad, de sources proches de la résistance. Le capitaine Mohammed Naim Had, avait suivi un entraînement de tir au mortier en U.R.S.S. et on indiquait de mêmes sources. Il avait été capturé au mois de décembre dernier. — (A.F.P.)

du vendredi 6 janvier
au 28 janvier

SOLDES

FOURRURES

DU NORD

Que des affaires
extraordinaires!

SERVICE APRES-VENTE

LES PLUS LARGES FACILITES DE PAIEMENT

2 ADRESSES

115, 117, 119, rue La Fayette
PARIS 10^e
PRES GARE du NORD.

100, Av. Paul Doumer
PARIS 16^e
ANGLE RUE de la POMPE

MAGASINS OUVERTS TOUTS LES JOURS DE 9H30 A 19H
SANS INTERRUPTION SAUF LE DIMANCHE

مكتبة من الامم

3850

Aux Trois
on f...
ELLE
Aux Trois
VIVEZ
DIA
8

سؤال من القراء

Le Monde

politique

LES TRAVAUX DU COMITÉ DIRECTEUR DU P.S.

Pouvoir d'achat, emploi, mutations industrielles

Le comité directeur du parti socialiste qui se réunira le samedi 7 janvier à Paris sera consacré à la politique économique et sociale. Le débat s'engagera à partir de deux rapports sur l'emploi et le pouvoir d'achat, présentés respectivement par M. Jean-Paul Bachelier, membre du secrétariat national chargé du secteur entreprises, et Dominique Strauss-Kahn, membre adjoint du secrétariat (secteur études et plus particulièrement économique).

Cette réunion devrait être consacrée, à l'origine, à la constitution de la liste que présentera le parti

socialiste aux élections européennes de juin 1984. Elle devrait précéder la réunion, fin janvier, d'une convention consacrée à l'adoption d'un « manifeste européen ». Dans la mesure où le P.S. avait déjà décidé de repousser cette convention pour prendre en compte, dans ce manifeste, l'évolution de la situation européenne, notamment après l'échec du sommet d'Athènes, il lui a semblé préférable de repousser aussi la constitution de la liste et le choix de son chef de file.

Le débat, sur ce point, sera un test de la solidité de l'accord intervenu à Bourg-en-Bresse entre la majorité du P.S. et le CERES de M. Jean-Pierre Chevènement.

Il existe en effet deux visions de la motion de Bourg-en-Bresse sur ce point, l'une majoritaire, l'autre émise au sein de la direction du CERES. La première s'en tient à la lettre de l'amendement obtenu par le CERES - « maintien du pouvoir d'achat moyen des salariés » - et se fonde sur le fait que le gouvernement ne peut pas changer de politique économique tous les neuf mois, qu'il doit rester fidèle au plan de rigueur mis en œuvre le 25 mars 1983.

L'autre se fonde sur le fait que les transferts sociaux vont être freinés en 1984 et que, de ce fait, les salariés bénéficieront moins encore qu'en 1983 du « coup de pouce » des prestations sociales. Selon la direction du CERES, le gouvernement ne pourra pas tenir ses objectifs (rétablissement des grands équilibres, diminution de l'inflation, investissements) avec une croissance nulle, sans perspective d'une demande intérieure accrue, et il devra donc « lâcher du lest ». Les amis de M. Chevènement émettent à nouveau l'hypothèse d'une sortie provisoire, pour le franc, du système monétaire européen.

JEAN-LOUIS ANDRÉANI.

Un test. Ainsi les socialistes sont-ils décidés à expliquer les conditions dans lesquelles il est possible, pour un pouvoir de gauche, d'assurer la transition entre la phase du « traitement social » du chômage, telle que M. Pierre Mauroy l'a conduite en 1982 et en 1983, et celle du « traitement économique », dont les résultats ne seront perceptibles qu'à long terme. Ils estiment nécessaire de souligner le caractère positif de la première phase sans laquelle, selon eux, la France compterait cinq cent mille à sept cent mille chômeurs de plus, mais aussi d'analyser ses limites. Les contrats de solidarité de préretraite ne sont, par nature, pas renouvelables, et il n'est plus question de créations importantes d'emplois publics comme en 1981 et 1982. Le comité directeur débattre donc de la marge de manœuvre dont dispose la gauche d'ici aux élections législatives de 1986 (réduction du temps de travail, cumul emploi-retraite, aide au retour pour les tra-

« Tout-social » ou « tout-économique » : la politique industrielle, pour les socialistes, doit être à mi-chemin entre ces deux exigences contradictoires. M. Lionel Jospin, premier secrétaire du P.S., l'avait déjà dit à la fin de l'année 1983 (« Le Monde » du 21 décembre 1983), et le comité directeur devrait le réaffirmer au terme de ses travaux, le 7 janvier.

Premier écueil à éviter : le « tout-économique ». L'affaire Talbot est, pour le P.S., la représentation même d'une situation où la menace sur les emplois est due aux erreurs de gestion d'une entreprise privée, qui n'a pas fait à temps les efforts nécessaires. Dans ce cas de figure, le gouvernement est confronté à la nécessité de gérer une situation dont il n'est pas responsable. La priorité est alors de refuser des mesures brutales, sans prise en compte du volet social d'ajustements devenus inévitables.

Deuxième écueil : le « tout-social » dans les secteurs en mutation industrielle : sidérurgie, charbon, construction navale. Dans ces secteurs, pour la direction du P.S., il ne peut être question de refuser, par principe, les mutations en argument de leur coût social, que la politique menée doit précisément minimiser.

Le gouvernement et le parti se situent, selon cette analyse, dans deux registres différents.

Pour la direction du P.S., le discours « volontariste » de M. Laurent Fabius est normal de la part d'un ministre de l'Industrie. Le P.S., pour sa part, a une double obligation : d'une part, intégrer ce discours, le « gérer » par rapport à sa base sociale. D'autre part, fournir au

3850 cadeaux
à tous les prix et de toutes sortes aussi bien anciens que récents, en bois, porcelaine ou faïence, utiles ou décoratifs sont à vendre au « Dépôt Vente de Paris ». Véritable casse-mine d'Art Bata dont l'adresse, hier chuchotée, devient bien connue des amateurs d'ancien et de nouveautés mais surtout des tites à la fête des bonnes affaires.
LE DÉPÔT VENTE DE PARIS, 81, rue de Lagny (20) 372.13.91

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL RÉGIONAL DU NORD-PAS-DE-CALAIS REÇU PAR M. MITTERRAND

La situation économique du Nord-Pas-de-Calais, et particulièrement les problèmes de l'emploi dans le bassin minier, ont été largement évoqués lors de l'entretien qu'a eu jeudi 5 janvier M. Noël Joseph, député socialiste et président du conseil régional, avec M. François Mitterrand, au palais de l'Élysée.

M. Joseph a souhaité que chaque fois qu'un emploi disparaît soit créé un emploi de substitution, d'autant que la suppression de 8 000 emplois est prévue dans les houillères. Il a demandé que l'exploitation des puits charbonniers soit poursuivie « le plus longtemps possible ». M. Joseph s'est aussi montré soucieux de voir engager le programme informatique et électronique prévu, et il a demandé que la région soit dotée des équipements administratifs qui lui font défaut.

M. LÉOTARD (P.R.) : la gauche crée un climat de guerre civile

M. François Léotard, secrétaire général du P.R., qui présentait, jeudi 5 janvier, ses vœux à la presse, s'est livré à de sombres prédictions : « L'année commence mal, elle finira mal », a-t-il annoncé, avant d'indiquer les raisons de son pessimisme. Sur le plan des relations internationales, il a souligné qu'il « souhaite le succès des armes de la France au Tchad et au Liban » mais, qu'il doit bien constater que « les orages qui s'accumulent sont bien réels ».

Sur la politique intérieure, le secrétaire général du P.R. s'est montré plus loquace. Selon lui, « la démocratie est malade ». De cette maladie, il a décrit quelques symptômes : « Nous nous éloignons de plus en plus d'un régime de séparation des pouvoirs (...). Un climat d'affrontement et de haine se développe dont l'opposition ne saurait être tenue pour responsable ». La dernière intervention télévisée de M. Pierre Mauroy à propos de l'affaire des avions renifleurs a montré, selon lui, « le spectacle désole d'un premier ministre engagé dans une opération de vengeance politique ».

Un premier ministre qui, aux yeux du secrétaire général du P.R., est « discrédité » et a « discrédité ».

UNE OU DEUX LISTES ?

Le sondage commandé par l'U.D.F. à la Sofres, le 3 décembre dernier, sur les intentions de vote des électeurs de l'opposition lors du scrutin de juin 1984, devrait être connu au milieu de la semaine prochaine. Les responsables des différentes formations de l'U.D.F. en auront ainsi connaissance avant la réunion du bureau politique de la confédération le 12 janvier.

Lors du petit déjeuner qui les a réunis, jeudi matin 5 janvier, MM. Jean-Claude Gaudin, président du groupe U.D.F. de l'Assemblée nationale, Pierre Méhaignerie, président du C.D.S. et François Léotard, ont réaffirmé leur conviction que deux listes de l'opposition aux élections européennes seraient préférables, et se sont promis d'essayer de faire prévaloir cette thèse lors de la réunion du 12 janvier. On peut toutefois se demander, au vu de la confusion qui semble régner au sein de l'U.D.F. s'ils ne sont pas déjà persuadés que la solution d'une liste unique prévaudra.

C. F.-M.

LA PRÉPARATION DE LA LOI SUR LA PRESSE

Les communistes demandent des garanties précises pour les journaux des partis politiques

Le parti communiste continue de négocier avec le gouvernement les conditions de l'application de la loi sur la presse aux publications des partis politiques. Et c'est parce qu'ils ne sont pas satisfaits des solutions qui leur sont proposées que les députés du P.C. se sont abstenus sur le vote de l'article 2 du projet gouvernemental, le jeudi 5 janvier, en commission des affaires culturelles de l'Assemblée nationale.

Porte-parole des communistes sur ce dossier, M. Jacques Brunhes, élu des Hauts-de-Seine, a expliqué qu'il ne s'agit pas d'une remise en cause de la rédaction de cet article 2 (lequel définit les propriétaires de journaux auxquels s'appliquera la loi, y compris de fait les partis politiques) mais, en quelque sorte, d'une mesure conservatoire.

Le P.C., après avoir annoncé son accord de principe avec les grandes lignes du projet de loi de M. Pie Mauroy, avait demandé que la presse des partis politiques ne soit pas concernée ; pour justifier ce souhait, il s'appuyait sur l'article 4 de la Constitution, en vertu duquel partis et groupements politiques « forment et exercent leur activité librement » ; il estime donc que la liberté d'expression ne peut être ni limitée ni contrôlée, et il craint que pouvoirs de la commission pour transparence et le pluralisme prévus de créer le projet de loi ne permettent de s'immiscer dans la gestion - y compris financière - des partis. M. Brunhes a exprimé clairement les réserves de son groupe lors de la discussion générale sur ce projet, le 17 décembre. Mais lors de l'entretien du 2 janvier avec le premier ministre, les députés du P.C. avaient accepté le principe de l'article 2, à condition que des limites précises fussent posées aux pouvoirs d'investigation de la commission. Le gouvernement et les socialistes l'avaient admis, prévoyant d'amender l'article 20 du projet (« Le Monde » du 6 janvier). Mais les communistes ne sont pas entièrement satisfaits de la forme qui est actuellement proposée ; c'est donc « faute d'assurances précises », a expliqué M. Brunhes, qu'ils se sont abstenus sur l'article 2.

« En acceptant la rédaction primitive de l'article 2, nous avons fait une concession très importante, comment le député des Hauts-de-Seine, mais il nous faut à présent des garanties précises et concrètes pour le reste ». Aussi, le P.C. veut continuer de négocier avec le gouvernement la rédaction d'amendements garantissant la liberté d'action des partis politiques. « C'est l'adoption de ceux-ci qui conditionnera le vote des députés communistes sur l'ensemble du texte », a annoncé M. Brunhes.

Après avoir voté l'article 2, la commission des affaires culturelles adoptée, jeudi 5 janvier, l'article 7 du projet (les articles 3, 4, 5, et avaient été examinés lors des réunions de décembre). Les socialistes y ont apporté quelques précisions la place où doivent figurer les renseignements que chaque publication est tenue de fournir à ses lecteurs n'est plus fixée ; l'indication du tirage devra distinguer celui du quotidien et de ses suppléments ; la liste des principaux actionnaires, devra être publiée une fois par an ; les vingt premiers ; la liste de toutes les publications du groupe de presse devra figurer dans tous les numéros de celles-ci, mais simplement une fois par an.

THIERRY BRÉNIER.

Aux Trois Quartiers on fête le BLANC 84

Jusqu'au 21 janvier

DRAP imprimé 240cm x 300cm. 100% coton. 95F 71,25F

SERVETTE éponge Jacquard 50cm x 100cm, 100% coton. 26F 19,50F

SERVICE de TABLE imprimé, 65% polyester, 35% coton. 130F 97,50F

Ø 170 cm - 6 couverts.

Aux Trois Quartiers

17 Bd de la Madeleine, Paris - Tél. 260.39.30 - Retrouvez le plaisir d'acheter

VOUS CHERCHEZ UN PIANO ?

LOCATION DEPUIS 250 F/mois (région parisienne)

VENTE DEPUIS 298 F/mois (sans apport ni caution)

Livr. gratuite dans tte la France

26 MARQUES REPRÉSENTÉES

Garantie jusqu'à dix ans

Ouv. du lundi au samedi 9 h-19 h

DAUDÉ

75 Bd. Av. de Wagram, 17°

227-88-34/163-34-17

PLANS/CONTRÉCALQUES

COPIES GRAND ET TRES GRAND FORMAT - AGRANDISSEMENT - RÉDUCTION

ETRAVE 38, av. Daumesnil PARIS 12° - 347.21.32

fouks

89, RUE REAUMUR PARIS 2°

SOLDE

SON PRET A PORTER DE LUXE POUR FEMMES

du LUNDI au SAMEDI de 9 H. à 18 H. - Tél. 233.21.70

VIVEZ EN EUROPE ! LES GRANDS MOMENTS DE LA SEMAINE

JACQUES CHIRAC

Président du R.P.R.

CLUB DE LA PRESSE EUROPE

DIMANCHE 8 JANVIER à 19h

animé par Gérard Carreyrou et Alain Duhamel.

سلا من الاميل

Le Monde

société

A Paris

UN COMMISSAIRE DE POLICE EST ÉCROUÉ POUR AVOIR « PROTÉGÉ » DES BOITES DE NUIT

Envoi à la préfecture de police de Paris : le commissaire de police des Champs-Élysées, M. Bruno Laroche, a été écroué pour avoir protégé des boîtes de nuit. M. Laroche, 41 ans, est commissaire divisionnaire du 2^e arrondissement, et Michel Ammel, un ancien banquier âgé de quarante-six ans, patron de plusieurs établissements nocturnes de la capitale. Ils ont été placés sous mandat de dépôt, jeudi 5 janvier, par M. Bruno Laroche, juge d'instruction à Paris, qui a inculpé le policier de corruption passive de fonctionnaire et le financier de corruption active.

M. Laroche est accusé d'avoir touché plusieurs dizaines de milliers de francs de pots-de-vin de M. Ammel, pour la « protection » de quelques boîtes de nuit proches des Champs-Élysées. Les deux hommes avaient été présentés l'un à l'autre, il y a environ un an, par le propriétaire d'un établissement du 7^e arrondissement, secteur où M. Laroche était antérieurement affecté. Ce dernier demanda à l'un de ses subordonnés, le brigadier-chef André Le Bars, de se rendre avec ses hommes en civil, deux fois par nuit, à la discothèque Le garage, 41, rue de Washington, propriété de M. Ammel, et d'y exercer une mission de surveillance et de dissuasion à l'égard d'éventuels « loubarde ».

En décembre 1983, M. Ammel glissa dans la poche du brigadier-chef un « petit cadeau », sous la forme d'une enveloppe contenant cinq mille francs. Mais, lassé de ces missions particulières, le destinataire la remit à la « police des polices ». Interpellé le 4 janvier, M. Ammel a reconnu des dons fréquents à son ami commissaire. Avez semblables du commissaire Laroche : la comptabilité de M. Ammel prouve des versements d'un montant de trente mille francs pour le dernier trimestre 1983.

Le commissaire a été suspendu de ses fonctions. Son cas n'est pas sans précédent. Dans le même arrondissement, le commissaire divisionnaire Claude Pilon fut révoqué, le 21 novembre 1979, pour diverses activités immobilières troubles.

L'EFFRACTION AU CLUB 89

A qui profitera le « crime » ?

Simple fric-frac ou mission d'espionnage ? La trêve de fin d'année au Club 89, dit d'opposition, a été violée. C'est ce qu'a découvert au soir du 1^{er} janvier l'un de ses fidèles, venu y déposer un document. Un placard de bois vient d'être forcé au pied-de-biche. Ici, un carreau brisé, là une porte fracturée. Le coffre est entrouvert : il a été ouvert, mais sans effraction. Il contient toujours les fichiers des adhérents et même l'enveloppe de la caisse pour les dépenses courantes.

L'homme court au téléphone pour donner l'alerte. M. Michel Aurillac, président du Club 89, conseiller d'Etat et membre du comité central du R.P.R., est absent de son domicile. M. Maurice Robert, un des trois vice-présidents, ancien ambassadeur au Gabon, est dans sa maison de campagne. Au matin du 2 seulement, la police intervient, venue du commissariat de quartier, puis de la première section de la police judiciaire. Car l'affaire est, juge-t-on, « politique ».

Les premiers constats éliminent en effet l'hypothèse d'un fric-frac crapuleux. Magnétophone, machines à écrire, caisse, n'ont visiblement pas intéressé le ou les « visiteurs ». Mais les dossiers à sangle, les fichiers, ont tous été compulsés. La photocopieuse a même fonctionné. Pour quels documents précisément ? Nul ne le sait. Seul pour le moment M. Aurillac se plaint de la disparition des feuillets préparatoires à une réunion prévue sur la politique internationale.

Qu'est-on venu faire, entre le 30 décembre à 14 h 30 et le 1^{er} janvier à 21 h 30 ? A quelle heure et pour quel motif est liée cette opération que le club n'hésite pas à qualifier de « Watergate à la française » ? Mystère. « Les cambrioleurs acrobates », déclare un communiqué du Club, le 4 janvier, se sont introduits depuis un appartement voisin par une fenêtre mansardée. Suivent les divers constats. « Ces cambrioleurs d'un genre très

particulier ont pris soin de laisser des traces apparentes et grossières d'effraction, mais sans empreintes. »

Voilà bien le plus bizarre de la situation. Pas d'empreintes, mais des placards maladroitemment fracturés. Un coffre intact, mais ouvert. Ce dernier, un Sissl acheté il y a trois mois, dispose d'une combinaison complexe, connue de cinq permanents seulement. Vraisemblablement, dit-on au Club, « ils » disposaient de la combinaison.

Mille deux cents

adhérents

Pour qui ont bien pu agir ces spécialistes ? « Cherchez à qui profite le crime », lance un des permanents. Le Club 89 groupe depuis mai 1981 l'opposition venue du R.P.R., mais aussi de l'U.D.F., de Perspectives et Réalités et d'autres associations. 1 200 adhérents cotisant en moyenne 400 francs par an préparent une stratégie de gouvernement qui serait présentée à l'automne 1984. Sans plus attendre, certains partis de la majorité pourraient souhaiter en connaître les dessous. C'est une hypothèse.

Autre scénario : le pouvoir actuel pourrait s'intéresser aux fichiers du Club. Qui, dans la haute administration publique ou privée, participe aux travaux du Club ? Le savoir n'est pas sans valeur. Enfin, l'opération serait-elle le fait d'une officine spécialisée dans la vente et l'achat de secrets et fichiers ?

« Nous n'accusons personne », tient à souligner M. Aurillac. « Le Club a porté plainte, s'est constitué partie civile. Nous ne laisserons pas la prescription entraver la recherche de la vérité. Car nous sommes téus. »

L'opération visait-elle à discréditer le Club, ou, plus simplement, à percer ses secrets et, surtout, ses contacts ? Elle a en partie raté une de ses cibles. Le coffre ne contenait que les fichiers des adhérents les plus récents, en instance d'information. Les autres sont sur ordinateur. Celui-ci ne se trouve pas au 45 de l'avenue Montaigne. La liste des quelque cents très hauts cadres du pays adhérents est encore plus secrète. C'est ce que l'on assure au Club.

DANIELLE ROUARD.

BAISSE DU TABAGISME CHEZ LES 12-18 ANS

Au pays sans fumée

Les jeunes Français fument de moins en moins. Alors que 46 % des 12-18 ans déclaraient consommer du tabac en 1977, il n'en reste plus aujourd'hui que 32 %. Le Comité français d'éducation pour la santé, commanditaire du sondage qui révèle cette évolution (1) en juge les résultats « encourageants ».

La régression du tabagisme concerne toutes les classes d'âge correspondant à la scolarité de second degré, mais l'on fume toujours incomparablement plus en préparant le bac (un jeune sur deux parmi les 16-18 ans) qu'en entrant en sixième (15 % chez les 12-14 ans).

L'âge moyen de la première cigarette, qui n'a pas été étudié dans ce sondage, avait été fixé à 13 ans dans une étude réalisée en 1979 et n'a pas sensiblement évolué depuis lors. Cependant cette première expérience du tabac se révèle sans doute moins concluante qu'auparavant, puisque les 12-14 ans sont proportionnellement les plus nombreux à avoir abandonné le tabac durant les six dernières années.

Ces résultats assez spectaculaires sont à rapprocher des campagnes anti-tabac menées par les pouvoirs publics. « Sans tabac, prenons la vie à pleins poulmons » fut le premier slogan lancé à l'assaut de la forte « cigarette » après la loi du 9 juillet 1976. Engagés dans une tâche ardue d'information médicale sur les dangers du tabac, les organismes spécialisés (2) cherchent

aussi à remettre en cause l'image valorisante du fumeur à l'aide de formules telles que « Une cigarette écrasée, c'est un peu de liberté gagnée ». L'Etat, qui détient le monopole de la vente du tabac, encourage ainsi paradoxalement des campagnes visant un produit dont il reconnaît l'abus dangereux. Depuis 1979, le Comité français d'éducation pour la santé (C.F.E.S.) intervient dans les campagnes anti-tabac en éditant un matériel pédagogique destiné en particulier aux élèves des cours moyens deuxième année (40 % des élèves touchés) et des classes de sixième et de cinquième des collèges. Chaque année, 500 000 enfants environ sont ainsi sensibilisés aux conséquences de l'abus des cigarettes.

Cette action est complétée, en 1984, par le lancement d'un concours réservé aux classes de sixième et de cinquième. Jusqu'au 30 avril, les élèves sont invités à imaginer « le pays où l'on ne fume pas », en enregistrant sketches, chansons ou reportages de leur cru sur bandes magnétiques. Une cassette reprenant les meilleures créations sera éditée par le C.F.E.S. et diffusée dans tous les collèges.

« Le pays sans fumée » n'est pas un thème choisi au hasard, puisque près des trois quarts des jeunes en rêvent : 72 % des fumeurs de 12 à 18 ans interrogés par l'Institut de démographie soumettraient en effet réduire ou stopper leur consommation de tabac. Comme leurs aînés, les collégiens et les lycéens semblent donc nombreux à vouloir « sortir » du tabac. Dans les cours de récréation les « comment t'as fait pour arrêter ? » seraient-ils en passe de concurrencer les « passe-moi un clop » ?

PHILIPPE BERNARD.

(1) Sondage de l'Institut français de démographie réalisé entre le 14 octobre et le 4 novembre 1983 auprès d'un échantillon représentatif de 1 000 jeunes âgés de 12 à 18 ans.

(2) Comité national contre le tabagisme, Comité national contre les maladies respiratoires, Ligue nationale française contre le cancer, Fédération nationale de cardiologie et Comité français d'éducation pour la santé.

* Comité français d'éducation pour la santé, 9, rue Newton, 75116 Paris. Tél. 723-72-07.

Soldes

Palais des Congrès
du jeudi 5 au
samedi 14 janvier

Le tour de Paris en 80 boutiques. Porte Maillot, parking 1500 places.

Place aux « magistrates » !

Elle sont donc là, et bien là, ces femmes juges. En robe rouge ou noire selon leur titre. Et le justiciable *q* attend de la femme qui est son juge, et parce qu'elle est une femme, qu'elle l'écoute d'une façon qui ne soit point méprisante, qu'elle lui parte simplement, qu'elle ait la patience de lui expliquer le problème de droit, qu'elle humanise le débat judiciaire par quelques remarques où se révèlent ses facultés d'intuition et de compréhension

Une heure auparavant, la Cour a tenu sa séance solennelle, sacrée au même rite. M. Pierre Vellieux, doyen des présidents de chambre, et M. Henri Chassé, procureur général, ont dressé un bilan assez sombre des activités de la Cour. Un nombre d'affaires toujours croissant, mais qui ne parviennent pas à être jugées par la chambre sociale. Ce cahier de doléances attend M^{me} Simone Rozès, tout récemment nommée premier président de la Cour. Cette femme, désormais au plus haut poste que puisse offrir la magistrature, règle ses derniers dossiers de cabinet. Elle est la première justice des Communautés européennes en attendant ses nouvelles fonctions, dans sa dernière fonction.

● PREMIER CONCOURS

Denielle Ecochard, Eric Flanchette, Anne-Marie Wolf, Isabelle Sourin, Martine Ros, Christine Guengard, Chantal Grillard, Catherine Jacson, Michel Soaveville, Guy Pisana, Martine Mazars, Catherine Zagala, Xavier Bouassier de Bernouis, Bruno Sansen, Thierry Drack, Michel Sornay, Marie-Paule Durand, Séverine Grignon-Dumoulin, Elisabeth Le Coz, Pierre Szemes, Eli Roubeix, Catherine Clerc, Marie-Germaine Ordonneau, Pierre Locat, Michel Huyette, Pascale Dorion, Luc Leblanc, Bénédicte Provost, Françoise Gilly, Anne-Catherine Le Gall, Hélène Cazaun, Catherine Bourassin, Françoise Kury, Laurent Chatelain, Sylvie Gasquard, Pascal Bougy, Dominique Andru-

Anne-Marie Vollette, Isabelle Gaillard,
*Se perfectionner, ou apprendre
 la langue est possible
 en suivant*
**LES COURS D'ANGLAIS
 DE LA BBC**
 cours avec explications en français
Documentation gratuite :
EDITIONS DISQUES BBGM
 8, rue de Berri - 75008 Paris

• **Lacey, syville** tounout.
 • **Second CONCOURS**
 M^{me} et M^{lle} Jenny Chomier
 Bruno Deblais, Monique Maumus,
 bert Flam, Jean-Claude Vauche
 Denis Flass, Patrick Arthur de la Vi
 mois, Yves Picod, Jean-Luc Qu
 André-Nel Seigneuret, Thierry J
 Pierre, Emmanuelle Boret, Philli
 Clocy, Anne Lecoate, Gérard Con
 Patrick Mandrovyan, Jean-Louis M
 Marie-Thérèse Poissomier, Fran
 Dufour, Michel Autin, Marie-Th
 Rix, Annie Ledrus, Arielle Baillet,
 lippe Lecoate, Jean-Luc Vauche
 Pierre Goudard, Pierre Lewden,
 zél Margherita, Sylvie Lagarde, C
 Marie-Yvonne Jacqueline Chamb
 Marie-Yvonne Drexler

COURS TRIMESTRIEL
le 2 janvier 1984
INSCRIPTION IMMEDIATE

ILC INTERNATIONAL
LANGUAGE CENTRE
20 passage Dauphine
75006 Paris - Tel. 325.41.37

**UNE ANNÉE SOUS
AUX ICA**



USA

Si vous êtes né(e) en décembre 1969 vous avez une année de scolarité par l'intermédiaire du **Student Exchange** à 15 \$ par mois non-lucratif dont le site est www.usa-exchange.com

100 étudiants Français sont acceptés dans ce programme

Vous pouvez vous procurer brochure en français (numéro 193) à 3 \$5 19 \$ ou en envoyant le coupon ci-contre à **SITS/IEF**, 29 av. Marchais Jui, 06400 CANNES

✓ **Visa** **OK**

Le président débouté

Ce jour-là, M. Esquevin avait à juger, par défaut, l'auteur d'un attentat à la pudeur, âgé de vingt-sept ans, dont la victime avait été une dame de soixante-cinq ans. « *Eh bien !*, avait dit alors M. Esquevin, vous voyez, il ne faut jamais désespérer. » Le journal local releva le propos dans son compte rendu.

Or quatre mois plus tard, le 16 juin 1983, M. Johnnie Bowie, guitariste de son état, mais surtout époux d'une collègue de M. Esquivin, vice-président au tribunal de Troyes, adresse ce compte rendu à Mme Roudy. Il l'accompagnait d'une lettre dans laquelle il présentait M. le président comme « un homme particulièrement grossier et indécrottable envers les femmes magistrats de son tribunal (...) ». Les propos de M. Bowie, nous dit la justice, « le concluaient : « Pouvons-nous informer le ministre de la justice de la morale douteuse et honteuse de M. Esquivin ? »

Ainsi fut fait. De la place Vendôme, la fameuse lettre devait aboutir au premier président de la cour d'appel de Reims, dans le ressort de laquelle se trouve le tribunal de Troyes et où M. Esquevin, convoqué, découvrit soudain ce coup sournois. Il répliqua aussitôt par une citation assignant, devant le tribunal de Paris, M. Bowie pour diffamation publique.


C'est que M. Esquivien refuse hautement le portrait tracé de ses certils, il a bien dit à la vieille dame : *« ne faut jamais désespérer »*, mais ce n'était là qu'une amabilité, une galanterie, une façon de dire, qu'un dépit de son âge, cette personne - *« pouvait encore allumer des passions »*. Quant à cette réputation de magistrat frioleur qu'on voudrait lui faire, il a réjoui la même dame. A l'royer, dit-il, les collègues femmes qu'il a interrogées ne le tiennent pas du tout pour un homme grossier ou incorrect.

Alors, quelle mouche a bien pu piquer M. Bowie ? Sa femme n'aurait-elle pas été la cause de tout cela ?

elles

PREL
34
IMMEDIATE

E



E SCOLAIRE


SA

Etudiez dans une
HIGH-SCHOOL
Américaine
en 1984-1985

(né(e) entre le 1^{er} juin 1966 et le 31
1969) vous pouvez vous inscrire pour
la scolarité dans une HIGH SCHOOL,
un(e) de l'American Intercultural
Center (A.I.C.E.), une association à
dont le siège social est en

Français seulement
dans ce programme
vous procurer
en télépho-
nant 05 79 Ou
ou par la poste.

Veuillez, si vous désirez mentionner la préférence
pour un pays, indiquer :
NON Abécès



de malheur. Malheureusement, les choses ne sont pas aussi simples. La loi sur la presse, qui réprime la diffamation, est un texte truffé d'embûches. La diffamation suppose en effet l'imputation d'un fait précis. Or, il n'en faut qu'un seul pour que la lettre incriminée, les appréciations portées sur M. Esquivin ne valent pas des faits suffisamment précis. C'est ce que fit valoir le substitut M. Jean Martin. C'est ce que répéta Mr Christine. C'est ce que fit valoir le procureur général. Pour finir, c'est ce que jugea le tribunal, présidé par M. Emile Cabé, qui a relaxé M. Bowie en raison de la nullité de la citation et a débouté, en le condamnant, aux dépens, M. Esquivin. Un M. Esquivin vainqueur, mais flétri.

Le procès s'écroule, on ne peut guère compter sur la justice judiciaire.

JEAN-MARC THÉOLLEYRE

A PROPOS DE L'ENSEIGNEMENT PRIVÉ

La FEN menace de s'opposer à la décentralisation du système éducatif

Dans une lettre datée du 9 décembre et publiée par le *Croix du 6 janvier*, M. Pommatiau, secrétaire général de la Fédération de l'éducation nationale (FEN), menaçait le premier ministre d'un conflit majeur si le gouvernement ne mettait pas fin au dualisme entre l'enseignement privé et l'enseignement public. Ce texte avait, à l'évidence, pour objectif d'accroître la pression du camp laïque au moment où le ministre de l'éducation nationale mettrait la dernière main à ses propositions. Il proposait, en fait, l'enseignement privé de l'enseignement public. Ces propositions ayant été officialisées, le 21 décembre, les propos de M. Pommatiau présentaient seulement un intérêt anecdotique. Mais, dans la lettre du 9 décembre de la FEN : pas d'école unique, pas de décentralisation.

- Je tiens à mettre dès maintenant en garde le gouvernement de manière très ferme, écrit-il. Jamais la Fédération de l'éducation nationale n'acceptera que soit laissée une autonomie aux établissements. No-

EN BREF

Les policiers de Nantes en colère

Après la mort de Gilles Rio.

Les policiers de Nantes en colère

Après la mort de Gilles Rio, trois-quatre ans, brigadier de police tué pendant la nuit du mercredi 4 au jeudi 5 janvier à Nantes par un repris de justice — arrêté le lendemain matin, — l'émotion reste très vive dans les rangs de la police locale. A l'appel du Syndicat national des policiers en tenue (S.N.P.T., affilié à la FASP), une centaine de policiers ont répondu à l'appel pour surseoir aux lieux de la fusillade. La plupart des organisations syndicales policières ont réagi par des communi- qués, mais c'est surtout la réaction de M. Jean Foyer, ancien garde des sceaux, député (R.P.R.) du Maine-et-Loire, qui retient l'attention : « Je me persiste à penser que la police est malade, que la seule solution est de lui faire perdre un peu de son caractère notablement de truands de cette espèce réduite. Maintenant, ces malfaiteurs n'ont plus rien à redou- ter ». Neuf policiers ou gendarmes ont été tués en service en 1983. Le brigadier Gilles Rio est le premier

M. Gilles Rio a été cité le même jour à l'Ordre de la Nation par le premier ministre.

● **Arrestation des ravisseurs des Bulgari.** — Les policiers italiens ont arrêté, le 4 janvier, cinq des ravisseurs d'Anna Bulgari et de son fils, Giorgio. Les cinq hommes, âgés de 19 à 28 ans, ont été arrêtés à Rome. Il s'agit de Francesco Pili, trente ans, de son frère Giovanni, trente-neuf ans, de Mario Obinini, cinquante-deux ans, de Francesco Matrù, soixante et un ans, et de Giulio Basso, quarante et un ans, tous d'origine sarde. Deux autres complices détenant la rançon n'ont pas été retrouvés.

La police italienne avait localisé l'endroit — une cabane dans une forêt de 300 hectares non loin de Rome — où les cinq hommes avaient été retenus. Les enquêteurs étaient sur le point d'intervenir quand les ravisseurs ont envoyé à la famille Bulgari l'oreille coupée de Giorgio. L'intervention était émise sous la menace d'une mort certaine la veille des jours d'A.F.P.

**« Il faut examiner de près l'exacte utilité du service militaire »
déclare M. Mitterrand aux chefs d'état-major**

service militaire.

Dans son discours, que le ministre de la défense a rendu public, jeudi 5 janvier, M. François Mitterrand a déclaré à l'intention des chefs d'état-major présents : « Il faudra que nous examinions de près l'exacte utilité du service militaire, il faudra que l'on sache exactement en quoi il correspond à une instruction nécessaire et aux besoins du pays. »

Cette réflexion est généralement interprétée comme une volonté du président de la République de profiter du passage, sous les drapeaux, des appelés du contingent - à l'occasion, notamment, du service long pour des volontaires - pour les sensibiliser à certaines techniques nouvelles ou formations professionnelles, comme ce fut le cas précédemment pour l'informatique et la protection civile des populations.

« Nous ne faisons pas tout ce que nous aimerions faire, a ajouté le chef de l'Etat. Si telle ou telle armée, ou à l'intérieur des armées tel ou tel secteur, se trouve embourbée, inquiet même pour son avenir, il faut se rendre compte que cela résulte d'une réflexion consciente sur les sacrifices demandés, sur le sentiment d'injustice que cela peut parfois susciter [...] ». Il resta que ces sacrifices, dans ces sacrifices peuvent être déterminés de façon telle que nous puissions ménager les chances pour un avenir proche, de reprendre grâce à l'activité économique des pays et à la domination des efforts de crise, une marche vers un effort d'armement mieux équilibré. 1994 ne nous permettra pas de répondre favorablement à tout ce qui serait nécessaire, mais nous sommes là dans un domaine qui exige le temps... »

AUTOMOBILISME

Le rallye Paris-Amer-Dakar

ICKX ET BRASSEUR CASSENT RÉPARENT ET REPARTENT

L'équipage Lartigue-Djaoui (Lada), dans la catégorie auto, et le pilote Serge Bacou (Yamaha), dans la catégorie moto, ont gagné le 5 janvier la deuxième épreuve spéciale Dakar disputée dans les gorges d'Arak (sud de l'Algérie) sur 202 km au cours de la quatrième étape In Salah-Tamanrasset (666 km). Le rallye Paris-Alger-Dakar.

An cours de cette étape, l'équipage Ickx-Brasseur (Porsche), qui avait gagné le rallye en 1983, a connu un grave problème d'allumage. Après avoir annoncé leur abandon, le pilote belge et le comédien français ont néanmoins réussi à réparer la panne pour atteindre le terme de l'étape avec un retard de plusieurs heures mais dans les délais fixés par les organisateurs.

Pour n'avoir pas respecté ces règles, le spationaute Jean-Loup Chrétien n'avait pas pu, pour sa part, prendre le départ de la deuxième étape Alger-El Golfa.


Deux camions, sept motards et vingt-deux voitures sont hors course. Le rallye est actuellement mené au classement général par l'équipage Gabreau-Gabrey (Range Rover) dans la catégorie auto et par le pilote Jacky Vimond (Yamaha) dans la catégorie moto.

• **Record d'Europe du 1500 m nage libre féminin.** — L'Allemande de l'Est Astrid Strauss, âgée de quinze ans, a amélioré de 14 s 34 le record d'Europe du 1500 m nage libre détenue par sa compatriote Ines Diers, en couvrant la distance en 16 mn 13 s 55, le 5 janvier, au cours de la réunion internationale d'Austin (Texas). A Dinard, la Française Fabienne Guil a amélioré de 2 s 63 le record national de cette spécialité, que détenait Laurence Bensimon, en réalisant 16 mn 54 s 59.

● **Nathalie Herremann à Nashville (Tennessee).** — Cinquième joueuse française, Nathalie Herremann a passé, le 5 janvier, le deuxième tour du tournoi de Nashville, en battant l'Américaine Mary Lou Piatak (6-1, 6-2).

Aux Trois Quartiers on fête le

Des exemples:
En 65% polyester, 35% coton,
fond blanc pois roses ou bleus
La NUIT longue **95 F**
Le DESHABILLE croisé **170**
DONT L'ETTE courte **220 F**

Aux Trois Quartiers 
17 Bd de la Madeleine, Paris - Tél. 260.39.30 - Retrouvez le plaisir d'acheter

هفتاد و نه از اربع

Le Monde

LOISIRS ET TOURISME

DANS LA POUDREUSE DU GRAND MASSIF

Samoëns-Flaine : l'ancien et les modernes

La neige à prix coûtant

LES «fondeurs» paieront. Les adeptes du ski de fond sont, en effet, invités, avec de plus en plus d'empressement, à participer à l'entretien des pistes en achetant des cartes de «libre circulation» dont le prix a été fixé à 50 F.

Cette carte, disponible en Savoie, Haute-Savoie, Isère, Drôme et Doubs, serait également proposée, à la fin de cette année, aux skieurs du Jura, de l'Arèche et des Hautes-Alpes. Lancée au cours de la saison dernière par l'Isère et la Drôme, elle ne coûtait alors que 30 F. Elle était facultative. Elle le reste. Mais la «loi montagne» qui viendra en discussion au Parlement donnerait aux maires la possibilité de percevoir des recettes pour «service rendu». Le ski de fond «à péage» serait alors créé.

Il est vrai qu'avec le développement de ce sport (1500 000 «fondeurs» et 9000 kilomètres de pistes), les stations, bien souvent des petites communes de moyenne altitude, se sont équipées - et endettées - pour accueillir les «fanes» des randonnées dans la poudre. Il a fallu acheter des engins de chantier (400 000 à 700 000 F), créer des parcs de stationnement et améliorer l'accueil. A lui seul, l'entretien des pistes coûte 3000 à 5000 F le kilomètre. Les subventions allouées par les conseils généraux demeurent insuffisantes. Bref, selon les élus locaux, la participation des usagers est désormais nécessaire si l'on veut conserver un bon domaine skiable.

Mais l'évolution du coût de cette carte suscite des réactions. Son prix, en effet, est passé en un an de 30 F à 50 F (voire 55 F en Haute-Savoie). Il est prévu de le porter à 60 F au début de la saison prochaine. La direction de la concurrence et de la consommation s'inquiète de «ces dérapages des prix dans le secteur associatif» alors que ceux de l'hôtellerie sont bloqués.

Les skieurs devront également mettre la main au porte-monnaie pour financer un module aux stations de sports d'hiver de la Tarentaise. A la suite d'un accord intervenu récemment entre le ministère des transports et le conseil général de Savoie, il est prévu de lancer d'importants travaux routiers dans cette région. L'Etat et les collectivités locales participent aux dépenses occasionnées par ces opérations de «décongestionnement». Mais il sera également fait appel à une contribution financière des sociétés de remontées mécaniques. Résultat : il faudra donner quelques sous de plus pour gagner les cimes. «Décongestionnement», estime M. Jean Svardère, secrétaire général de la Fédération nationale des associations d'usagers des transports. «Un skieur sur deux utilise le train pour se rendre en Tarentaise», nous écrit M. Svardère qui précise : «Cette vallée se trouve aujourd'hui, grâce à la mise en service du T.G.V., à moins de cinq heures de Paris et la SNCF a augmenté de 50 %... sans embouteillages... le service. On s'écrit que le gouvernement ait accepté un mode de financement aussi injuste et aussi contraignant à sa loi d'orientation sur les transports.»

JEAN PERRIN.

Disseminées tout au long de la chaîne alpine, les stations de sports d'hiver sont naturellement conduites à se réunir... par leurs sommets et à constituer de vastes domaines skiables. Val d'Isère et Tignes, puis les trois vallées (Courchevel, Méribel, les Ménuires) et Val-Thorens se sont, au début des années 70, lancées dans cette nouvelle forme de conquête de l'or blanc. Seuls, semble-t-il, des obstacles financiers et écologiques ralentissent aujourd'hui des projets qui permettraient, par exemple, à un skieur parti du centre de Val d'Isère de se trouver au coucher du soleil à Val-Thorens après avoir traversé successivement les stations de Tignes, Peisey-Nancroix, les Arcs, Montchavin, La Plagne, Champagny, Courchevel, Méribel et les Ménuires. Techniquement, en effet, aucun obstacle majeur ne s'oppose à un tel schéma sur un domaine skiable qui offrirait à ses clients plus d'un millier de kilomètres de pistes desservies par quatre cents remontées mécaniques.

Quelques grands espaces skiables se sont toutefois déjà constitués, comme les Trois Vallées, le Grand Massif (Flaine, Samoëns, Carroz-d'Arèches et Morillon), les Portes du Soleil (douze stations françaises et suisses, dont Avoriaz), la Voie lactée (Montgenèvre, San-Sicario, Sestrières). Des domaines exceptionnels que nous envient les étrangers habitués, chez eux, à «savonner» trop souvent la même piste.

Parties chacune à la conquête des pentes qui les surplombent, les stations de Flaine, de Samoëns, de Carroz-d'Arèches et de Morillon ont, en 1981, leurs domaines pour former ensemble le Grand Massif, l'un des complexes de ski les plus originaux et les plus prestigieux des Alpes françaises.

Deux cent cinquante kilomètres de pistes, soixante-cinq remontées mécaniques, une capacité d'hébergement de trente mille lits : au fil des ans, les petits villages savoyards du massif Arve-Giffre sont devenus de puissantes stations de sports d'hiver.

Rien ne prédisposait vraiment Samoëns à se transformer en un village de skieurs. A 720 mètres d'altitude, les vaches pâissent ici en parfaite harmonie avec le paysage doucement vallonné et agréablement boisé. Quant aux habitants de la commune, ils s'étaient, au cours des siècles, forgé une réputation de constructeurs chevronnés. Les Fraignes, compagnons tailleurs de pierre, émaillaient chaque printemps de leur Savoie natale pour participer à la réalisation des châteaux de Saint-Quentin, de ceux du Rhin ou Rhin, du radoub du port du Brest ou des fortifications de Vauban. A l'exception d'un seul, les tailleurs de pierre de Samoëns ont disparu après avoir légué chez eux des témoignages souvent monumentaux de leur art. Samoëns est l'un des plus beaux villages savoyards avec ses robustes bâtisses qui s'organisent autour de la place du Gros Tillen planté en 1431.

Site classé

Grâce à sa double vocation de station hivernale et estivale, Samoëns est ainsi devenue la plus importante station du Grand Massif, avec douze mille lits, sans toutefois perdre la moindre parcelle de son charme. On y pratique un après-ski de qualité dans les petits commerces et les bars disséminés dans les rues du vieux village savoyard. Samoëns n'a toutefois pas résisté à la tentation de créer sur le plateau de Saix, à 1 300 mètres d'altitude, des immeubles-chalets afin de permettre aux skieurs d'être, plus facilement, les pieds dans la neige. Mais en prévision de l'altitude, ceux-ci doivent savoir qu'ils laissent dans le bas de la vallée beaucoup du charme de Samoëns.

Plus haut, de l'autre côté de la montagne, à 1 600 mètres d'altitude, surgit dans un très vaste désert blanc, installé au-dessus de la limite de la forêt, la station de Flaine. Site classé pour ses caractéristiques géologiques et, peut-être un jour, pour son architecture, Flaine contribue aujourd'hui à la réputation mondiale du grand constructeur américain dédoublé en 1981 Marcel Breuer, appelé par le promoteur de Flaine, Eric Boissonnas, à réaliser, dans ce lieu étonnant, une station de sports d'hiver unique en son genre.

A Flaine, l'art et le sport sont indissociablement réunis pour proposer aux visiteurs un séjour peu ordinaire. Il n'est pas possible de rester indifférent à l'organisation minutieuse et toujours soignée de cette station, conçue avec talent par un promoteur-mécanicien, de surcroît polytechnicien et artiste, qui a pu, en dépit des multiples difficultés rencontrées au cours des quinze dernières années, maintenir son exigence par rapport à Flaine une œuvre d'art. L'ensemble de la station est imprégné de cette conception élitiste.

ECHANGE CHALET (5 lits) dans la région de l'Emmental (Bern) contre logement équivalent en Normandie/Bretagne pour trois semaines 1984.

S'adresser à F. Geiser, Optingenstrasse 4, CH-3013 Bern.

Ainsi les façades des immeubles, constituées de pans obliques qui se rejoignent comme ceux d'un diamant taillé et sur lesquels jouent l'ombre et la lumière au fil des heures, aux simples corbeilles à papier de la station, tout, ici, a été dessiné avec goût.

Rejetant le bois comme matériau de construction, ce qui aurait conduit l'architecte à édifier des chalets «à la suisse ou à l'autrichienne», Marcel Breuer a préféré, pour mieux fondre ses immeubles dans le rocher et la neige, avoir recours au béton laissé brut après son décoffrage, ce qui donne à cette cité des neiges l'apparence de l'austérité et de la rigueur.

Le développement rapide et désordonné du village de Carroz-d'Arèches, station familiale,

contraste avec l'ordonnement remarquable de Flaine. Sur ce petit plateau qui domine la vallée de l'Arve, le meilleur et le pire cohabitent, preuve de l'absence d'un projet d'ensemble et résultat d'initiatives individuelles jamais coordonnées. On ne retrouve ici ni le charme vieillot et rural de Samoëns, ni le modernisme parfois provocant de Flaine.

La station de Carroz-d'Arèches est devenue un village banal voué essentiellement à la pratique du ski et qui ne retient ni l'âme ni l'œil de ses hôtes. Dommage pour la montagne.

UN PROMOTEUR ESTHÈTE

Pour l'amour de l'art

FLAINE semble avoir été conçue autour d'un art : que pour le ski. Seule station de Haute-Savoie réalisée dans un site vierge, Flaine est ainsi le reflet des conceptions primées, au début des années 70, par les aménageurs de la montagne française : immeubles disposés en front de neige, urbanisation regroupée évitant le «mitage» de la montagne, remontées mécaniques installées à la porte des habitations et circulation interdite aux voitures.

Le «souffle» moderne qui traverse en permanence Flaine porte la marque du promoteur de la station, Eric Boissonnas et de son épouse. Ils ont voulu que l'art soit partout présent dans l'univers blanc de leur cité des neiges, dessinée par l'architecte américain Marcel Breuer. Des œuvres de Vasarely, Topor, Nesjor... ornent ainsi les immeubles de la station qui portent des noms d'astres : Bételgeuse, Aldebaran, Véga, Capella... Même recherche pour désigner les pistes de ski qui se nomment Faust, Méphisto, Tourmaline, Gédéne, Walourgia, Stryx.

A l'intérieur de la station, Sonia Delaunay a dessiné et orné la vaisselle de l'hôtel le Totem, nom d'une œuvre de Picasso représentant une tête de femme vue sous différents angles, et que l'artiste, peu avant sa mort,

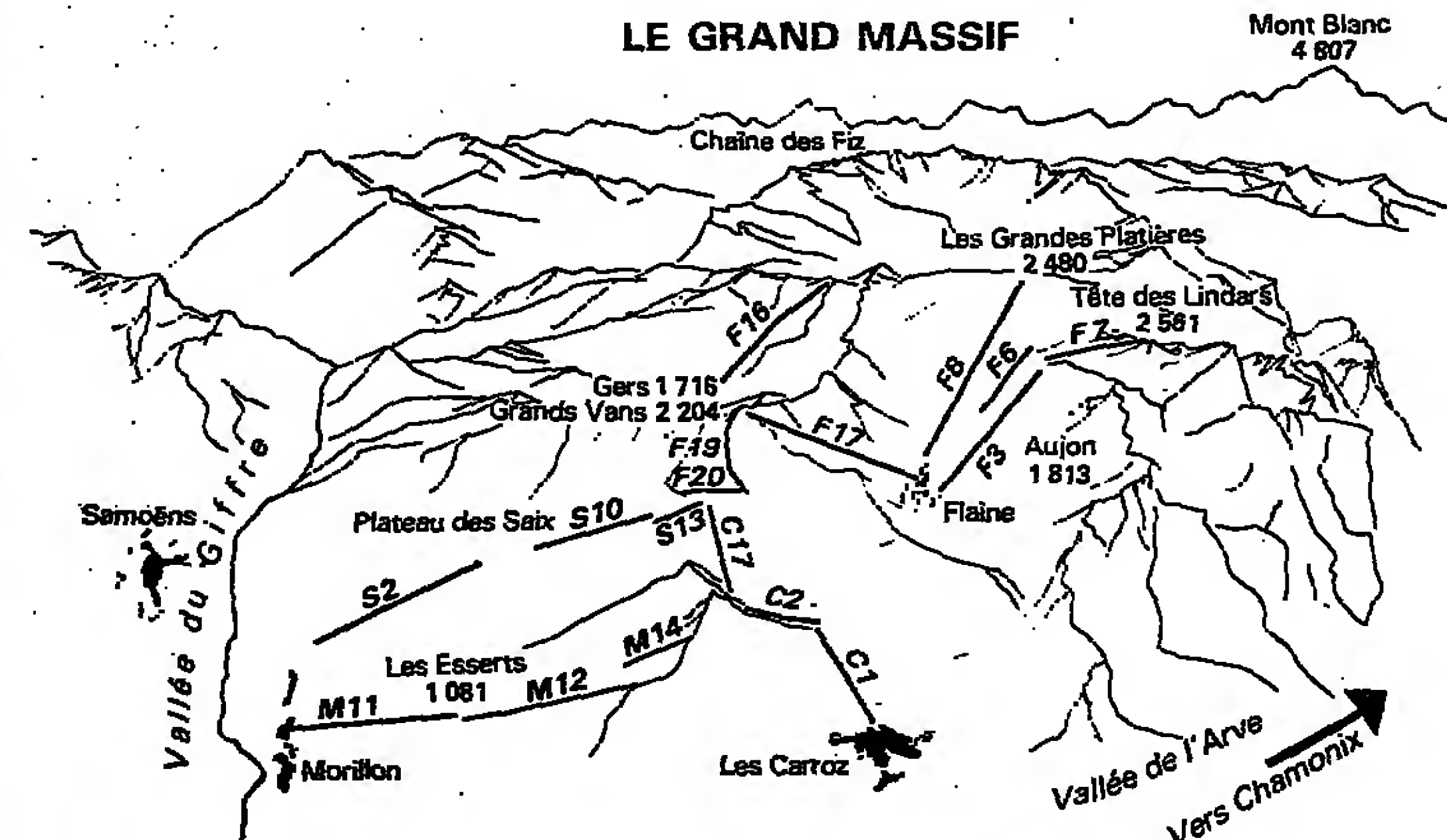
avait accepté de voir figurer au cœur de la station haut-savoyarde. Haute de 12 mètres, elle prendra place, dans quelques mois, à Flaine-Forum.

Pour Eric Boissonnas, «l'harmonie et le plaisir des yeux ne doivent être nulle part sacrifiés» dans sa station. Ici, tout a été pensé, organisé, installé pour susciter chez les skieurs une émotion artistique. Ceux-ci posent donc leurs yeux sur la reproduction d'un tableau accroché au mur de leur studio, ou ils vont découvrir, au Centre d'art de Flaine, la peinture d'Hervé de Rosa et les œuvres du Hongrois Simon Hantai, exposées cet hiver.

Flaine pourrait également construire prochainement un auditorium de 550 places pour plonger la station et ses hôtes dans un bain permanent de musique. Enfin, dernier projet imaginé par le promoteur : la création d'une forêt par le peintre-sculpteur Jean Dubuffet. Dans ce site peu boisé, cette forêt viendrait rappeler aux skieurs que si les sapins renouencent généralement, dans les Alpes, à investir les pentes situées au-dessus de 1 600 ou 1 800 mètres, l'art peut, en revanche, conquérir tous les espaces, même les plus stériles.

C. F.

LE GRAND MASSIF



Quant à la quatrième station du Grand Massif, Morillon, elle rappelle un peu ce qu'était Carroz... il y a trente ou quarante ans. «Blotti à kilomètres seulement en aval de Samoëns, le petit village de trois cents habitants n'a pas succombé pas encore - à l'attrait, trop souvent dévastateur pour l'environnement, du tourisme hivernal. Ici, aucune trace de bouillie immobilière mais quelques modestes cafés-hôtels-restaurants où l'on déguste, en toute simplicité, la spécialité locale : la soupe châtaine.

vièges que l'on atteint après avoir poussé pendant quelques minutes sur ses bâtons, tel le Désert-de-Platé. Quant au domaine de Gers, où ne pénètre jamais aucun engin de montagne, il permet aux skieurs du Grand Massif de «brasser», pendant tout l'hiver, de la neige vierge et de pratiquer, ici, le ski le plus sauvage du Grand Massif. Le franchissement d'une combe ou d'une petite montagne à l'aide d'un téléski ou d'un télésiège permet très vite de retrouver les pistes damées et balisées des stations, et le dédale des pentes indiquant la nature des descentes empruntées : bleues, vertes, rouges ou noires.

Jouer à saute-vallée, découvrir au bout d'une piste des stations aussi différentes que Samoëns, Flaine ou Morillon, disposer d'un potentiel de plusieurs centaines de kilomètres de pistes et d'une immense réserve d'espaces encore vierges de tout équipement, telle est la richesse d'un paysage blanc : le Grand Massif.

CLAUDE FRANÇILLON.

* FLAINE - 1 600/2 500 m. 7 500 lits, 29 remontées mécaniques, 110 moniteurs. Office du tourisme, tél. : (50) 90-80-01.

* SAMOËNS - 720/2 280 m. 12 000 lits, 16 remontées, 50 moniteurs. Office du tourisme (avec Morillon) : (50) 34-40-28.

* LES CARROZ D'ARACHES - 1 140/2 280 m. 11 500 lits, 18 remontées, 50 moniteurs. Office du tourisme : (50) 90-00-04. Pour les remontées mécaniques il existe un forfait commun à toutes les stations (250 km de pistes). Adultes : 89 F pour une journée. Enfants : 70 F.

A Paris, on peut se renseigner à la MAISON DE SAVOIE, 16, bd Haussmann, 75009. Tél. : 523-05-50.

« Derrière le Paris-Dakar... l'Autre Désert ! »

AVENTURE ET ABSOLU

EN LIBRAIRIE autrement

MAROC

*2880 F

Le séjour d'une semaine à l'hôtel Chems de Marrakech. Une semaine ou, Chems, c'est une semaine inoubliable, dans un hôtel 4 étoiles, à quelques pas de la grandiose Koutoubia et de la place Djemaa el Fna. Une semaine au cœur de Marrakech, la perle du Sud. 1 semaine en demi-pension : du 7 janvier au 3 février 1984 au départ de Paris et Lyon sur vols spéciaux REPUBLIQUE TOURS. Du 4 février au 30 mars : 3210 F.

0 F

Le séjour d'une semaine à l'hôtel Chems de Marrakech. Vous avez bien lu : zéro franc. Pour bénéficier de cette offre, participez à notre jeu «Gagnez le Maroc». Ce jeu gratuit est organisé du 6 janvier au 18 février 1984 par REPUBLIQUE TOURS, avec la participation de l'Office National Marocain du Tourisme. Rendez-vous chez votre Agent de voyages, avant le 18 février, pour gagner le Maroc avec REPUBLIQUE TOURS.

1, avenue de la République 75011 PARIS Tél. : (1) 355.39.30

22, rue Grégoire 69002 LYON Tél. : (7) 837.72.38

Réouverture de l'hôtel entièrement rénové

FORFAIT SOLEIL A CANNES

7 jours/6 nuits en 1/2 pension 2.100 F S.C.

par personne en ch. double supplément chambre individuelle 750 F S.C.

offre valable du 21/1 au 20/4/84

Hôtel Martinez

Renseignements et réservations (33) 68.81.91 73, la Croisette - 06-061 Cannes Cedex ou à Paris - Tél. : (1) 758.12.25

CUISINES ÉTRANGÈRES

L'exotisme au supermarché

ALLEZ donc rêver d'exotisme quand le kiwi pousse du côté de la Dordogne et que le chocolat suisse est fabriqué chez nous sous licence... C'est vrai, l'exotisme n'est plus ce qu'il était. Il est là autour de nous, presque ordinaire, puisque les supermarchés, eux-mêmes, se sont appropriés et nous proposent toutes sortes de produits étrangers et étrangers...

Voilà trois ou quatre ans, le taboulé prêt à servir faisait une apparition spectaculaire. Hédiard lançait cette petite merveille de fraîcheur que quelques initiés seulement savaient alors préparer. Un plat d'une autre terre dont on situait l'origine quelque part entre le Liban... et l'Afrique! Tout

auréolé de secret, il permettait aux maîtres de maison d'étonner leur monde.

Les temps ont changé. Tout le monde reconnaît à ce plat de blé concassé macéré dans le citron sa source moyen-orientale, et possède, dans sa réserve d'épicerie, la boîte miracle. Une heure au réfrigérateur, et le voilà sur la table.

Voyages, information, nécessité de repas rapides, autant de raisons qui poussent commerçants et clients vers des produits nouveaux et faciles à préparer. Les supermarchés, victimes des désirs du plus grand nombre, ne pouvaient rester indifférents à cette évolution. Dans les grandes villes, tous - quelle que soit leur taille ou leur localisation - s'offrent une part d'exotisme, évocatrice ou totalement banalisée, suivant sa place et son importance dans le magasin.

Des fruits et des légumes

Si nos grand-mères ont raconté leur première orange (quel cadeau de Noël extraordinaire!), Saint-Simon, le chocolat espagnol de Louis XIV, nous, nous remplissons notre panier d'ananas, d'avocats, de citrons verts et de kiwis. Selon les statistiques d'une marque israélienne, nous avons ainsi consommé, pour la saison 1982-1983, c'est-à-dire d'octobre à mai, quelque cent millions d'avocats!

Les habitudes d'un Suma du quatorzième arrondissement ont l'odorat formé à la goyave fraîche. Plus mûre est ce fruit et plus l'odeur vous prend à la gorge. Les plus téméraires ont passé outre, pour découvrir, paraît-il, un fruit délicieux. Tout comme le kiwi, petite souris brune qui semble pourtant bien acide la première fois. Mais on nous a tant vanté ses vertus hypervitaminiques.

La papaye a également ses fervents, mais personne n'a encore constaté une augmentation de la vente depuis que circule la rumeur selon laquelle elle serait excellente pour soigner les sciaticues! A noter que, si kiwis, goyaves, papayes et fruits de la Passion ne sont pas toujours présents à l'étalage, on est sûr de les trouver au rayon des sorbets.

Et le soja? Encore un phénomène! On le voit figurer avec les légumes frais, mais aussi avec les surgelés et les conserves, au naturel ou assaisonné. A des prix complètement anarchiques d'ailleurs. On le savait utilisé dans la fabrication de certaines huiles et bon pour la santé et les artères. Nous

l'avons goûté des dizaines de fois dans les restaurants asiatiques, et voilà maintenant que la nouvelle cuisine s'en empare. Comment ne pas suivre le mouvement?

L'Extrême-Orient

C'est d'ailleurs un des produits pilotes de la marque Suzi Wan, le grand nom de l'alimentation asiatique dans les supermarchés. Avec des articles uniquement asiatiques, dans un espace presque toujours bien limité, Suzi Wan propose un assortiment assez varié de potages, plats cuisinés, sachets de champignons séchés et autres galettes de riz, si blanches, tressées et rigides qu'on les prendrait volontiers pour des sets de table. Toute une gamme, dont le plus appréciable reste la matière première vierge plutôt que les préparations. Cette marque a d'ailleurs la sagesse d'offrir parfois - des fiches de recettes. « Exotisme pas mort », dit-on avec fierté chez Suzi Wan où la vente a augmenté de 30 à 35 % en un an.

De tous les exotismes gastronomiques, celui d'Extrême-Orient est à coup sûr le plus connu. Des biscuits apéritifs japonais (une des rares denrées de ce pays, les autres étant d'un prix trop élevé pour ce type de distribution) aux lychees vietnamiens, en passant par les pâtes impériales et les riz cantonais, ces cuisines ont su conquérir un public que les plus fameuses marques de produits traditionnels tentent aujourd'hui de toucher. Knorr avec une soupe chinoise et une préparation - réussie - pour riz cantonais; Maggi avec une salade chinoise et une préparation pour riz à l'indo-

nésienne (sous la marque Les 3 Couronnes); Amora, qui se met à la salade exotique, et Maille, aux pousses de soja...

Le reste du monde

Du reste du monde émergent surtout l'Espagne et sa paella (Maggi et Buitoni), le Maghreb et son couscous (Knorr et Buitoni), l'Italie et ses pâtes fraîches (Fleury-Michon), mais aussi un parfum d'Amérique et de Moyen-Orient grâce au chili con carne et à la moussaka (Les 3 Couronnes) ainsi qu'aux salades mexicaines surgelées à base de maïs (plus surgelées que véritablement mexicaines!).

Pour le reste, c'est une question de quartier et de clientèle. Dans le dixième arrondissement, on trouve dans quelques Franprix des galettes tunisiennes (bricks) et toutes sortes de produits des pays de la Méditerranée. A Paris Store de l'avenue d'Ivry, où le Sud-Est asiatique a pris racine, la clientèle, à 40 % européenne, s'arrache l'alcool de riz parfumé à la rose. Et puis, ici et là, des achards de légumes comme on les fait du côté de l'océan Indien et d'autres condiments venus d'ailleurs, souvent fabriqués dans nos provinces.

Au Monoprix-Hausmann, les galettes, ou « pita », qui font office de pain autour de la Méditerranée, sont au rayon boulangerie, à côté du pain, et les pâtes orientales sous cellophane ont trouvé leur place près des gâteaux bretons...

Le cas Méné

Toutes les grandes surfaces l'affirment, le chaland s'attache

de plus en plus à la qualité. C'est peut-être ce qui explique le succès des stands Albert Méné, qui jouent résolument cette carte pour les produits importés: anglais, suisses, allemands, indiens, chinois... Feuilles de riz fines du Péloponnèse, riz indien basmati merveilleusement parfumé (un peu cher, mais tellement bon!), sauce anglaise à la menthe, thés, biscuits, pains tranchés de Bavière, miel et sirop d'érable canadiens et taboulé libanais... dont la vente a doublé en un an.

Dans les Prisunic, où Méné est bien implanté, il ne représente que 2 à 3 % de l'alimentation dans son ensemble, mais suit une courbe régulièrement ascendante. Contrairement à ce que l'on croit trop souvent, le consommateur des grandes surfaces est averti, et Méné est bien placé pour le savoir, qui fait avec lui 80 % de son chiffre d'affaires.

La chaîne du froid

Au rayon des surgelés, c'est la surprise. Chez Picard, la tête vous en tourne! A l'automne, le fêvre d'Argentine, le chevreuil d'Autriche, le faisan d'Ecosse, le filet de saumon du Sénégal, les poissons d'Espagne, le gigot de Nouvelle-Zélande, le saumon de Norvège et du Canada, les noix de Saint-Jacques d'Australie, et le soja... Surprise, mais pas dépaysement véritable.

Voyons plutôt du côté des plats cuisinés: paella, couscous, pizza de toutes sortes, et un petit chapeau « spécialités chinoises et exotiques ». Les samoussas indiens, sortes de petits pâtés épicés en croûte, sont fort bons et consi-

rent, pour quelque temps encore, une entrée peu répandue. La preuve: en promotion mensuelle, il ne se vend que 2 000 boîtes de samoussas pour 7 000 de pâtes impériales.

Pour M. Bré, une des têtes chercheuses de Picard, l'exotisme correspond véritablement à une demande, mais difficile à satisfaire. Il faut à la fois du savoir-faire et des moyens techniques pour confectionner les plats selon les meilleures recettes et les adapter à la surgélation. Guerre pour éliminer les bactéries, guerre pour sauvegarder le goût authentique. Deux combats qui ne vont pas toujours de pair. Un problème à l'échelle de la grande industrie que l'artisanat ne peut résoudre.

Pas de difficulté de ce genre pour les blinis Fenchon à la russe ou les rostits, cet éminé de pommes de terre à la suisse. Elles sont natures, simplement pré-découpées. A vous de les bien poêler.

A boire, à boire!

Si tout cela vous a donné soif, le choix est vaste. Vin de Californie en carafe (un succès mérité son prix), maxi-bouteilles de vin d'Espagne pour préparer les sangrias, des dizaines de papiers, plus de vingt bières étrangères, toute l'Europe centrale (ah! le tokay, une fois), mais aussi l'Afrique du Nord, le Portugal, le Grand Nord. Et le whisky! Il a balayé tous les apéritifs - sauf le pastis, - et bien des supermarchés n'en proposent pas moins d'une trentaine...

S. MERLINO-HELDENBERGER

FANTASKI A AVORIAZ

PENDANT le Festival international du film fantastique, les fanatiques d'émotions fortes et de super « glisses » pourront, du 14 janvier au 21 janvier 1984, bénéficier d'un forfait spécial (1 950 F) comprenant: transport par train au départ de Paris, prise en charge à Cluses par un minibus, hébergement en chambre double et laissez-passer pour les séances de projection et les activités sportives organisées dans le cadre du Festival. En option, forfait remontées mécaniques: six jours aux Portes du Soleil: 510 F.

A noter que pour découvrir ce magnifique domaine skiable, les Portes du Soleil (douze stations) propose un forfait pour six jours de ski non-stop entre la France et la Suisse sous la conduite d'un moniteur. Du 7 janvier au 5 février (poudreuse) et du 17 mars au 1^{er} avril pour le ski de printemps. En pension complète, remontées mécaniques incluses de 2 100 à 2 700 F selon les hôtels.

* Rens.: (50) 74-02-11.

PARIS GIVRÉ

Course populaire de ski de fond réservée aux gens des plaines (Basin parisien, plaines du Nord et de l'Ouest), le second « Paris givré » aura lieu le 8 janvier à La Pesse, dans le Jura. Organisée sous l'égide de la Fédération française de ski, la course se déroulera, comme l'an dernier, sur quatre distances: le 5, le 15, le 30 et le 45 km. A noter que les distances ne sont pas arrêtées au départ mais par les participants (on court souvent en famille), en cours de route, selon la « forme » de chacun.

* Renseignements et inscriptions au « Vieux Campeur », 48, rue des Ecoles, 75005 Paris. Prix de l'inscription et du repas de midi: 115 F.

Hôtellerie

« **V**A dire merci à la dame... Rires. Cet ancien employé de l'Hôtel du Commerce vient d'évoquer courtoisement, mais sans ambiguïté, la poigne de fer de la maîtresse des lieux, Bernadette Oger. Ici, ce n'est pas un palace, mais le personnel, de la plonge à la salle, se doit d'être stylé.

Aujourd'hui, ce sont presque des surnaturels: toute la famille Oger (enfants, gendres, nièces, neveux) est « réquisitionnée » pour servir... le personnel! Celui de maintenant, mais aussi celui d'hier. Tel M. Durand, ci-devant palefrenier et « homme toutes mains » de l'Hôtel Oger-Filliole au temps des voitures à cheval. La « réception » du personnel avec musique, discours, cadeaux et accolades, fait suite à celle des nobles et précède le bal ouvert à tout le village. Mme Rousseau, quatre-vingt-trois ans, ancienne lingère, dansera toute la nuit après avoir chanté au micro la Vie en rose.

Le centenaire de l'hôtel! Une apothéose pour M^{me} Oger, qui, sur le pas de la porte, écoute la fanfare de Vaiges (Mayenne), centenaire elle aussi. Sobriement vêtue de noir, quelques perles plantées dans son chignon, elle ressemble à sa belle-mère, Marie Oger, morte l'an dernier, ou à la mère de celle-ci, une Marie aussi, toutes « maîtresses femmes » à la façon de cette autre Marie, décrite par Yves Courrière dans son livre sur une famille hôtelière de Corbière, les Aubarède. Ici, ce ne sont pas les senteurs du Causse qui parviennent à travers les portes embuées où s'engouffrent les invités, mais les brouillards et l'odeur de prairie de la Mayenne.

Chacun visite l'exposition qui occupe le rez-de-chaussée. Dans le hall, entourant l'arbre généalogique, les photos de famille. Le long des couloirs, les cartes postales anciennes du village. Aux murs, des menus à rallonge de la Belle Époque, avec leurs cortèges de bécasses, friandises et chapous gras suivis de frangipanes et de « jésuites glacés », dessert peut-être inspiré par les convictions radicales de la famille Oger. Dans le salon, les archives relatives aux travaux entrepris, à partir de 1881, par Joseph Filliole père et fils, pour transformer l'ancien cabaret-perruquier du village en une auberge digne de ce

nom. Du salon de coiffure, on a gardé plats à barbe et coupe-chou. De la salle de billard, disparus plus récemment, le bouillier servant à marquer les points.

« Il y a vingt-sept cafés ou personnes venant de l'étranger, ce qui donne la proportion formidable d'un café pour cinquante-deux habitants », écrit - pour s'en désoler - l'instituteur de Vaiges en 1899. A cette date, Joseph Filliole, fils d'un colporteur du Massif Central et d'une fille du pays, a déjà réussi à faire de son établissement autre chose que l'un de ces cabarets honnêtes par l'instituteur. On y trouve le Petit Journal, les annonces légales, un billard et un salon de coiffure.

C'est Marie, sa petite-fille, fine cuisinière, et son époux Marcel Oger, qui supprimeront le coiffeur, installeront une salle de restaurant et transformeront les écuries en garage. A leur fils, l'actuel propriétaire de l'hôtel, ils donneront la meilleure éducation: apprentissage au Fouquet's, au Pré Catelan, et à l'Hôtel de Paris à Monte-Carlo. Ainsi, c'est un chef confirmé qui, en 1956, succédera à ses parents et procédera, à son tour, à de nouveaux travaux de modernisation.

Trois « centenaires »

Des sages hôteliers comme celui-ci, il y en a des dizaines en France. Et pas seulement celles des « vedettes », les Blanc, Boucse ou Pierre Vodel... Rien que dans le Doubs, ils sont trois « centenaires »: l'Hôtel Barrey, issu d'une exploitation agricole, fondé en 1880 à Orchamps-Vennes, est dirigé aujourd'hui par la quatrième génération de Barrey, L'Hôtel Taillandier, ouvert en 1875 à Goumois, dans la ferme familiale, est aujourd'hui un « deux étoiles » connu de toute la région et l'Hôtel Parnet, construit en 1880 à Oye-et-Pallet sous le nom d'Hôtel du Commerce, est sous la direction de la quatrième génération de Parnet, un « trois étoiles » réputé.

Quant aux relais de poste, on ne sait souvent en dater exactement l'origine: celui de la Cray-Chapelle, à Causs, dans le Lot, aurait deux cent quatre-vingts ans! A Pont-de-Vaux (Ain), La Reconnaissance fait partie du paysage urbain depuis plus d'un siècle. Le relais d'Arreau,

sur la route de Pau à Luchon, était assidûment fréquenté par les Britanniques, d'où son nom d'Hôtel d'Angleterre. C'est le « fief » de la famille Aubin. A Marestel, une dynastie s'est construite autour de l'ancien relais: la famille Cottaz, dont l'aîné, Armand Cottaz, raconte que, dès l'âge de cinq ans, « il s'occupait des bouillottes destinées aux voyageurs de diligences ».

Dans le Vancluse la Bégude du Constellat était tenue par M. Bougnas, premier du nom. Mais son fils ne voulait pas devenir hôtelier. La légende raconte que le fantôme de son père lui apparut un jour, le sommant de faire revivre la « Bégude ». Aujourd'hui, l'hôtel s'appelle Lou Révenant.

Si les Hôtel de la Poste évoquent aisément leurs racines, la plupart des dynasties hôtelières sont issues de la vie rurale. A Saint-Brisson, dans le Loiret, lors des foires de septembre, on se bousculait Chez Prudent, le grand-père de Mme Hugues Carreau était à la fois facteur, boucher et sabotier. Il recevait noces et banquets, et son café était déjà le rendez-vous des amateurs de cartes et de billard. A l'Auberge de la Croix-Blanche, à Marciilly-en-Villette (Loiret), qui appartient à la même famille depuis 1913, la mère de la propriétaire actuelle, Mme Crespin, allait jusqu'en 1982, l'art capillaire à l'art culinaire.

Près de l'étang de l'Imsthal, dans les Vosges du Nord, le mari de l'aubergiste faisait commerce de bois et de jantes. Sa femme, elle, faisait la tarte flambée pour les marcheurs. Dans la plaine d'Alsace, ce sont les épouses de vigneron qui ont commencé à servir des casseroles dans les caves. La dynastie des Meyer, qui gère aujourd'hui le vaste domaine du Bollenberg, près de Colmar, est de cette « cuvée ». Et quelle dynastie! Le patriarche, Denis Meyer, a six enfants, vingt petits enfants de vingt-trois à trois ans. L'hôtel s'est développé sans que soient abandonnées ni la viticulture, ni la ferme, ni la chasse.

Très souvent, ce sont les mères et grands-mères (« et pas seulement dans la région lyonnaise ») qui ont fondé les dynasties. Chez Prudent, la clientèle venait déguster les jours de foire, le veau au vin rouge de la patronne. A l'Hôtel du Lac (Côte-

d'Or), on sert encore les friassises de volaille à l'ailigot rendues célèbres par la grand-mère. L'héroïne d'Yves Courrière raconte, par notes rapides et interposées, le futur président Poincaré. De quoi comprendre comment la cuisine paysanne a fait son chemin via les banques de la III^e République. Ainsi la « mère » Barrey, était-elle conviée, en 1933, à préparer sa croûte aux nouilles pour le président Albert Lebrun.

Passion dynastique

Histoires « étonnantes » aussi, que celles de ces fils envoyés en apprentissage dans des établissements de prestige. Emile Lichmann, grand-père de M. Wehrung, de l'Hôtel des Vosges, à La Petite-Pierre, fit ainsi le tour des capitales: Russie, Suède, Egypte. Nourri des ouvrages de Carême et d'Escoffier, frôlé de cuisine de « grande brigade », il se révéla dans la maison familiale imaginer de subtiles synthèses entre la grande cuisine et la simplicité agreste de la cuisine maternelle.

Avec eux commence l'ère des cloisons abattues, de l'eau chaude à tous les étages, de l'éclairage au gaz, des cuisines neuves, des nappes blanches. Et cette passion dynastique et bâtie sous l'élan, plus passionnelle que calculatrice, aboutit à des sortes de « diplômes » hôteliers, pleins de charme, mais aussi faits de brio et de brio, au fil des mœurs et des générations, en un mot: ingouvernables.

Sous son air rayonnant, Mme Oger est inquiète. Samuel, son fils, sorti de l'école hôtelière, jeune marié, prendra-t-il le relais? Il hésite encore. La « des jeunes gens, pour tant mordu d'hôtellerie et héritiers de dynasties solides, préfèrent la cuisine d'un Sofitel ou la gestion d'un Frontal. Ailleurs, une fille, B.T.S. en poche, s'en va devenir la réceptionniste, styliste et trilingue, d'un palace d'Abou-Dhabi. Certes, un fils Geyer aux Trois-Roses (Bas-Rhin), un Martin à l'Hôtel Cassini (Alpes-Maritimes), à Zink à Niedersteinbach (Bas-Rhin), et d'autres s'appellent sans tapage, à prendre la relève. Mais la différence de leurs parents compte, beaucoup ne savent plus très bien, aujourd'hui, comment s'achèvera leur « saga ».

MADELINE DUPUY.

HÔTELS

Côte d'Azur

06600 ANTIBES

18 studios, cuisinette, s.d.b., w.c., tél., park., jardin, salon tél., prox. golf, tennis, bus, train, 15 déc.-1^{er} mars, 2 pers. 8 jours: 1 000 F, 3 pers.: 1 300 F. Tél.: (93) 33-50-75.

06600 MENTON

HOTEL DU PARC***

Tél. (93) 57-66-66. Près mer. Centre-ville. Parking. Grand jardin. Cuisine réputée. Dépliants sur demande.

HOTEL PRINCE DE GALLES**

Bord de mer - Jardin - Parking

Entièrement rénové

68 chambres avec bain et w.c.

RESTAURANT LE PETIT PRINCE

4, avenue du Général-de-Gaulle

Tél.: (93) 28-21-21

OUVERT TOUTE L'ANNÉE

Montagne

05490 ST-VERAN (Hautes-Alpes)

LE VILLARD - Tél.: (92) 45-82-08

Studios - cuisinettes 2 à 6 pers.

Piste, fond. Forfaits plein ski janvier.

Tarif spécial mars.

38520 BOURG-D'OISANS

HOTEL OBERLAND***

30 ch., u.c. conf. (à 20 m l'Alpe d'Huez). B.P. 18. 38520 BOURG-D'OISANS.

Parc, parking, téléph. direct, cuis. et serv. soignées. 1/2 pension (132 à 140 F), pers. (182 à 190 F). Tél. (76) 80-24-24.

Provence

ROUSSILLON - 84220 GORDES

MAS DE GARRIGON***

Roussillon 84220 Gordes.

Tél.: (90) 75-63-22.

Accueil: Christiane RECH.

Italie

VENISE

HOTEL LA FENICE ET DES ARTISTES

(près du Théâtre la Fenice)

5 minutes à pied de la place St-Marc

Atmosphère intime, tout confort.

Prix modérés

Réservation: 41-32-333 VENISE

Tél.: 411150 FENICE 1

Directeur: Dante Apollonio.

Suisse

CH1962 CRANS-MONTANA (Valais)

Hôtel CRANS-AMPASSADOR****

Tél.: 19-41/27/41-32-22

Chambres tout confort, piscine couverte, sauna, massage, bar, dancing.

Au départ des remontées mécaniques et à l'arrivée des pistes de ski.

Forfaits: « Ski-Soleil » 7 jours demi-pension dès 3 355 FF

Pris modérés

« Chaîne des Rôtisseurs »

LEYSIN (Alpes vaudoises)

1250-2000 m. La station suisse la plus proche de Paris.

Domaine skiable doublé.

Hôtels ruraux cat. 1/2 pension dès 150 FF env. Forfaits ski: hôtel 7 jours 1/2 pension + 7 jours remontées mécaniques env. 1320 FF.

Offres détaillées par: Office suisse du tourisme, 11 bis, rue Scribner, F-75009 PARIS, tél.: 01/742-45-45 ou Office du tourisme, CH-1854 LEYSIN, tél.: 19-41/25/34-22-44

HOTEL MONT-RIANT**, 40 lits.

Confort. Lift. Accueil chaleureux, soins attentifs, cuisine pour gourmets.

Pens. compl. F.S. 53-71 selon chambre et période (env. FF 190-260).

Tél. 19-41/25/34-12-35, CH-1854 Leysin.

HOTEL SYLVANA**

40 lits. Doté d'un confort moderne. Grand salon avec bar. Situation panoramique, à 200 m des pistes de ski. Son restaurant « Le Refuge » avec ses spécialités.

L. Bonelli, chef de cuisine.

Tél. 19-41/25/34-11-36 - CH-1854 Leysin.

LE MEURICE EST AUSSI UN RESTAURANT

Déjeuner d'affaires 160 F service non compris - Dîner à la Carte

RESTAURANT LE MEURICE

230, rue de Rivoli - 75001 Paris - Tél. 260.38.60

UN HOTEL INTERCONTINENTAL

مركز الامارات

مركز الاموال

CINÉMA

« RUE BARBARE », de Gilles Béhat

Caniveaux de nos banlieues

Jean-Jacques Bénéix a réalisé la Lune dans le caniveau d'après un roman de David Goodis écrit en 1953. Voici maintenant un film de Gilles Béhat adapté d'un autre roman de Goodis, *Épaves*, écrit en 1952 (1). Est-ce un hasard si deux jeunes réalisateurs français se sont brusquement intéressés à ce mystérieux auteur américain, disparu, une bonne vingtaine d'années après François Truffaut qui fut, en somme, un précurseur avec *Très sur les pentes* tourné en noir et blanc ? ou bien le désespoir profond des auteurs du roman (totalement plus original, plus fort, plus engageant que nos scénaristes de « potlars » jouant aux filices et aux truauds) cristallise-t-il un nouveau « mal de vivre » ?

La rue est le dénominateur commun des deux films : rue du crime, des dangers, des amours étranges, de la solitude, de l'enlèvement dans une chienne de vie, rue-frontière de deux mondes. Pour l'avoir traversée, un soir, afin de venir en aide à une petite chinoise violée dans un terrain vague, Daniel Chetman, Chet, va répliquer dans l'univers de délinquance d'où il est sorti : il va affronter Marthe Hagen, chef de bande qui a un vieux compte à régler avec lui. Cette rue, Gilles Béhat l'a trouvée dans la banlieue parisienne. C'est un décor réel et non, comme chez Bénéix, celui d'un « port de nulle part » construit, à grands frais, en studio. Le metteur en scène de la Lune dans le caniveau investissait son propre imaginaire dans le récit emprunté à Goodis. Avec des moyens plus modestes et une esthétique différente, Gilles Béhat transpose l'imaginaire

de Goodis dans une réalité en fait extrêmement insolite. Chet qui s'était établi du côté tranquille de la rue de la misère, refuse d'être un « perdant », après son faux pas. Il lutte contre sa famille de délinquants (dont Michel Audoir et Jean-Pierre Kalfon, baignant dans la déchéance), et contre le régime de la peur instauré par Hagen. Bernard Giraudet tient ce rôle avec une force rentrée ou furieuse, un physique de prolo musclé, le regard clair et tête d'un homme défiant le destin. A cette présence étonnante d'un acteur qui charge son image répondent celle, hallucinante de Bernard-Pierre Donnadieu (Hagen) et celle, farouche de Christine Boisson (Marthe la rouge) appartenant... mais elle reste libre d'elle-même — au clan des Barbaires.

Car les Barbaires sont là, aux portes de Paris, foudrards assassins, trafiquants de drogue, psychopathes, pré-adolescents déjà corrompus. En visant l'hyperréalisme, la mise en scène de Gilles Béhat, nerveuse, elliptique, conduit implacablement au drame et à la violence déchaînée, fait surgir un monde fantasmagorique brochant les femmes fragiles et les êtres solitaires ; elle établit, ainsi, un étrange décalage de l'univers de Goodis vers un horizon tout proche de nous.

JACQUES SICLIER.

(1) Ces deux romans sont restés longtemps inédits en France. *Épaves* a été publié en 1980 aux éditions Clancier Guénaux. *La Lune dans le caniveau*, en 1981, aux éditions Fayard, collection « Fayard/Noir ».

★ Voir les films nouveaux.

Charles Spaak, le dramaturge

Le centre culturel Wallonie-Bruxelles présente à Paris, jusqu'au 10 mars 1984, une rétrospective de films dont Charles Spaak fut scénariste, adaptateur, dialoguiste.

Né à Bruxelles le 25 mai 1903, mort à Vence le 4 février 1975, Charles Spaak, fils d'un dramaturge belge, frère d'un politicien célèbre, Paul-Henri Spaak, était aussi le père de deux actrices, Catherine et Agnès Spaak. Il a peut-être bien écrit pour le cinéma plus que Jacques Prévert et même que Henri Jeanson, auteur fécond s'il en fut. Ce sont d'abord les années 30-40 qu'il faut distinguer. En fait, Charles Spaak débute en 1928 comme scénariste des *Nouveaux Messieurs*, de son compatriote Jacques Feyder, avec lequel il était arrivé à Paris. Mais le projet allait donner une importance considérable aux scénaristes-dialoguistes.

Avec Jacques Feyder, Charles Spaak fut associé à la recherche d'un réalisme proche du naturalisme dont, dans ce programme, le *Grand Jeu* (1934) représente l'aspect le plus caractéristique, leur film le plus célèbre étant, en revanche, la *Kermesse héroïque*, reconstitution historique et comédie de mœurs dans la Flandre occupée par les Espagnols.

Pendant la même période, Charles Spaak travailla plusieurs mois avec Jean Grémillon, Julien Duvivier et Jean Renoir. Beau tableau d'honneur, même s'il n'y a pas de point commun entre ces cinéastes qui avaient d'ailleurs des conceptions différentes. D'où le reproche souvent fait à Charles Spaak d'avoir été un

homme de métier exécutant des « commandes » et non un créateur spécifique comme Prévert et Jeanson.

On devrait réévaluer, pour sa personnalité soit mieux comprise, la suite de chroniques que Spaak publia dans *Paris-Cinéma* sous le titre « Mes trente et un mariages ». Il expliquait comment se firent des alliances très diverses il y eut aussi Christian-Jaque, Georges Lacombe, Roland Tuel et d'autres, d'où naquirent des œuvres non moins diverses. Petit signe distinctif : Charles Spaak baptisait souvent un de ses personnages Noblet...

Il fut un excellent dramaturge. Il savait organiser une histoire, typer des caractères par les situations et les dialogues. A ses adaptations, consciencieuses mais surtout conçues pour les acteurs, de Dostoevski : *L'Idiot*, de Georges Lampin (1946), et *L'Homme au chapeau rond*, de Pierre Billon (1946), on peut, et de beaucoup, préférer la version modernisée de *Thérèse Raquin*, de Zola (1953), un des grands films de Marcel Carné à cette époque. Mais, dans le cinéma français des années 50, où Charles Spaak n'eut à son actif aucun équivalent de la *Belle Équipe*, de *La Grande Illusion* ou *Le ciel est à vous*, c'est avec les films « à thème » de Cayatte (*Justice est faite*, *Nous sommes tous des assassins*, *Le Dossier noir*) qu'il s'accorda le mieux.

J. S.

★ Centre culturel Wallonie-Bruxelles, 127-129, rue Saint-Martin, 75004 Paris.

MUSIQUE

Rencontre

Pavarotti, le ténor fétiche

Luciano Pavarotti chante pour deux soirs, à Paris, aux côtés de la soprano Julia Varady, de Nadine Denize, mezzo-soprano, et de Robert Loyd, basse : brillante distribution pour le *Requiem*, donné par l'Orchestre de Paris et ses chœurs, sous la direction de Daniel Barenboim. Pavarotti viendra à deux reprises, la saison prochaine, à l'Opéra de Paris. Ses fervents inconditionnels, tout comme ses juges les plus sévères, l'attendent.

Lui, le comble du ténor italien, dit : « Je suis né au mois d'octobre. Et c'est très bien. Très bon, à cause du signe astrologique : balance. La balance, c'est l'équilibre. » Du sérieux passant au sourire, il dit aussi : « La chance est avec moi. J'ai eu la chance d'abord de naître dans une famille simple où il y avait beaucoup d'amour. Notre maison se trouvait non loin de la campagne. Ainsi, j'ai été élevé comme un animal gentil, capable de bonheur, vous comprenez. J'ai vite appris qu'il ne faut rien exiger de la vie, pas lui demander quoi que ce soit, jamais. Plutôt prendre ce qui vient. Je suis comme ça. »

La mastodonte au regard modeste et à la barbe en collier noir serre deux mains par-ci, affable, embrasse trois, joves par-là, attendrissant : remercie, remercie M. Jacques Chirac qui, après le long discours de louanges qu'il vient de lui adresser en lui remettant la médaille de vermeil de la Ville de Paris, s'est approché à nouveau, comme aimanté par le héros. Échange de paroles de circonstance mais légères, guillerettes, comme si la douceur de notre Gargantua du bel canto se communiquait.

Lorsque les officiels le complimentent, Pavarotti baisse humblement les yeux, ses petits yeux marrons surmontés de sourcils de jais, aussi fournis que bien dessinés. Dans ce salon doré de l'Hôtel de Ville, il ressemble à ces premiers communistes d'autrefois, sur les photos solennelles. Adolescents à l'expression si consciencieusement empruntée qu'on leur donnait, bien sûr, le Bon Dieu sans confession. Mais Pavarotti ne porte pas de brassard de dentelle blanche ; si un instant ses mains blanches et potelées ont l'air un peu ballonnées au bout de ses bras puissants, elles redevenaient italiennissimes, volubiles, quand M. Bogdanovitch, directeur de l'Opéra de Paris, vient à son tour féliciter le compatriote, le comble. Ils se parlent dans leur langue. Avec tous les autres, Pavarotti s'exprime en anglais, uniquement. Il n'a pas séjourné quinze ans aux États-Unis pour rien.

Marcello. Pavarotti sait donner l'impression qu'il donnerait tout son corps s'il en avait. Avant de s'emmitoufler d'une écharpe tricotée main et d'un inénarrable chapeau mou il en revient à Modène où il est né, donc, le 12 octobre 1935, d'un père boulangier, qui faisait entendre sa voix de ténor dans les chœurs locaux et l'a toujours poussé. A Modène, tout le monde chantait. Chez les Pavarotti, on écoutait des disques d'opéra, beaucoup. Une de ses amies d'enfance s'appela Mirella Freni... Sa mère, ouvrière dans une manufacture de tabac (elle ne s'appelle pas Carmen mais Adèle), aurait préféré qu'il devienne comptable, médier d'avenir. En réalité, le jeune Pavarotti, vers 1955, se retrouva avec un diplôme d'instituteur...

Le début de la « carrière » remonte à 1961, où il tient pour la première fois le rôle de Rodolfo dans la *Bohème*. C'est resté son emploi fétiche. En Rodolfo, il eut et terrassa les auditoires. Puis, Lucia de *Lamormoor* et la rencontre avec Joan Sutherland qui sera souvent sa partenaire. Elle lui a appris tout sur la respiration. « Quand elle travaillait je touchais son estomac et j'étais sûr de faire la même chose », aime-t-il raconter. Pour Pavarotti, l'expérience vécue prime sur les leçons abstraites.

Question admission et expulsion de l'air, Pavarotti est bien le roi. Ravant d'être apprécié plutôt pour l'homogénéité de son phrasé que pour ses prouesses incoules dans les aigus, il est depuis 1966, l'un des seuls au monde à tenir sans effort apparent la suite des neufs « do » archi-hauts perversément alignés par Donizetti dans la *File du répit*.

De la côte est à la côte ouest, et dans tous les États à cause de la télévision où il apparaît plus que souvent y compris dans des publicités pour *American Express*, Pavarotti a l'Amérique à ses pieds. Son nom est connu, dans la plus modeste et la moins médiocre, des familles, comme celui d'Ennis Presley. Il accueille sa popularité de champion avec un contentement d'enfant.

Son énormité amuse, ou rassure. Combien pèse Pavarotti ? Cent vingt, cent trente kilos ? Nul ne le dit. Si de temps en temps il observe des régimes, il adore faire la cuisine, manger... Alors on vante sa souplesse, sa force musculaire, on raconte qu'il joue au tennis, et bien, et qu'il conduit à 180 à l'heure des Maserati ou des Ferrari, les voitures de sa ville, Modène. Modène où entre les voyages il retourne voir sa femme, ses trois filles et ses « bons amis ».

Emblème de T-shirt, Pavarotti ? Commercial ? Mais récemment dans *Ernani*, à New-York, il a fait pleurer les plus exigeants.

MATHILDE LA BARDONNE.

★ Salle Pleyel, le 7, à 16 heures. Palais des Congrès, le 8, à 20 h 30.

EXPOSITIONS

UN BILAN DE L'ART CINÉTIQUE A MILAN

L'adoration des lumières

Le grand escalier du Palazzo Reale de Milan, maintes fois décrit et reconstruit au cours de son histoire, a aujourd'hui un sinistre aspect carcéral. Tout en haut, une petite porte ouvre sur les anciens appartements princiers, qui servent aujourd'hui aux manifestations temporaires de la ville. Des fastes du passé reste l'enfilade de petits salons qui convient fort bien à l'exposition-démonstration de ce que la Vergine, l'organisatrice, appelle « l'ultime mouvement d'avant-garde » de l'art contemporain. Elle le situe dans la décennie 1953-1963, moment où des artistes internationaux se sont, pour la dernière fois, regroupés autour d'un futurisme commun, à l'instar des futuristes italiens du début du siècle, des révolutionnaires russes d'Octobre, des maîtres du Bauhaus de Weimar et des missionnaires de l'abstraction constructivistes de l'école de Mondrian.

Rendons hommage à la ville qui n'hésite pas, avec le support financier de sociétés privées, à favoriser, au-delà du spectacle de l'exposition, l'examen d'un problème critique de l'art d'aujourd'hui. L'opération est d'autant plus justifiée que Milan a joué un rôle notable dans la montée et la chute de l'art programmata et cinétique, qui a brillé de toutes ses lumières pendant dix ans avant de s'éteindre aux premiers numéros de mai 1968. Il est normal que ce bilan ait lieu ici à Milan, ville de grandes industries, de beaux magasins où le design industriel et artisanal régent le goût dans le vêtement, le meuble, les objets d'art décoratifs qui renouellent inlassablement l'environnement quotidien.

Tenter de rationaliser la création artistique, de supprimer les aléas de l'inspiration par une programmation à partir d'une mise en code numérique des couleurs et des formes, c'était vouloir faire la lumière sur l'ombre qui enveloppe naturellement l'art. Un rêve d'alchimiste, une pierre philosophale qui permettrait de trouver à coup sûr une œuvre au bout d'un processus habituellement semé de doutes et d'incertitudes.

Les racines de ce mouvement remontent loin pour La Vergine, passionnée de l'avant-garde à Milan. Elle illustre par des *rediscences géométriques* de Balla le futurisme (1914), par les *Roto-reliefs* de Duchamp, les compositions mécaniques de Lissitzky, Kobra, Berlew... Elle a déniché dans les réserves du musée de Lodz, en Pologne, des dessins géométriques, inconnus en Occident, de Szepkowski (1924).

Partout dans le monde, en France avec Herbin, en Suisse avec Lobsenz, aux États-Unis avec Albers, des artistes entendaient renoncer à la représentation visuelle des choses. Pendant cette décennie 1953-1963, les œuvres d'art se mirent à clignoter, à jouer sur les nerfs optiques, à se conformer au carré de la géométrie statique, puis au mouvement variable des machines. Des créateurs comme Tinguely et Bury mettaient un moteur dans leurs tableaux pour mimer concrètement l'expérience esthétique. A Milan, la lumière se fait salle après salle, où s'articulent les œuvres des Italiens du Gruppo T de Milan et du Gruppo N de Padoue (Munari, Anselmi, Mari, Biasi, Massironi...), du Groupe de recherche d'art visuel de Paris (GRAV), qui s'étaient donné rendez-vous ; pendant l'été 1961, dans l'exposition de Zagreb où fut baptisée la Nouvelle Tendance de l'art. On y retrouvait Pijl (Yougoslavie), les Molnar (Hongrie), Mavignier (Brésil), Steele (Angleterre)...

Le paradis perdu

La participation de l'école de Paris, à l'époque menée de main de maître par Denise René, est une des plus brillantes avec Soto, Cruz-Diez, Agam, Demarco, Rossi, Yvarel, Stein, Sobrino, Morellet... En tête, bien sûr, Vasarely, l'ainé, la locomotive avec ses inépuisables variations de figures géométriques programmées et ses facultés de théoricien.

Ce n'est pas une coïncidence si l'art cinétique se développe parallèlement à l'industrie des années 60.

Un répond à l'autre, même si cet art n'a jamais été dans l'esprit des artistes une illustration infantile des merveilles de la technologie, mais un développement jusqu'à ses extrêmes conséquences logiques de l'abstraction de Mondrian, mécanisée, électricisée, cybernétisée, comme imprégnée par l'optimisme industriel et moment. Et lorsque la Nouvelle Tendance contamine les États-Unis, qui viennent de connaître la flamme triomphante du pop art, elle devient, par une analogie parfaitement gratuite, l'op art.

Le vaste marché qui s'ouvre suite à la venue d'une armée de nouveaux insignifiants, dont la production atteint très vite son point de saturation. Vasarely est l'un des rares à entrevoir avec lucidité les dangers du développement trop rapide de l'art cinétique. L'architecture en fait ses lapides et ses murepignons, la mode du vêtement ses motifs, le design des meubles et des objets décoratifs son esthétique moderne. L'art cinétique entre d'autant plus facilement dans le système de consommation de masse qu'il se prête tout naturellement à la multiplication industrielle.

Les artistes italiens — dont beaucoup s'associent aux industriels recourant au design sophistiqué, comme Olivetti, ou officiant Umberto Eco, et comme Danese — jouent un rôle prépondérant dans le phénomène de banalisation. On voit des peintres et des sculpteurs aller indifféremment des cimaises des galeries d'art aux chaînes des usines et déboucher sur la confusion entre l'œuvre d'art, qui cherche conceptuellement une esthétique de l'anonymat, et l'objet décoratif industriel en quête de son créneau économique, comme sous-produit artistique.

La mise en question du modèle de la société industrielle de consommation fut fatale au cinétisme. Il n'a pas survécu au « paradis perdu de la technologie ». Ordinairement, la chute d'un mouvement d'art, confiné dans un cercle restreint d'amateurs, n'est jamais aussi brutale. Mais le cinétisme, c'était l'adoration des lumières du modernisme et du développement illimité, l'illustration d'un futur prometteur mais peu rassurant. Le balancier de l'histoire du goût n'a pas tardé à ramener cette esthétique de l'artificiel sur les chemins plus tranquilles d'un naturalisme postmoderne, où un nouvel art intimiste se substitue à la société anonyme de l'art collectif programmé.

JACQUES MICHEL.

★ *Arte programmata e cinetica*, au Palazzo Reale de Milan. Exposition organisée par Lea Vergine et Laura Bianchi, jusqu'au 27 février.

VARIÉTÉS

DE L'OLYMPIA AU ZÉNITH

La voie du « garage »

Tout le mois de janvier, c'est Yves Duteil qui occupe la scène de l'Olympia. Des ballades déco-classiques et d'une extrême simplicité, des mots anodins et une voix douce ont donné un large public à une voix douce ont donné un large public à un chanteur qui fait un rappel constant au patrimoine.

La salle de l'Olympia est belle, solidement équipée. La direction du music-hall, depuis trente ans, est à l'écoute des musiques, des chansons et des modes, sans être dupe d'un show-business qui ne tient que sur les apparences. Elle a suivi, encouragé, des générations de chanteurs et de musiciens, dont la dernière vague : Jonasz, Renaud, Couture, Souhoun. Aussi l'Olympia s'est confondu avec l'histoire de la chanson française.

Mais il n'est pas toujours facile de mener une politique et l'Olympia le sait aujourd'hui, qui se heurte non seulement à d'autres entreprises privées (Palais des sports, Palais des congrès) mais aussi à l'État avec la salle du Zénith, à Paris, qui va accueillir Renaud, Diane Dufresne, Johnny Hallyday et Sheila : ces trois établissements ont en commun d'avoir une plus grande capacité que l'Olympia (3 600 places pour le Zénith, 6 000 pour le Palais des sports, 4 500 pour le Palais des congrès, contre 2 200 pour l'Olympia) et de pratiquer le « garage », c'est-à-dire d'éviter les risques en louant la salle aux artistes.

Le Palais des glaces menacé

Le Palais des glaces est d'une notoriété plus récente : trois ans. Mais il s'est acquis dans ce peu de temps une place à part : théâtre des musiques du monde, il a présenté quelques-uns des personnages étonnants de la scène internationale ainsi le clown américain Jango Edwards ou le chanteuse haïtienne Toto Bissonette, qui revient au 37, rue du Faubourg-du-Temple, à partir du 10 janvier. Sans subvention, avec tous les risques financiers en permanence, le Palais des glaces s'est peu à peu constitué un public fidèle et nombreux.

Jean-François Millet, l'animateur du Palais des glaces a un bail de quatre ans qui se termine en août prochain. Exerçant son droit de préemption, la Ville de Paris a fait savoir qu'elle allait racheter les murs de cette salle, le député-maire du dixième arrondissement, M. Claude Marcus, souhaitait disposer d'un théâtre municipal dans son secteur.

N'est-ce pas aller un peu vite en besogne que de ne pas tenir compte de ce qui se passe dans un lieu ?

CLAUDE FLÉOUTER.

★ Olympia, 20 h 15.

POUR LES SALLES VOIR LIGNES PROGRAMMES

Stanley KUBRICK a donné au genre des films d'horreur, un de ses chefs-d'œuvre... Stupéfiant !

Le Figaro Magazine
Une effrayante réussite du film d'épouvante.
Le Nouvel Observateur



SHINING
AVEC
UN FILM DE STANLEY KUBRICK JACK NICHOLSON SHELLEY DUVALL
DISTRIBUTION PAR WARNER-COLUMBIA FILM

MAISON DES ARTS
ANDRÉ MALRAUX
CRÉTEIL
DIRECTION JEAN MORLOCK
mardi 10 janvier 20h30
JAZZ A CRÉTEIL
TOOTS THIELEMANS
Place Salvador Allende (rte) 9399 94 30
M. Créteil Prefecture

«PUPITRE 14»
Orchestre régional de Picardie
recrute
Un chef permanent
directeur musical
Les candidats de candidature doivent être adressés par le 31 janvier 1984 au plus tard à :
«PUPITRE 14»
Maison de la culture - B.P. 0631
Place Léon-Goniat
80004 AMIENS CEDEX - tél. : (03) 23-15-44
avec copie à la Direction de la Musique et de la Danse
Bureaux des orchestres permanents
23, rue Saint-Dominique
75007 PARIS

JACQUES MICHEL.
★ *Arte programmata e cinetica*, au Palazzo Reale de Milan. Exposition organisée par Lea Vergine et Laura Bianchi, jusqu'au 27 février.

LE CARNET DU Monde

Fiançailles

M. Claude TAITTINGER et M^{me} Catherine de SUAREZ D'AILLAN.
M. Philippe DARD.
et M^{me} Françoise VIDARD.
sont heureux d'annoncer les fiançailles de
Virginie et Guillaume.

Décès

M. et M^{me} Louis Schröder.
M. et M^{me} Pierre Bélu.
M. et M^{me} Jean Bélu.
M. et M^{me} Jacques Bélu.
M. et M^{me} Jacques Tard.
sont heureux d'annoncer le décès de
M. et M^{me} Louis Schröder.
M. et M^{me} Pierre Bélu.
M. et M^{me} Jean Bélu.
M. et M^{me} Jacques Bélu.
M. et M^{me} Jacques Tard.
sont heureux d'annoncer le décès de

M. Raoul BÉLUS.
ingénieur général
des télécommunications
officier de la Légion d'honneur,
rappelé à Dieu, le 31 décembre 1983,
dans sa quatre-vingt-cinquième année.
La cérémonie religieuse, suivie de l'inhumation, a eu lieu en l'église de
Siraud (Hautes-Pyrénées), le jeudi
5 janvier 1984.
Cet avis tient lieu de faire-part.
9, rue Bertrand,
92350 Le Plessis-Robinson.

La comtesse de Bousguin.
Le comte et la comtesse Yves
Gazean.
Ines, Grégoire et Mennel.
M. et M^{me} Antoine Ader.
Geoffroy et Edouard.
M. et M^{me} Richard de Maismon et
Alexandra.
ont l'immeuble de faire part du
rappel à Dieu de
comte de BOISGELIN.

survenu subitement dans sa soixante-
deuxième année, le 30 décembre 1983.
Les obsèques ont été célébrées le
mardi 3 janvier 1984.

Le président,
Les administrateurs,
La direction.

Et le personnel de l'Alp La Heine,
ont la tristesse de faire part du décès de
leur directeur.

M. Pierre de BOISGELIN,
survenu subitement, le 30 décembre
1983, dans sa soixante-deuxième année.
Les obsèques ont eu lieu le mardi
3 janvier 1984.
14-18, rue Montalivet,
75008 Paris.

Le président et le conseil d'admi-
nistration des compagnies d'assurances
du groupe La France ont la tristesse de
faire part du décès de

M. Philippe de BUSSY,
administrateur,
survenu le 30 décembre 1983.

On nous prie d'annoncer le décès de

M^{me} Michel CHARPENTIER,
née Anne-Marie Monfrain,
survenue le 5 janvier 1984.
Les obsèques auront lieu le mardi
10 janvier 1984, à 8 h 30, en l'église
Saint-Sulpice, à Paris-6.

2, rue Guyonnet,
75006 Paris.

M^{me} Albert Chaudier,
sa famille,
font part du décès de

Albert CHAUDIER,
survenu le 30 décembre 1983.
Les obsèques ont eu lieu dans l'inti-
mité à Cligny.

Cet avis tient lieu de faire-part.
15, rue Gabriel Péri,
92110 Cligny.

M^{me} Fougier, son épouse,
Germaine Fougier, sa fille,
ont la profonde douleur de faire part du
décès de

M. Marc FOUGIER,
industriel,
survenu, le 22 décembre 1983, à
Amboise.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus
stricte intimité.
111, rue Dobropol,
75017 Paris.

Françoise GAUTHIER,
(Vermot-Desroches),
maître assistant
à l'université de Paris-VII,
a quitté les siens le 31 décembre 1983.

Elle a été inhumée à Die (Drôme), le
5 janvier 1984, dans la plus stricte inti-
mité.

Pour tous ceux qu'elle a connus et
aimés, elle souhaite avoir été un mes-
sage d'amour et de paix : à eux de conti-
nuer.
Pour ceux qui désiraient donner un
sens à sa mort, qui n'ont pu avoir
d'autre que la lutte anticancéreuse,
qu'ils apportent leur contribution à une
organisation de recherche sur le cancer,
sous la forme de leur choix.

M^{me} Robert Vermot-Desroches,
30 rue de la Mission,
10000 Troyes.

Pierre Gauthier,
Ecole normale de l'Essonne,
91450 Soisy-sous-Bois.

Jean-Marc Gauthier,
6, rue Jean-Dolent,
75014 Paris.

Patrick Faucher et son épouse,
née Marie-Pierre Petra Heinesdorf,
ont la douleur de faire part du décès de

Violette HEINERDORF,
journaliste photographe,
ancienne directrice
de la cinémathèque
de l'Institut français de Tel-Aviv.

Cet avis tient lieu de faire-part.
12, square de Port-Royal,
75013 Paris.

Le Père
Raymond-Jean NOSTEN (O.P.),
a été rappelé à Dieu, le 5 janvier 1984, à
l'âge de quatre-vingt ans.

Ses funérailles seront célébrées le
mardi 9 janvier 1984, à 11 heures, en
l'église conventuelle de l'association,
222, rue du Faubourg-Saint-Honoré,
Paris-8.

De la part du
Père provincial des dominicains de la
province de France.

Père prieur et des religieux du cou-
vent de l'Annonciation.
De sa famille.

M^{me} et M. Jean-François de Ferrière,
leurs enfants et petits-enfants.
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Claude Marie-Marcelle RAY,
née Cheminon,
survenue le 31 décembre 1983, dans sa
quatre-vingt-quatrième année.

Les obsèques ont eu lieu dans l'inti-
mité, dans le caveau de famille, au châ-
teau de Carboneau, à Pessac-
sur-Dordogne (Gironde).
64, rue de Verdun,
68100 Mulhouse.

On nous prie d'annoncer le décès de

M^{me} Lucienne SAVARIN,
journaliste,
survenue, le 3 janvier 1984, à Paris.
Les obsèques ont eu lieu dans l'inti-
mité au cimetière parisien de Thiais.
De la part de sa famille,
Et de ses amis.

On nous prie d'annoncer le décès de

Maurice TAUBER,
survenue à Paris, le 1^{er} janvier 1984, à
l'âge de soixante-sept ans.

Gilbert et Jacques Choppy,
Georges Condominas
et Claire Merleau-Ponty,
ainsi que ses petits-enfants et arrière-
petits-enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

Adeline Christine
VIEIRA-RIBEIRO,
survenue à Hyères, le 22 décembre 1983,
dans sa quatre-vingt-quatrième année.

Ses obsèques ont eu lieu dans la plus
stricte intimité.
Cet avis tient lieu de faire-part.

Nos abonnés, bénéficiant d'une
réduction sur les insertions du « Carnet
du Monde », sont priés de joindre à
leur envoi de texte une des dernières
bandes pour justifier de cette qualité.

Anniversaires

A l'occasion du deuxième anniver-
saire du décès de notre époux, père et
grand-père.

Joseph HAJDENBERG,
sa famille, et ses amis se réuniront,
dimanche 8 janvier 1984, à 14 heures,
au cimetière de Bagneux.

On se rencontrera à l'entrée princi-
pale.
M^{me} Joseph Hajdenberg,
ses enfants et petits-enfants.

Avis de messes

Anciens des Chantiers de la jeu-
nesse française, délégation pour l'Ile-
de-France et la Champagne, samedi
7 janvier 1984, aux missions étrangères,
128, rue du Bac, à Paris-7, messe à la
mémoire du général de la Porte du Theil
et des anciens des Chantiers, à
15 heures, suivie de l'assemblée régio-
nale.

Amical à 19 h 30, 39, rue des
Entrepreneurs, à Paris-15.

Renseignements : Cl. Beaugé, 50, rue
de Lourmel, à Paris-15.

Messes anniversaires

Nous rappelons que la messe
annuelle de l'association Rhin et
Danube à la mémoire du

maréchal
Jean de LATTRE DE TASSIGNY,
et de ses soldats morts pour la France ou
disparus, sera célébrée en l'église Saint-
Louis des Invalides, le samedi 7 janvier
1984, à 16 h 30.

Cet avis tient lieu d'invitation.

Avis de recherche

On nous prie d'annoncer l'avis sui-
vant :

Ivar Marcel Winkler, né le 18 mars
1939 à 8610 Uster, canton de Zurich,
originaire d'Altishofen, canton de
Lucerne, fils de Franz-Josef Winkler
(1903-1963) et de Alice Winkler-
Winkler (1918-1981), est porté man-
quant. Le disparu est né et a grandi à
Uster. Dans sa lettre du 10 janvier 1962,
il communique depuis Genève à sa mère
qu'il partait à l'étranger. Il n'a depuis
plus de domicile connu. Selon des
informations obtenues de sources inco-
gnites, le disparu se serait engagé dans
la Légion étrangère, de laquelle il serait
départé en juillet 1962.

Toute personne, qui puisse apporter
des informations quant au sort du dis-
paru, est par la présente invitée, dans le
délai d'un an de la première publica-
tion, dans le journal officiel du canton
de Zurich, à s'annoncer au greffe du tri-
bunal du district de 8610 Uster, Suisse.
Si l'appel reste sans succès, le disparu
sera porté manquant avec effet dès le
11 janvier 1982.

Uster (Suisse), le 7 janvier 1984.
Greffe du Tribunal
du district d'Uster.

ROBLOT S. A.
522-27-22
ORGANISATION D'OBSEQUES

AURON - COTE D'AZUR
1 600-2 450 mètres
Super enneigement, 120 km de piste sur deux vallées
OFFICE DE TOURISME : (93) 23-02-66
HOTEL DU PILON (3 étoiles)
Chambre double avec salle de bains à partir de 160 F par personne
JUSQU'AU 2 FEVRIER 1984
Grill - Restaurant du soir - Piano-bar - Paroisse
RESERVATIONS : (93) 23-00-15

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	85,00	58,40
DEMANDES D'EMPLOI	25,00	29,85
IMMOBILIER	55,00	56,42
AUTOMOBILES	55,00	56,42
AGENDA	55,00	56,42
PROP. COMM. CAPITAUX	154,00	154,50

* Dégressif selon surface ou nombre de parcs.

L'immobilier

appartements ventes

4^e arrdt
S/SEINE-LE-LOUIS
EXCEP. DUPLEX 300 m²
4 chbres, 3 bds, 2 sds, bain
DRESSING - 624-85-33

5^e arrdt
M^{me} CARDINAL LEMOINE
Bon imm., 4 chbres, 2 sds, 1 p.
côté cul., 4^e et 5^e r. 40, rue
des Boulangers, samedi,
dimanche 14 h 30/17 h

7^e arrdt
M^{me} INVALIDES
Bon imm., 4 chbres, 2 sds, 1 p.
côté cul., 4^e et 5^e r. 40, rue
des Boulangers, samedi,
dimanche 14 h 30/17 h

9^e arrdt
TRINITE
Dens imm., pierre de t., gd
stand., 4 chbres, 2 sds, 1 p.
côté cul., 4^e et 5^e r. 40, rue
des Boulangers, samedi,
dimanche 14 h 30/17 h

10^e arrdt
PRÈS QUAI VALMY
Gd studio, cul., bain, w.c.,
4 chbres, 2 sds, 1 p. côté cul.,
4^e et 5^e r. 40, rue des Boulangers,
samedi, dimanche 14 h 30/17 h

12^e arrdt
PROX. NATION
Imm. récent, 4 chbres, 2 sds, 1 p.
côté cul., 4^e et 5^e r. 40, rue
des Boulangers, samedi,
dimanche 14 h 30/17 h

14^e arrdt
M^{me} ALÉSIA
Bon imm., 4 chbres, 2 sds, 1 p.
côté cul., 4^e et 5^e r. 40, rue
des Boulangers, samedi,
dimanche 14 h 30/17 h

15^e arrdt
ST-CHARLES
Bon imm., 4 chbres, 2 sds, 1 p.
côté cul., 4^e et 5^e r. 40, rue
des Boulangers, samedi,
dimanche 14 h 30/17 h

16^e arrdt
CONVENTION-BRANCION
P. de cul., 2 p., 1 chbre, bain
sec, 308.000 F. 577-88-98

17^e arrdt
M^{me} PASTEUR
Imm. p. de cul., 4 chbres, 2 sds,
bain, 4 chbres, 2 sds, 1 p. côté
cul., 4^e et 5^e r. 40, rue des
Boulangers, samedi, dimanche
14 h 30/17 h

18^e arrdt
CAMBRONNE
Dens imm., 4 chbres, 2 sds, 1 p.
côté cul., 4^e et 5^e r. 40, rue
des Boulangers, samedi,
dimanche 14 h 30/17 h

19^e arrdt
BUTTES-CHAUMONT
Bau 4 p., 1 chbre, 1 sds, 1 p.
côté cul., 4^e et 5^e r. 40, rue
des Boulangers, samedi,
dimanche 14 h 30/17 h

20^e arrdt
M^{me} ALEXANDRE DUMAS
Gd 3 p., 1 chbre, 1 sds, 1 p.
côté cul., 4^e et 5^e r. 40, rue
des Boulangers, samedi,
dimanche 14 h 30/17 h

21^e arrdt
BOULOGNE
Plat cul., 1 chbre, 1 sds, 1 p.
côté cul., 4^e et 5^e r. 40, rue
des Boulangers, samedi,
dimanche 14 h 30/17 h

22^e arrdt
SAINT-MANDÉ
Plat cul., 1 chbre, 1 sds, 1 p.
côté cul., 4^e et 5^e r. 40, rue
des Boulangers, samedi,
dimanche 14 h 30/17 h

23^e arrdt
NOGENT S/MARNE
R.R. et bois immédiats
TRES BEAU 2 p., 1 chbre, 1 sds,
1 p. côté cul., 4^e et 5^e r. 40, rue
des Boulangers, samedi,
dimanche 14 h 30/17 h

24^e arrdt
VINCENTES
Imm. récent 7^e et 8^e r. Tré
Bau 2 p., 1 chbre, 1 sds, 1 p.
côté cul., 4^e et 5^e r. 40, rue
des Boulangers, samedi,
dimanche 14 h 30/17 h

25^e arrdt
SAINT-MANDÉ
M^{me} St-Mandé Tourne
Imm. récent 8^e et 9^e r. Tré
Bau 2 p., 1 chbre, 1 sds, 1 p.
côté cul., 4^e et 5^e r. 40, rue
des Boulangers, samedi,
dimanche 14 h 30/17 h

26^e arrdt
BRY-SUR-MARNE
TRES BEAU 2 p., 1 chbre, 1 sds,
1 p. côté cul., 4^e et 5^e r. 40, rue
des Boulangers, samedi,
dimanche 14 h 30/17 h

27^e arrdt
DEMICHIEL
975-50-22 et 47-71.

locaux commerciaux

Entrepôts neufs - Madrid

20 km sud Valdemoro -
accès direct autoroute C.N.I.V -
surface utile 21 250 m² -
hauteur 7-8 m - portée 25 m long.
6,25 m larg.
terrain constructible 58 800 m².

Ecrire sous n° 277.987 M, REGIE-PRESSE
85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

JEAN DELOR
ACHAT OR
BIJOUX ANCIENS
BRILLANTS
1, rue du Havre,
M^{me} SAINT-LAZARE,
HAVRE-CAUMARTIN.

Société cherche
GRANDS CRUS DE BORDEAUX
Millénaires anciens et récents
Demandons liste avec prix même pour petite et grosse
quantité.
Ecrire sous chiffre 279 640 M
Régie-Presses, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS

ACHAT OR
pièces or et argent
ou bijoux, bijoux, etc. ne faites
rien sans téléphone : 588-74-36.

ACHATS BRILLANTS
Toutes pierres précieuses
bijoux, or, etc. argent
PERRONNOUILLE-ORFÈVRE
à l'Opéra, 4, Chaussée-d'Antin
à l'Étoile, 37, av. Victor-Hugo.
Ventes - occasions - échanges.

ACHAT OR
pièces or et argent
ou bijoux, bijoux, etc. ne faites
rien sans téléphone : 588-74-36.

DE 60 à 250 F le g
L'EMERAUDE
2, bd Bastille, Paris-17-
Téléphone : 627-58-39
25, rue Louis-le-Grand
PARIS-2 - M^{me} OPERA
Téléphone : 742-40-82
2 bis, rue de la Harpe, PARIS-7
Téléphone : 706-88-95
prix très piqués d'identité
et justifiées de domicile.

JEAN DELOR
ACHAT OR
BIJOUX ANCIENS
BRILLANTS
1, rue du Havre,
M^{me} SAINT-LAZARE,
HAVRE-CAUMARTIN.

Société cherche
GRANDS CRUS DE BORDEAUX
Millénaires anciens et récents
Demandons liste avec prix même pour petite et grosse
quantité.
Ecrire sous chiffre 279 640 M
Régie-Presses, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS

ACHAT OR
pièces or et argent
ou bijoux, bijoux, etc. ne faites
rien sans téléphone : 588-74-36.

ACHATS BRILLANTS
Toutes pierres précieuses
bijoux, or, etc. argent
PERRONNOUILLE-ORFÈVRE
à l'Opéra, 4, Chaussée-d'Antin
à l'Étoile, 37, av. Victor-Hugo.
Ventes - occasions - échanges.

ACHAT OR
pièces or et argent
ou bijoux, bijoux, etc. ne faites
rien sans téléphone : 588-74-36.

DE 60 à 250 F le g
L'EMERAUDE
2, bd Bastille, Paris-17-
Téléphone : 627-58-39
25, rue Louis-le-Grand
PARIS-2 - M^{me} OPERA
Téléphone : 742-40-82
2 bis, rue de la Harpe, PARIS-7
Téléphone : 706-88-95
prix très piqués d'identité
et justifiées de domicile.

JEAN DELOR
ACHAT OR
BIJOUX ANCIENS
BRILLANTS
1, rue du Havre,
M^{me} SAINT-LAZARE,
HAVRE-CAUMARTIN.

Société cherche
GRANDS CRUS DE BORDEAUX
Millénaires anciens et récents
Demandons liste avec prix même pour petite et grosse
quantité.
Ecrire sous chiffre 279 640 M
Régie-Presses, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS

ACHAT OR
pièces or et argent
ou bijoux, bijoux, etc. ne faites
rien sans téléphone : 588-74-36.

ACHATS BRILLANTS
Toutes pierres précieuses
bijoux, or, etc. argent
PERRONNOUILLE-ORFÈVRE
à l'Opéra, 4, Chaussée-d'Antin
à l'Étoile, 37, av. Victor-Hugo.
Ventes - occasions - échanges.

ACHAT OR
pièces or et argent
ou bijoux, bijoux, etc. ne faites
rien sans téléphone : 588-74-36.

DE 60 à 250 F le g
L'EMERAUDE
2, bd Bastille, Paris-17-
Téléphone : 627-58-39
25, rue Louis-le-Grand
PARIS-2 - M^{me} OPERA
Téléphone : 742-40-82
2 bis, rue de la Harpe, PARIS-7
Téléphone : 706-88-95
prix très piqués d'identité
et justifiées de domicile.

JEAN DELOR
ACHAT OR
BIJOUX ANCIENS
BRILLANTS
1, rue du Havre,
M^{me} SAINT-LAZARE,
HAVRE-CAUMARTIN.

Société cherche
GRANDS CRUS DE BORDEAUX
Millénaires anciens et récents
Demandons liste avec prix même pour petite et grosse
quantité.
Ecrire sous chiffre 279 640 M
Régie-Presses, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS

ACHAT OR
pièces or et argent
ou bijoux, bijoux, etc. ne faites
rien sans téléphone : 588-74-36.

ACHATS BRILLANTS
Toutes pierres précieuses
bijoux, or, etc. argent
PERRONNOUILLE-ORFÈVRE
à l'Opéra, 4, Chaussée-d'Antin
à l'Étoile, 37, av. Victor-Hugo.
Ventes - occasions - échanges.

ACHAT OR
pièces or et argent
ou bijoux, bijoux, etc. ne faites
rien sans téléphone : 588-74-36.

DE 60 à 250 F le g
L'EMERAUDE
2, bd Bastille, Paris-17-
Téléphone : 627-58-39
25, rue Louis-le-Grand
PARIS-2 - M^{me} OPERA
Téléphone : 742-40-82
2 bis, rue de la Harpe, PARIS-7
Téléphone : 706-88-95
prix très piqués d'identité
et justifiées de domicile.

JEAN DELOR
ACHAT OR
BIJOUX ANCIENS
BRILLANTS
1, rue du Havre,
M^{me} SAINT-LAZARE,
HAVRE-CAUMARTIN.

Société cherche
GRANDS CRUS DE BORDEAUX
Millénaires anciens et récents
Demandons liste avec prix même pour petite et grosse
quantité.
Ecrire sous chiffre 279 640 M
Régie-Presses, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS

ACHAT OR
pièces or et argent
ou bijoux, bijoux, etc. ne faites
rien sans téléphone : 588-74-36.

ACHATS BRILLANTS
Toutes pierres précieuses
bijoux, or, etc. argent
PERRONNOUILLE-ORFÈVRE
à l'Opéra, 4, Chaussée-d'Antin
à l'Étoile, 37, av. Victor-Hugo.
Ventes - occasions - échanges.

ACHAT OR
pièces or et argent
ou bijoux, bijoux, etc. ne faites
rien sans téléphone : 588-74-36.

DE 60 à 250 F le g
L'EMERAUDE
2, bd Bastille, Paris-17-
Téléphone : 627-58-39
25, rue Louis-le-Grand
PARIS-2 - M^{me} OPERA
Téléphone : 742-40-82
2 bis, rue de la Harpe, PARIS-7
Téléphone : 706-88-95
prix très piqués d'identité
et justifiées de domicile.

JEAN DELOR
ACHAT OR
BIJOUX ANCIENS
BRILLANTS
1, rue du Havre,
M^{me} SAINT-LAZARE,
HAVRE-CAUMARTIN.

Société cherche
GRANDS CRUS DE BORDEAUX
Millénaires anciens et récents
Demandons liste avec prix même pour petite et grosse
quantité.
Ecrire sous chiffre 279 640 M
Régie-Presses, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS

ACHAT OR
pièces or et argent
ou bijoux, bijoux, etc. ne faites
rien sans téléphone : 588-74-36.

ACHATS BRILLANTS
Toutes pierres précieuses
bijoux, or, etc. argent
PERRONNOUILLE-ORFÈVRE
à l'Opéra, 4, Chaussée-d'Antin
à l'Étoile, 37, av. Victor-Hugo.
Ventes - occasions - échanges.

ACHAT OR
pièces or et argent
ou bijoux, bijoux, etc. ne faites
rien sans téléphone : 588-74-36.

DE 60 à 250 F le g
L'EMERAUDE
2, bd Bastille, Paris-17-
Téléphone : 627-58-39
25, rue Louis-le-Grand
PARIS-2 - M^{me} OPERA
Téléphone : 742-40-82
2 bis, rue de la Harpe, PARIS-7
Téléphone : 706-88-95
prix très piqués d'identité
et justifiées de domicile.

JEAN DELOR
ACHAT OR
BIJOUX ANCIENS
BRILLANTS
1, rue du Havre,
M^{me} SAINT-LAZARE,
HAVRE-CAUMARTIN.

Société cherche
GRANDS CRUS DE BORDEAUX
Millénaires anciens et récents
Demandons liste avec prix même pour petite et grosse
quantité.
Ecrire sous chiffre 279 640 M
Régie-Presses, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS

ACHAT OR
pièces or et argent
ou bijoux, bijoux, etc. ne faites
rien sans téléphone : 588-74-36.

ACHATS BRILLANTS
Toutes pierres précieuses
bijoux, or, etc. argent
PERRONNOUILLE-ORFÈVRE
à l'Opéra, 4, Chaussée-d'Antin
à l'Étoile, 37, av. Victor-Hugo.
Ventes - occasions - échanges.

ACHAT OR
pièces or et argent
ou bijoux, bijoux, etc. ne faites
rien sans téléphone : 588-74-36.

DE 60 à 250 F le g
L'EMERAUDE
2, bd Bastille, Paris-17-
Téléphone : 627-58-39
25, rue Louis-le-Grand
PARIS-2 - M^{me} OPERA
Téléphone : 742-40-82
2 bis, rue de la Harpe, PARIS-7
Téléphone : 706-88-95
prix très piqués d'identité
et justifiées de domicile.

JEAN DELOR
ACHAT OR
BIJOUX ANCIENS
BRILLANTS
1, rue du Havre,
M^{me} SAINT-LAZARE,
HAVRE-CAUMARTIN.

Société cherche
GRANDS CRUS DE BORDEAUX
Millénaires anciens et récents
Demandons liste avec prix même pour petite et grosse
quantité.
Ecrire sous chiffre 279 640 M
Régie-Presses, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS

ACHAT OR
pièces or et argent
ou bijoux, bijoux, etc. ne faites
rien sans téléphone : 588-74-36.

ACHATS BRILLANTS
Toutes pierres précieuses
bijoux, or, etc. argent
PERRONNOUILLE-ORFÈVRE
à l'Opéra, 4, Chaussée-d'Antin
à l'Étoile, 37, av. Victor-Hugo.
Ventes - occasions - échanges.

ACHAT OR
pièces or et argent
ou bijoux, bijoux, etc. ne faites
rien sans téléphone : 588-74-36.

DE 60 à 250 F le g
L'EMERAUDE
2, bd Bastille, Paris-17-
Téléphone : 627-58-39
25, rue Louis-le-Grand
PARIS-2 - M^{me} OPERA
Téléphone : 742-40-82
2 bis, rue de la Harpe, PARIS-7
Téléphone : 706-88-95
prix très piqués d'identité
et justifiées de domicile.

JEAN DELOR
ACHAT OR
BIJOUX ANCIENS
BRILL

APRÈS LA FERMETURE DE L'USINE TALBOT DE POISSY

M. Bérégovoy invite la direction à rencontrer les syndicats pour examiner les conditions de la reprise du travail

A la suite des violents affrontements du 5 janvier, la direction a décidé de fermer l'usine Talbot de Poissy. Ni la C.G.T. ni la C.F.D.T. n'ayant approuvé la poursuite de l'occupation le 6 janvier, seuls quelques rares ouvriers se sont présentés, vendredi matin, aux portes de l'établissement, des gardiens opérant un très sérieux filtrage. La direction a convoqué les cadres et quelques autres salariés dans l'usine - au total, de 500 à 600 salariés - pour faire le point et vérifier l'état des lieux. La C.G.T. a appelé, à 17 heures, ce 6 janvier, à une manifestation de la Nation à la Bastille, pour « dénoncer les provocations de la direction... les violences des milices patronales, le racisme, défendre l'emploi et l'automobile et affirmer la solidarité des travailleurs français et immigrés ». De son côté, la mairie de Poissy (R.P.E.) organisée, à 15 heures, une manifestation sur le thème « Sauvez l'emploi à Poissy et dans sa région ». La C.S.L., par la voix de son secrétaire général, M. Blanc, a annoncé qu'elle participerait à cette manifestation. Le 5 janvier, 200 à 300 militants C.F.D.T. ont manifesté devant le siège parisien de Peugeot S.A. Plusieurs responsables C.F.D.T. ont été convoqués le 6 janvier à 10 h 30 devant le tribunal de Versailles, suite à la plainte déposée par la direction.

M. Henri Krasucki a estimé, le 5 janvier, que la responsabilité de la situation « incombe d'abord à la direction du groupe P.S.A. », mais a souligné que

« la C.F.D.T. a une bien lourde responsabilité » et que le gouvernement a également « sa part de responsabilité » (voir d'autre part). Le secrétaire général de la C.G.T. a affirmé que « la direction a permis (...) aux éléments de la C.S.L. et d'autres usines du groupe P.S.A. de conjuguer aujourd'hui leur violence avec celle des 150 extrémistes en attaquant les travailleurs venus pour une issue positive ». Il a souligné que sa centrale « ne permettra ni la confusion ni que ses militants et que les travailleurs soient victimes de la violence » et continuera à agir « pour une issue positive conforme à l'intérêt des travailleurs et à ceux du pays ».

La commission exécutive de la C.F.D.T. et sa fédération de la métallurgie « condamnent ces violences. Elles se félicitent de l'attitude des militants C.F.D.T. qui, sur le terrain, développent tous les efforts pour empêcher les affrontements. Dans ce conflit comme dans d'autres, la dégradation de la situation est aussi le résultat d'une conception des rapports sociaux qui élimine les organisations syndicales du règlement des problèmes économiques et sociaux. (...) Elles déclarent solennellement que la seule solution pour régler le conflit et arrêter le développement d'un processus de violence est de prendre les moyens de mener rapidement les négociations ».

Dénonçant les « irresponsables C.G.T. et C.F.D.T. », M. Bergeron a affirmé que « si la situa-

tion actuelle persiste, c'est la crédibilité de la marque Talbot elle-même qui sera en cause. C'est aujourd'hui qu'il faut mettre un terme à ce qu'on vit, sinon c'est l'emploi de 17 000 personnes qui sera en cause ». La C.F.T.C. a souligné que « le résultat est tragique pour les salariés et l'entreprise comme pour le syndicalisme. Va-t-on enfin en finir avec les dictats, les opérations de commandos et la violence, pour revenir à un dialogue syndical authentique ? ».

M. Jean Menu, président de la C.G.C., a estimé que « le gouvernement doit prendre ses responsabilités. Hier la démagogie, aujourd'hui l'irresponsabilité caractérisée mettent en péril plus de 30 000 emplois dans l'automobile française. (...) La C.G.C. demande solennellement que la table ronde sur l'automobile soit réunie d'urgence pour éviter de nouveaux « Poissy ». Dans l'immédiat, faudra-t-il qu'il y ait des morts chez Talbot pour que des solutions soient trouvées dans la concertation ? ».

La C.S.L. affirme qu'« aucun militant n'a participé de quelque manière que ce soit à ces actes odieux » et se déclare « scandalisée par le comportement des dirigeants de la C.F.D.T. », demandant l'ouverture d'une information judiciaire contre cette organisation.

M. Max Gallo a déclaré que le gouvernement « a assumé toutes ses responsabilités » et que « les partenaires sociaux devraient prendre les leurs ». Il a souligné que le gouvernement « avait réussi à faire

accepter une réduction des licenciements et à l'accompagner d'un plan social », et qu'il était prêt à « ouvrir des négociations » sur les modalités de l'aide au retour des salariés. Jugant « dramatiques » les affrontements, il a ajouté que le gouvernement « souhaite la reprise du travail » et que la direction « tiens son engagement de maintenir l'activité sur ce site, dans cette usine ».

A TF 1, M. Bérégovoy a souligné qu'« il faut que la direction accepte de rencontrer les responsables syndicaux et qu'elle examine avec eux les conditions de la reprise du travail ». Après avoir lancé un appel aux deux parties, il a ajouté : « Il s'agit d'un problème difficile, mais il faut mesurer l'enjeu : ou bien le désordre, ou bien une usine qui continue de fabriquer ».

M. Bernard Pons a, au nom du R.P.R., condamné sans réserves « les violences provoquées par une minorité d'irresponsables. La sécurité de tous doit être garantie à l'avenir et aux abords de l'entreprise. Le R.P.R. dénonce l'absence de clairvoyance et les stérilements du gouvernement qui sont en grande partie à l'origine de la dégradation de la situation ». Quant à M. Jean-Marie Le Pen, président du Front national, il affirme que « les syndicats révolutionnaires C.G.T. et C.F.D.T. ont assassiné Talbot ».

Une sortie la tête haute

En concentré, cette évacuation du bâtiment B3 où les grévistes s'étaient barricadés toute la journée du 6 janvier fut à l'image du mois de grève qui l'avait précédée : déchirée, explosive, vibrante de cinq cents énergies du désespoir. Un adieu aux armes revêt tout l'après-midi par les assiégés, une cérémonie interminablement négociée même par maître par les syndicalistes. Comment quitter le B3, devenu leur second foyer, leur refuge ? On leur proposait le déshonneur, une sortie à la sauvette par la porte d'Achères, la « porte de services », 4 kilomètres de honte jusqu'à la gare. La direction leur refusait des cars pour les ramener chez eux en sécurité. Le gouvernement leur refusait les cars, et ils arrachèrent la porte de Poissy, la grande.

Sous la pluie glaciale de la nuit tombante, la tête haute, Talbot montra ainsi au pays comment meurt une grève. En tête du cortège, au prix de quelques horions avec la C.F.D.T., la bande de la C.G.T., sous laquelle s'abrite une quinzaine de militants, dont bien sûr Mme Nora Tréhel qui a voulu être du dernier voyage. Quelques bras un peu raides se lèvent, on esquive des sources crispées. Et derrière, l'ineffable pagaille de la C.F.D.T., tous fanions au vent. « Non, non aux licenciements », trinité dernière fois le cortège en quittant l'enceinte de l'usine sous l'œil de quelques C.R.S. frigorifiés et d'une poignée de vigiles haineux. La froid, la pluie, ont eu raison depuis longtemps de leurs assignants non-grévistes.

N'empêche. On redresse la nuque pour soi, pour les camarades qui boivent le défilé. Passé la grille, quelques cents militants de la C.G.T., accourus de toute la région, attendent les héros. Embrassades. Bravos. « Talbot vivra ! » et un certain effarlement quand ils s'aperçoivent que les deux s'entre-déchirent.

En deux cortèges distincts, on dépasse sans même les voir les fameux cars, enfilés d'un après-midi de palabres. Où se rend-on ? Les leaders le savent moins que quiconque. A travers Poissy, on atteint à la mairie. « Mes camarades, aujourd'hui, nous avons livré une grande bataille », félicite M. Jean-Pierre Noual, de la C.F.D.T., la voix brisée. Et, pour la première fois, ces mots : « Il est inutile, voire dangereux, de venir demain aux portes de l'usine. » Les grévistes savent depuis midi qu'à compter de vendredi la direction, une fois de plus, a décidé le lock-out de Poissy.

Lots de consolation

Trois lots de consolation : l'arrivée en exil d'une délégation de la C.F.D.T. parisienne : « Français, immigrés, même combat ! », crient les Parisiens, comme à la manifestation des « Beurs ». Un « point d'information » promis chaque jour par la C.F.D.T. au siège de son union locale, et une « Bastille-Nation » vendredi 6 janvier à 17 heures, offerte par la C.G.T. Les cars arrivent enfin. On négocie les itinéraires, on s'y entasse. Solitaire et sombre, Daniel Richier, ex-ténor de la C.F.D.T. de Renault-Flins sur cette grève, traîne les pieds sur les trottoirs lustrés. C'est fini.

Après la bataille rangée du matin entre grévistes et non-grévistes - 51 blessés, dont 19 soignés à l'hôpital, le plus grave ayant une plaie à l'œil - cette évacuation en bon ordre fait suite à un interminable après-midi d'incertaines négociations. Pour la sécurité d'abord. Tout le jour, le B3 a mariné dans ses

La blessure syndicale

(Suite de la première page.)

Déjà, certains syndicalistes se penchent à rêver, les passions étant retombées. Quand j'ai vu la machine à C.F.D.T. et F.O., deux organisations qui se retrouvent déjà sur des positions parfois identiques au sein de la Confédération européenne des syndicats (CES).

Espoirs déçus

Les espoirs des uns, les rêves des autres n'auront été que de courte durée. Là aussi, la blessure de Talbot va être dure à cicatriser. Sur le terrain, à Poissy, C.G.T. et C.F.D.T. se sont affrontés durement. Après le déferlement de violence du 5 janvier, M. Henri Krasucki n'a pas hésité à déclarer que « la C.F.D.T., son secrétaire général, Edmond Maire, sa fédération des métaux et ses responsables locaux, portent une bien lourde responsabilité dans cette situation ». Pour le secrétaire général de la C.G.T., la C.F.D.T., par ses « actes maximalistes », a « fait le jeu de la direction de P.S.A., qui ne pense qu'à liquider Talbot ». « Ceux-là mêmes », ajoute-t-il, « jusqu'au bout, ont utilisé un climat empoisonné et pactisé avec les extrémistes en sont venus, lamentablement, à demander l'intervention des forces de police ».

La commission exécutive de la centrale cégétiste et sa fédération de la métallurgie ont répliqué que « les positions de la C.F.D.T. ne sont évidemment pas comparables à celles d'un syndicat plus soucieux de faire appliquer les décisions de son comité que de trouver avec les salariés les voies du règlement ».

M. Bergeron, qui sera reçu le 9 janvier par M. Mitterrand dans le cadre d'une délégation de la C.E.S. dans laquelle devrait figurer M. Maire, n'est pas demeuré en reste. « En prenant vivement aux « irresponsables C.G.T. et C.F.D.T. », qui n'ont cessé de souffler sur le feu ». Tout au long du conflit, le secrétaire général de P.O. a dénoncé la « surenchère » de la C.F.D.T. voulant ainsi faire apparaître un « irréalisme » qui rend plus que hasardeux toute tentative, aussi timide soit-elle, de rapprochement. L'affaire Talbot a ainsi relancé les polémiques entre syndicats. La division syndicale va s'en trouver renforcée. Avec les bons vœux de Talbot.

Mais cette blessure va avoir également des conséquences dans les relations entre le gouvernement et les syndicats. Depuis que l'on est passé de l'état de grâce à l'état de rigueur, de la réforme à la gestion, les confédérations, en évitant tout choc frontal avec le pouvoir, ont pris quelque distance avec une politique sociale qui s'essouffait quand elle n'est pas inexistante. Elles ont été confrontées à un abandon de la politique de revalorisation du SMIC en 1983, à un long immobilisme - un « hors jeu » volontaire pour M. Bérégovoy - sur l'assurance-chômage, à une hésitation à s'engager sur la politique salariale qui a conduit le gouvernement à laisser la C.N.P.F. tirer le premier. Un tableau bien sombre pour espérer reprendre sur de nouvelles bases les relations avec le gouvernement.

Or voilà que, successivement, le gouvernement, dirigé par un pre-

mier ministre socialiste, conclut, en dehors des syndicats, au mieux sondés, au pire informés, après coup, un accord avec le groupe P.S.A., autorise 1 905 licenciements - avec à la clé une formation controversée - et au lieu de répondre positivement aux confédérations qui le pressaient d'aider à de réelles négociations envoie la force publique pour faire évacuer les « grévistes de Poissy ».

L'affaire Talbot apparaît ainsi comme un nouveau coup porté à la confiance déjà fort ébranlée des syndicats dans le gouvernement de la gauche. M. Maire a attaqué durement la politique industrielle « sectaire, immobile et incohérente » du gouvernement. M. Krasucki lui a attribué une part de responsabilité dans le développement de la violence à Poissy, estimant que, « en renonçant à utiliser ses moyens pour amener la direction à un comportement industriel, social et humain correspondant aux nécessités et aux possibilités », y compris au cours des deux derniers jours, il a permis à la direction de P.S.A. de lancer du C.N.P.F. aux éléments extrémistes et aux irresponsables de l'arriver. Quant à M. Bergeron, qui a demandé au gouvernement de ne pas « demeurer spectateur » et « d'assumer sa responsabilité », il s'inquiète de plus en plus d'une possible dégradation du climat social en attribuant pour une bonne part les risques à la politique gouvernementale.

L'état de défiance

M. Mauroy, qui va recevoir prochainement les dirigeants syndicaux, devra faire beaucoup d'efforts, faire preuve d'autorité comme d'innovation sociale, pour renouer un dialogue constructif. Après Talbot, alors que de nouvelles mutations industrielles douloureuses se profilent sur fond général de hausse du chômage et d'austérité salariale, allons-nous tomber dans l'état de défiance ?

Cependant, d'un mal, d'une blessure, peut parfois naître un bien. Paradoxalement, la C.F.D.T. n'aura peut-être pas tout perdu au lendemain des affrontements de Poissy. Son refus total et maximaliste des licenciements n'obéissait pas qu'à un calcul à court terme. A moyen terme, et l'intention était positive, il s'agissait d'empêcher absolument que les candidats aux restructurations industrielles à venir s'engouffrent dans la brèche de Talbot en négociant avec les seuls pouvoirs publics plutôt qu'avec les syndicats, en recourant aux licenciements plutôt qu'en recherchant d'autres solutions comme la réduction de la durée du travail liée à la formation.

Trois semaines après l'accord P.S.A.-gouvernement du 17 décembre, rien n'est réglé à Poissy. La violence se déchaine. Les passions se donnent libre cours. Les syndicats sont désemparés et n'arrivent pas à trouver la bonne porte de sortie. Personne ne contrôle personne. La solution « modèle » est qu'il arrive un échec. Pour les mutations à venir on ne pourra plus recommencer comme à Talbot.

MICHEL NOBLECOURT

Le contre-exemple

(Suite de la première page.)

Reste donc les « irréductibles », ces travailleurs immigrés déjà âgés - proche en moyenne de la quarantaine - physiquement usés, souvent analphabètes dont qui ne croient pas aux mirages de la formation, inquiets enfin d'un retour au pays où ils ne retrouveront pas plus de travail qu'en France, bref, des sans-espoir.

Tout laisse donc à penser que l'usine va rouvrir ses portes sans eux, avec quelques centaines d'ouvriers d'abord - convoqués individuellement - puis avec quelques milliers. Mais aura-t-il le temps de faire mille travailleurs qui sont censés rester dans l'entreprise après les licenciements et les départs en pré-retraite en cours ? Cela dépendra sans doute du nouveau de la production, ou il y a peu de chance que la région prenne le risque, dans les circonstances actuelles, de construire dès à présent la 205 - une voiture dont les ventes marchent - à Poissy, comme cela était prévu.

La situation ne redeviendra donc normale que dans plusieurs mois. Et l'absence du dépôt de bilan sera d'autant plus forte, si la production ne repart pas, que le groupe a réalisé hier l'opération juridique-financière qui isole Peugeot-Talbot (même si pendant dix-huit mois un tribunal de commerce peut ne pas tenir compte de cette modification juridique). L'attribution des parts de Peugeot dans Talbot pour 99 % à Talbot S.A. et pour 1 % à Sara, un garage artisanal, aura coûté 800 millions de francs à Peugeot qui a pris à sa charge les dettes de Talbot. Mais l'entreprise de Poissy désormais restée autonome aura-t-elle l'avenir équilibrer ses comptes.

Quoi qu'en ait pensé le premier ministre ce dossier ne pouvait pas servir d'exemple. Par son histoire cette vieille usine à l'atmosphère pesante (certaines chaînes sont superposées), à l'équipement parfois

à la limite de l'obsolescence, ballottée depuis des décennies de marque en marque (Simac, Chrysler, Talbot) avec un personnel recruté en grande partie dans des villages marocains il y a dix ou quinze ans et jamais réellement formé depuis, avec longtemps son syndicat maison musclé, avait bien des particularismes que le gouvernement ne retrouvera guère que dans la restructuration prochaine de Citroën Aulnay (maîtrise une usine beaucoup plus récente).

Mais « le contre-exemple » de Poissy servira dans les autres dossiers en ce qu'il a montré que ces mutations industrielles nécessitent non pas tant l'approbation tacite d'une grande centrale syndicale qu'une pédagogie des négociations à la base, si difficile celle soit-elle.

De plus ce qu'on imaginait dans la région parisienne, bassin d'emplois où certains reclassements peuvent être opérés, le sera beaucoup moins dans des zones dévastées par le déclin de la sidérurgie, du charbon ou des chantiers navals. Il faut donc créer des emplois ; or jamais l'époque des entreprises n'a été aussi faible qu'en 1983. Le volume de l'investissement industriel n'a été aussi bas (sur la base 100 en 1970, il est tombé selon l'INSEE à 85 l'an passé). Et la dernière enquête de l'Institut, réalisée en novembre auprès de trois mille chefs d'entreprise, montre que 47 % d'entre eux espèrent voir baisser les investissements nécessaires, contre 51 % en juin.

Il n'y aura pas de restructuration industrielle réussie sans création d'emplois (la France en a perdu près de deux cent mille dans l'industrie en 1983), donc sans relance des investissements et sans retour à une certaine prospérité des entreprises. Sans doute aurait-on pu prendre conscience de cela.

BRUNO DETHOMAS.

Automobile : bons résultats à l'exportation

Le marché français automobile a baissé de 4,3 % au mois de novembre par rapport au même mois de 1982, et de 1,4 % sur les onze premiers mois de l'année. Le chiffre syndical qui fournit ces chiffres estime cependant le « niveau satisfaisant », « compte tenu des très forts résultats du quatrième trimestre 1982 ».

Sur onze mois, Citroën détient 13 % du marché, Peugeot 14,97 %, Talbot 4,57 %, Renault 34,85 % et les marges étrangères - 52,58 %. Deux usines Peugeot (-15,5 %) et Renault

(-12,2 %) sont en fort déficit, tandis que Citroën (+5,7 %) et Peugeot (+16,9 %) résistent bien à la montée des étrangers (+4,8 %).

Les exportations françaises restent satisfaisantes. Le boom des ventes des étrangers de novembre, modeste permet à celles-ci de progresser de 16,3 % par rapport à novembre 1982 et de 10,2 % en cumul sur onze mois (encore ne doit-on pas oublier que les exportations d'automne de 8,9 et de 2,11 vers les États-Unis sont complétées comme des véhicules entiers).

Aux Trois Quartiers on fête le BLANC 84

jusqu'au 21 janvier

ROBE de Maison imprimée 100% coton, du 38 au 48. 160 F. 112,50 F.

MOUCHOIR imprimé 100% coton. 11,25 F. 9 F.

MOUCHOIR titale 100% coton. 18,75 F. 15 F.

Aux Trois Quartiers

17 Bd de la Madeleine, Paris - Tél. 264.59.50 - Retrouvez le plaisir d'acheter

سلا من اجل

SOCIAL

LES NEGOCIATIONS SUR L'ASSURANCE-CHOMAGE

Malgré l'ouverture faite à F.O., les syndicats refusent les propositions du C.N.P.F.

En acceptant de discuter sur la base du projet de F.O., lors de la neuvième séance du 5 janvier, le C.N.P.F. a effectivement fait l'ouverture qui permet de débattre les longues négociations sur l'avenir de l'assurance-chômage (le Monde du 6 janvier). Mais il faudra sans aucun doute d'autres concessions de la part du patronat pour qu'un accord puisse se réaliser. Le 10 janvier, comme semble le vouloir tous les partenaires sociaux, qui se résignent à admettre le principe de la séparation en deux systèmes d'assurance et de solidarité. Le C.N.P.F. a d'ailleurs annoncé que, dès l'ouverture de la prochaine réunion, il remettrait un document précisant ses dernières propositions.

Pour Flotant, en effet, les propositions patronales ont provoqué de vives réactions parmi les organisations syndicales, qui se sont réunies avec un bel ensemble, la C.F.D.T. et la C.G.T. allant jusqu'à affirmer que « la négociation ira vers l'échec » si le C.N.P.F. ne faisait pas d'efforts.

Quatre points, essentiellement, faisaient obstacle :

- Le C.N.P.F. a, certes, augmenté les durées maximales d'indemnisation, mais, n'ayant pas modifié les périodes initiales de droit minimum, il oblige chaque chômeur à soumettre son cas à la commission paritaire, où le patronat déstabilise 50 % des voix - tous les trois mois pour obtenir une prolongation.

- Le C.N.P.F. refuse la notion d'allocation minimale, qui garantirait les droits des salariés, et fixe au contraire un plafond à 70 % du salaire antérieur, qui frapperait surtout les bas salaires.

- Le C.N.P.F., pour faire droit à une demande syndicale, réintègre, dans le système d'assurance, les chômeurs ayant travaillé trois mois mais prévoit que ceux-ci ne toucheraient que 40 F par jour, pendant trois mois. Ils devront ensuite attendre cinq ans pour pouvoir être de nouveau indemnisés de la même façon.

- Le C.N.P.F. prévoit enfin de conclure un accord sur le système d'assurance de l'UNEDIC sans attendre d'avoir rencontré l'Etat.

pour définir, avec lui, ce qui pourrait être le système de solidarité.

A des titres divers, les délégations syndicales ont considéré que ces propositions étaient inacceptables. Elles reprochent au C.N.P.F. de sacrifier les bas salaires, qui sont les plus touchés par le chômage et, sauf la C.G.C., observent que, dans le même temps, le patronat offre de nouvelles garanties aux chômeurs pouvant justifier des plus hauts revenus. Surtout, les syndicats protestent contre un dispositif qui méconnaît l'évolution actuelle du chômage : il pénalise gravement les travailleurs occupant des emplois précaires, les jeunes et les salariés acceptant des contrats de travail à durée déterminée, d'une part, avec les conditions restrictives d'accès aux indemnités, et fait supporter des « épreuves humiliantes » aux chômeurs de longue durée, d'autre part, avec la répétition trimestrielle des prolongations. Ainsi, un chômeur de plus de cinquante ans passerait onze fois devant la commission paritaire pour bénéficier de la durée totale d'indemnisation.

Au-delà, les organisations syndicales remarquent que le projet du C.N.P.F. obligerait l'Etat à intervenir pour assurer le poids d'une aug-

mentation du chômage et faire face aux licenciements provoqués par les restructurations. Elles ne comprennent pas, dès lors, que le gouvernement ne puisse être consulté avant la signature d'un accord sur l'assurance-chômage.

En clôture de la séance du 5 janvier, M. Yvon Chotard, qui avait enregistré toutes les protestations émises, a fait une nouvelle ouverture, en promettant de négocier encore sur tous ces points.

ALAIN LEBEAUCHE

La trésorerie de la Sécurité sociale devait être presque équilibrée à la fin 1983

M. Pierre Bérégovoy, ministre des affaires sociales, a déclaré mercredi 4 janvier sur Antenne 2, que les comptes de la Sécurité sociale « seront équilibrés en 1984 et en 1985 ». « Si l'on veut maintenir le système de protection sociale, il ne faut pas que se creuse un déficit », a-t-il ajouté, indiquant que à 200 millions près, les comptes de 1983 seront équilibrés » en ce qui concerne la trésorerie, les déficits de 1981 et 1982 ayant été couverts.

De fait les chiffres publiés jeudi 5 janvier indiquent que le solde « significatif » (c'est-à-dire tenant compte des créances non recouvrées et des dettes non encore payées) de

l'ACOSS (Agence centrale des organismes de sécurité sociale), qui gère la trésorerie du régime général des salariés, était déficitaire de seulement 264 millions de francs au 30 décembre 1983, contre 11 583 millions à la fin de décembre 1982.

Ce redressement est le résultat des différentes mesures prises depuis l'automne 1982 pour rétablir les comptes de la sécurité sociale, et en particulier des efforts de freinage des dépenses. Les comptes de l'ensemble des branches du régime général de sécurité sociale ne sont pas encore connus, mais les dépenses de l'assurance-maladie pour les onze premiers mois donnent une indication : l'augmentation des dépenses a été de 10,6 % contre 18,3 % sur les onze premiers mois de 1982. En volume, l'inflation déduite, elle devrait être inférieure à 2 % pour 1983 (contre 7,5 % pour 1982), le taux le plus faible constaté depuis 1969. Le ralentissement a été particulièrement sensible sur deux postes : les remboursements aux hôpitaux qui représentent 55 % des dépenses de l'assurance-maladie (+ 9,1 % en 1983 contre + 19,9 % en 1982) et les indemnités journalières versées aux assurés malades (+ 6,1 % contre + 13,8 %), ce qui a permis à M. Bérégovoy de dire que le résultat était dû à « un effort de gestion des assurés sociaux, des professions médicales, du personnel des hôpitaux et du gouvernement ».

Toutefois deux incertitudes subsistent. La première concerne l'évolution de la situation financière des hôpitaux au cours de l'année 1984. En 1983, on a compté fortement les dépenses ; on n'a pratiquement pas accordé de rallonge de fin d'année : les « budgets supplémentaires » ont été limités à 85 millions de francs au total (sur un ensemble

de 140 milliards de francs). Pour 1984, le « taux directeur » - augmentation des dépenses prévue - est de 6,1 %.

Or M. Philippe Cadène, délégué général de la Fédération hospitalière de France, indiquait il y a quelques jours que le déficit moyen d'exploitation des hôpitaux était de 1,5 % par rapport aux autorisations de dépenses à la fin de 1983 (le Monde du 4 janvier). Cette moyenne recouvre, il est vrai, des situations extrêmement différentes selon les établissements, en fonction notamment des effectifs, des salaires et des charges sociales représentant environ les deux tiers des dépenses des hôpitaux.

La seconde incertitude concerne l'évolution des comptes de la Sécurité sociale en 1985 : même limitée, l'augmentation des dépenses de santé est inéluctable ; d'autre part, le poids des dépenses de vieillesse va s'accroître : après un excédent de 4,1 milliards de francs pour l'ensemble du régime général en 1983, le rapport sur les comptes de la Sécurité sociale prévoit seulement un équilibre des dépenses et des recettes en 1984. Il faudra donc soit trouver de nouvelles recettes « exceptionnelles » comme on l'a fait depuis l'automne 1982, soit entamer la réforme du financement plusieurs fois annoncée.

GUY HERZLICH

- La grève continue à la S.P.S. - La grève commencée le 13 décembre continue dans les quatre centres de la Société parisienne de surveillance transport d'Île-de-France - Montreuil, Saint-Ouen (Seine-Saint-Denis), Chanteloup-les-Vignes (Yvelines) et Massy (Essonne) - occupés par le personnel.

CONJONCTURE

Il va falloir alléger l'impôt sur le revenu et la taxe professionnelle

déclare M. Delors

Maintenant des secteurs sous tension à oxygène l'arrange rien, a redit M. Jacques Delors, jeudi 5 janvier, au forum de l'Expansion. Le gouvernement doit prendre des initiatives pour aider aux restructurations.

La difficulté est que ces restructurations doivent souvent être opérées dans des régions « sinistrées ». Aussi, le ministre a énuméré les conditions qui, selon lui, peuvent éviter « une totale désespérance qui pourrait un jour déboucher sur la colère ». Pour M. Delors, il faut d'abord fixer des règles du jeu claires et précises : tantôt on se concentre, tantôt on négocie. Si des licenciements sont nécessaires, quatre solutions existent : la préretraite (« dont on a tendance à abuser et qui prive l'économie de gens très qualifiés »), les contrats de solidarité, avec baisse de la durée du travail, les aides au retour (justifiées selon le ministre quand ce sont les intéressés qui le demandent), les contrats de formation de deux ans pour reclasser les travailleurs encore jeunes.

Pour M. Delors, c'est cette quatrième solution qui devrait être privilégiée dans les zones très atteintes, « les bassins d'emploi ». Dans ces régions connaissant de grosses difficultés, le ministre a évoqué l'idée de « zones franches » qui attireraient de nouvelles industries par des facilités, fiscales notamment.

Interrogé sur le décalage conjoncturel existant actuellement entre une économie française en stagnation et des économies étrangères en reprise, M. Delors a répondu qu'il était indispensable que ce phénomène dure pendant deux ans encore, que « l'activité soit tirée par l'exportation puis par l'investissement et non plus par la demande intérieure ». Le ministre a reconnu que nous ne pourrions pas pendant un temps concurrencer la France, une croissance économique supérieure à celle des pays étrangers. « Nous n'avons plus de marge de manœuvre », a souligné M. Delors.

Le ministre a annoncé que l'endettement brut de la France (c'est-à-dire ne tenant pas compte de nos créances) atteignait à la fin de 1983 le chiffre de 53 milliards de dollars, soit l'équivalent de 450 milliards de francs (1). Pour commencer à réduire son endettement (capital et intérêt) la France devra dégrader un excédent des paiements courants de 50 à 60 milliards de francs par an, ce qui devrait être le cas en 1986. D'ici là, la France devra continuer à emprunter à la fois pour rembourser le capital de sa dette (2) et pour consentir de nouveaux crédits à ses clients étrangers.

Interrogé sur sa politique des prix, le ministre a justifié « la technique sauvegarde de la norme » (les 5 % de hausse pour 1984). « Fixer une norme pendant deux ans, cela a quelque chose d'irréaliste, d'intenable. Mais c'est indispensable parce que notre pays était profondément ancré dans des habitudes inflationnistes. Il faut aussi désintoxiquer les gens de l'inflation. Pour cela il faut encore tenir cette politique de la norme pendant un an ».

Enfin, pour tenir la promesse présidentielle d'une baisse des prélèvements obligatoires, M. Delors estime que l'impôt sur le revenu et la taxe professionnelle devraient être réduits, même si le ministre estime cela regrettable pour le premier de ces impôts, plus léger en France qu'à l'étranger. « Mais il faut tenir compte de ce que ressentent les gens, et les Français supportent mal, c'est un fait, l'impôt sur le revenu ».

(1) Au 30 juin 1983, l'endettement de la France était - selon les chiffres officiels - de 44,5 milliards de dollars (369 milliards de francs).

(2) Le service de la dette est le remboursement du capital et des intérêts. A partir du moment où la balance des paiements courants est équilibrée - ce qui est le cas pour la France depuis plusieurs mois - les intérêts de la dette extérieure sont *ipso-facto* couverts.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ bas	+ haut	Rep. ou + ou dép.	+ bas	Rep. ou + ou dép.	+ bas	Rep. ou + ou dép.	
SE-L	8,5710	8,5760	+ 190	+ 285	+ 420	+ 450	+ 1640	+ 1700
SE-L	6,8534	6,8581	+ 152	+ 180	+ 341	+ 382	+ 1389	+ 1455
Yen (100)	3,6749	3,6786		+ 282		+ 413		+ 1409
DM	3,4091	3,4092	+ 178	+ 178	+ 355	+ 369	+ 1160	+ 1196
DM	2,7201	2,7225	+ 147	+ 156	+ 318	+ 324	+ 1048	+ 1077
FR (100)	14,9845	14,9969	+ 214	+ 267	+ 419	+ 524	+ 1912	+ 2122
ES	3,1575	3,1575	+ 292	+ 306	+ 599	+ 620	+ 1897	+ 1941
L (1 000)	4,8320	4,8373	+ 177	+ 154	+ 333	+ 299	+ 804	+ 729
L (1 000)	12,0320	12,0476	+ 318	+ 365	+ 710	+ 787	+ 2669	+ 2799

TAUX DES EURO-MONNAIES

	3 1/8	3 3/4	5 1/16	5 1/16	5 1/16	5 1/16	5 1/16	5 1/16	5 1/16
SE-L...	5 7/8	5 7/8	5 7/8	5 7/8	5 7/8	5 7/8	5 7/8	5 7/8	5 7/8
SE-L...	5 7/8	5 7/8	5 7/8	5 7/8	5 7/8	5 7/8	5 7/8	5 7/8	5 7/8
SE-L...	5 7/8	5 7/8	5 7/8	5 7/8	5 7/8	5 7/8	5 7/8	5 7/8	5 7/8
SE-L...	5 7/8	5 7/8	5 7/8	5 7/8	5 7/8	5 7/8	5 7/8	5 7/8	5 7/8
SE-L...	5 7/8	5 7/8	5 7/8	5 7/8	5 7/8	5 7/8	5 7/8	5 7/8	5 7/8
SE-L...	5 7/8	5 7/8	5 7/8	5 7/8	5 7/8	5 7/8	5 7/8	5 7/8	5 7/8
SE-L...	5 7/8	5 7/8	5 7/8	5 7/8	5 7/8	5 7/8	5 7/8	5 7/8	5 7/8
SE-L...	5 7/8	5 7/8	5 7/8	5 7/8	5 7/8	5 7/8	5 7/8	5 7/8	5 7/8
SE-L...	5 7/8	5 7/8	5 7/8	5 7/8	5 7/8	5 7/8	5 7/8	5 7/8	5 7/8

SAMEDI DIMANCHE

- DATES :**
Il y a quarante ans
Mussolini faisait fusiller Ciano.
- LIBAN :**
La déprimé des chrétiens.
- GROENLAND, ISLANDE ET FEROE :**
Les îles sœurs au régime.
- SCANDALE :**
La Malaisie malade de l'affaire Carrian.
- CARNETS :**
René Coty entre deux Républiques.
- PARIS :**
Des Chinois sans tapage.
- Et, avec « Le Monde Dimanche », quatre pages de radio et de télévision.

Chaque week-end une nouvelle lecture de l'actualité.



AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

LE NICKEL-SLN

Au cours de sa réunion du 4 janvier 1984, le conseil d'administration de la société métallurgique Le Nickel-SLN a pris acte de la décision de l'Entreprise de recherches et d'activités pétrolières (ERAP) de se démettre du mandat d'administrateur qu'elle détenait en qualité de personne morale. Il a coopté à sa place M. Pierre Boisson, président de l'ERAP. Il est rappelé que l'ERAP détient 70 % du capital de la SLN. Le conseil a par ailleurs pris acte de la démission de son mandat de président-directeur général de M. Bernard de Villemejeane, qui reste administrateur de la SLN. Pour lui succéder le conseil a porté à sa présidence M. Pierre Boisson.

CAISSE NATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

C.N.T. - Obligations à bons de souscription 16 % 1982-1992

Les intérêts courus du 4 janvier 1983 au 3 janvier 1984 pour la première tranche, représentée par les coupons n° 2A et 2B, et ceux courus du 4 juillet 1983 au 3 janvier 1984 pour la deuxième tranche, représentée par le coupon n° 2B seul, sont payables depuis le 4 janvier 1983 à raison de 360 F pour chaque coupon après une retenue à la source de 40 F.

En cas d'option pour le régime du prélèvement forfaitaire, le complément du prélèvement libératoire sera de 59,97 F augmenté de 1 % des intérêts bruts (contribution au bénéfice de la Caisse nationale des allocations familiales), soit un net de 296,03 F. Le paiement des coupons sera effectué sans frais aux caisses des comptables directs du Trésor (trésorerie générale, recettes des finances et perceptions), auprès des bureaux de poste, au siège de la C.N.T., 3, rue de l'Arrivée, Paris (15^e), aux guichets de la Banque de France et des établissements désignés ci-après : Crédit commercial de France, Crédit lyonnais, Banque générale du Phénix, Banque pour l'industrie française, Banque de l'Indochine et de Suez, Banque Louis Dreyfus, Banque nationale de Paris, Banque de Neufville, Schlumberger, Mallet, Banque Paribas, Banque privée de gestion financière, l'Européenne de banque, Banque de l'union européenne, Banque Vernet et commerciale de Paris, Banque Worms, Caisse centrale des Banques populaires, la Compagnie financière, Crédit industriel et commercial, Crédit du Nord, Hottinguer et compagnie, Lazard frères et Cie, Société générale, Société séguisane de banque.

Il est rappelé que les intérêts concernant les titres nominatifs seront réglés directement aux titulaires par la Caisse nationale des télécommunications.

POUR NE JAMAIS OUBLIER !

8 récl : Or et Argent : 32 mm
Culvre patiné : 45 mm

GRANDE
SOUSCRIPTION
MÉDAILLE
LECH WALESA
PRIX NOBEL
DE LA PAIX 1983
Sous le haut patronage de

Solidarité

Demandez tous renseignements à
ARTS & MÉDAILLES M
37, rue du Colisée 75008 Paris
Tél. 821.01.53

CREDIT LYONNAIS

SITUATION AU
30 NOVEMBRE 1983

La situation au 30 novembre 1983 s'établit à 641 248 millions contre 625 262 millions au 2 novembre 1983.

Au passif, les comptes d'Engagements d'Emprunt, Trésor Public, Comptes Courants Postaux se chiffrent à 32 629 millions de francs et les comptes de Banques, Organismes et Etablissements Financiers à 247 061 millions de francs. Les ressources fournies par la Clientèle totalisent 220 974 millions de francs.

A l'actif, les comptes de Banques, Organismes et Etablissements Financiers s'élèvent à 227 034 millions de francs, les Crédits à la Clientèle à 250 735 millions de francs et les comptes ordinaires débiteurs de la Clientèle à 29 245 millions de francs.

Europarténaires : Cammerzbank, Banco Hispano Americano, Banco di Roma

PRÉFECTURE DE LA HAUTE-VIENNE

Direction des collectivités locales
et de l'environnement
1^{er} BUREAU

AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE

Aménagement à 2x2 voies de la route nationale 20 entre Limoges et Razes, attribution du caractère de route express à la nouvelle voie et modification du plan d'occupation des sols de la commune de Bonnac-la-Côte.

Conformément aux dispositions d'un arrêté de M. le Préfet de région en date du 20 décembre 1983 pris en application du Code de l'expropriation, il sera procédé à une enquête publique sur le projet comportant :

- l'aménagement à 2x2 voies de la route nationale 20 entre Limoges et Razes,
- l'attribution du caractère de route express à la nouvelle voie,
- la modification du plan d'occupation des sols de la commune de Bonnac-la-Côte.

Un exemplaire du dossier d'enquête comportant :
- un plan de situation au 1/100.000,
- une notice précisant l'objet de l'opération, indiquant les caractéristiques principales des ouvrages les plus importants et l'appréciation sommaire des dépenses,
- le plan général des travaux au 1/10.000,
- une étude d'impact.

Le dossier d'enquête pourra aussi être consulté à la Préfecture - Direction de l'environnement et des collectivités locales - 1^{er} bureau.

En outre, le dossier sera tenu à la disposition du public à la mairie de Limoges - Bureau administratif du Domaine - 4^e étage - le samedi 28 janvier et le samedi 4 février 1984, de 9 heures à 12 heures ainsi qu'à la mairie de Bonnac-la-Côte le samedi 11 février 1984 de 9 heures à 12 heures.

Pendant la durée de l'enquête, M. Guy Chembon, professeur à l'université de Limoges, président de la commission d'enquête siégera de 14 heures à 17 heures :

- le 13 février 1984 à la mairie de Limoges,
- le 20 février 1984 à la mairie de Razes,
- le 21 février 1984 à la mairie de Bonnac-la-Côte,
- le 23 février 1984 à la mairie de Limoges.

M. Pierre Digne, membre de la commission d'enquête, siégera de 14 heures à 17 heures :

- le 14 février 1984 à la mairie de Compeignac,
- le 16 février 1984 à la mairie annexe de Beaune-les-Mines.

M. Paul Ardant, membre de la commission d'enquête, siégera de 14 heures à 17 heures :

- le 17 février 1984 à la mairie de Saint-Sylvestre,

où les recevront les personnes qui désirent s'entretenir directement avec eux de l'opération et consigneront sur les registres les observations ou réclamations qui leur seront présentées oralement.

La commission de l'enquête ou l'un de ses membres se tiendra en outre à la disposition des personnes ou des associations qui demanderaient à être entendues.

A l'issue de l'enquête, lorsque la commission aura formulé ses conclusions celles-ci seront portées à la connaissance du public et toute personne physique ou morale pourra en obtenir copie.

Les demandes devront être adressées à la Préfecture - Direction des collectivités locales et de l'environnement - 1^{er} bureau ou à la Direction départementale de l'équipement.

Vu,
le Secrétaire général,
Charles-Louis Donius.

AGRICULTURE

Le C.N.J.A. réclame un plan de sauvetage pour l'élevage

L'année 1984 débute dans une conjoncture agricole défavorable, tant au plan national qu'au plan européen. Mardi 3 janvier, au cours d'une conférence de presse, M. Luc Guyau, président du Centre national des jeunes agriculteurs (C.N.J.A.), a demandé un plan de sauvetage pour l'élevage et indiqué que son organisation avait décidé une action d'« ampleur nationale » dans l'attente du prochain sommet européen de Bruxelles et de la fixation des prix agricoles pour 1984-1985.

Si dans plusieurs secteurs les rendements furent corrects en 1983, il n'en va pas de même pour les prix, a expliqué M. Guyau. Les jeunes, surtout ceux qui se sont installés après 1974, connaissent un fort endettement et ont des difficultés de trésorerie. Le manque de confiance dans le métier d'agriculteur se manifeste par une diminution du nombre des demandes de formation, tandis que plusieurs candidats à l'installation en 1984 vont différer leur décision.

« Pendant ce temps, tout se passe comme si nos gouvernements avaient des objectifs cachés consistant à diminuer de manière assez forte la population agricole », a déclaré M. Guyau, qui a ajouté : « En tout cas, nous risquons d'en arriver au même point que si ces objectifs existaient. Nous préférons qu'on nous dise : il faut reculer moins d'agriculteurs, ce serait plus clair. »

Qu'est-ce qui pousse le président du C.N.J.A. à formuler cette accusation ? Il constate qu'il n'existe aucune volonté de donner aux jeunes

les moyens de s'installer dans des conditions satisfaisantes ni, surtout, d'agir sur le revenu, qui, lui, conditionne le maintien dans le métier d'agriculteur.

« Ne pas permettre, depuis deux mois, le relèvement des prix de viande bovine et porcine, ne pas démanteler les M.C.M. négatifs (montants compensatoires monétaires, dont la suppression correspondrait à une augmentation des prix garantis) fait dire que le revenu n'est pas la priorité », a déclaré M. Guyau. « La réforme des conditions d'installation, qui est en cours, a-t-elle encore indiqué, n'est que qualitative. On nous demande une meilleure formation, des gens plus responsables. Mais les jeunes qui s'installent veulent aussi une assurance sur leur avenir. »

La crise que connaît l'élevage paraît grave au C.N.J.A. Les productions bovines ou porcines sont des recours pour enrayer la progression des excédents laitiers. Or, ces productions sont en plein marasme. « Si on ne rétablit pas l'équilibre en faveur des productions animales, c'est toute l'agriculture qui va à sa perte », estime M. Guyau. On sait en effet que l'élevage est important pour l'aménagement du territoire et qu'il est plus propice au maintien des emplois, que les productions céréalières. Un plan pour l'élevage, selon le C.N.J.A., n'aura pas seulement pour objectif de faire remonter les prix, mais il permettrait aussi d'étaler le coût du financement des

productions et de parvenir à un meilleur approvisionnement en aliments du bétail, notamment par l'abaissement du prix des céréales.

Chacun pour soi ?

Dans cette atmosphère de crise, le C.N.J.A. craint une réaction du type « sauve qui peut », où les productions les plus fortes, où les régions les plus performantes, chercheraient à « se sortir » sans tenir compte de la totalité de l'agriculture française. Or tout est lié : la réduction de la production laitière, si elle se faisait, aurait une incidence sur la production de viande bovine (la viande de bœuf est en réalité dans sa majorité de la viande de vache) au détriment des autres viandes et des prix de toutes les viandes. De même qu'il y aurait une incidence sur la production des céréales par une reconversion, même très partielle. Bref, le C.N.J.A. semble rappeler qu'il faut à l'agriculture française des directives et des choix d'ensemble, qui permettent aux agriculteurs de s'engager.

C'est la même capacité à définir des objectifs que le C.N.J.A. attend de la présidence française à Bruxelles pour les six mois à venir. M. Guyau souhaite d'abord que cette présidence s'exerce effectivement au niveau du ministère de l'agriculture et non pas « sous le couvert des finances ou des affaires étrangères, comme cela se passe depuis le sommet de Stuttgart ».

Il souhaite aussi que la France montre la même fermeté que lors du conseil européen d'Athènes (1) pour amener les Dix à redéfinir le rôle de la politique agricole commune en Europe et celui de la Communauté au plan mondial. En clair, que les Dix se mettent à nouveau d'accord sur des objectifs politiques (qui, pour le C.N.J.A., ne peuvent être que l'expansion de l'agriculture), fût-ce au prix de toutes les discussions qui s'ensuivraient à cet égard, et pour démanteler le budget. Les Dix, enfin, doivent prendre une position commune et claire sur la question de savoir si l'Europe est une puissance agricole, si elle doit être exportatrice ou autosuffisante... et pourquoi.

Les jeunes agriculteurs savent aussi que « les autres catégories de Français ne sont pas non plus à la noce ». Pour leur expliquer que le revenu agricole est constitué à la fois du revenu des salariés, et de la capacité d'investissement des entreprises, et pour démontrer la nécessité de maintenir une Europe en état de marche non dérangée à l'Espagne et au Portugal, le C.N.J.A. va engager une campagne de sensibilisation par des contacts avec les syndicats, les assemblées consulaires et les unions de consommateurs.

JACQUES GRALL.

(1) Le sommet de Stuttgart a eu lieu les 17, 18, 19 juin 1983, celui d'Athènes les 4, 5, 6 décembre.

ÉTRANGER

**En R.F.A.
DIMINUTION
DE L'EXCÉDENT
DES PAIEMENTS COURANTS**

L'excédent de la balance des paiements courants de la R.F.A. a nettement diminué en novembre, revenant à 634 millions de DM contre 3 milliards en octobre et 4,9 milliards en novembre 1982. Pour l'ensemble des onze premiers mois de l'année 1983, l'excédent des paiements courants de la R.F.A. atteint 2,85 milliards de DM, contre 2,45 milliards pendant la période correspondante de 1982.

Des sorties de capitaux ont par ailleurs rendu déficitaire (186 millions de DM en novembre) la balance des paiements.

AFFAIRES

**LIQUIDATION
DE LA SOCIÉTÉ TEXTILE
CRÉATIONS SAINT-JOSEPH**

L'entreprise textile Créations Saint-Joseph de Gradignan (Gironde) a été mise en liquidation judiciaire le 3 janvier par le tribunal de commerce de Bordeaux.

En mai 1982, et après une grève qui avait duré plus de cinq ans, des ouvriers de cette fabrique de vêtements de qualité avaient été autorisés à reprendre la société en location-vente.

An cours de la longue occupation de l'entreprise, une petite partie du personnel - les « filles de Saint-Joseph » - s'était constituée en atelier autogéré utilisant les stocks de l'usine pour fabriquer des vêtements et les vendre pour leur propre compte. La longue résistance des ouvriers avait été soutenue par la C.G.T., le P.C.F., mais aussi par des prêtres de Bordeaux.

**MANUFRA
MODIFIE SES STATUTS
ET REMPLACE
SON DIRECTEUR GÉNÉRAL**

(De notre correspondant.)

Saint-Etienne. - Un conseil d'administration extraordinaire de la S.C.O.P.D.-Manufrance (1) a été convoqué pour le 6 février. Il sera appelé à se prononcer sur la continuation des activités de la coopérative, en dépit des pertes qu'elle a enregistrées. L'ancien directeur et qui représente plus de la moitié de son capital social. Le conseil devra aussi se prononcer sur une transformation des statuts de l'entreprise. A la formule « conseil de surveillance et de direction » serait substitué un conseil d'administration de forme classique.

D'autre part, M. André Barbillat quittera la direction générale de la société, le 1^{er} avril prochain, pour des « raisons personnelles ». Il sera remplacé par M. Roland Borghini, qui a exercé des responsabilités industrielles et commerciales (notamment chez Unilever et à la société Sanpique). - P. M.

**EMPAIN-SCHNEIDER
REGROUPE SES ACTIVITÉS
FERROVIAIRES**

Le groupe Empain-Schneider réorganise son secteur ferroviaire, et une société, Schneider-Jeumont-Rail, vient d'être créée. Elle regroupera progressivement les activités du groupe dans ce domaine, actuellement disséminées entre plusieurs sociétés, Creusot-Loire, Jeumont-Schneider, M.T.E., Carrel-Fouché.

But : constituer une structure juridique unique pour le secteur ferroviaire du groupe, qui représente un chiffre d'affaires de 2,5 milliards de francs. Jeumont-Schneider sera le « pilote » de cette nouvelle société, dont elle devra détenir la majorité du capital.

Schneider-Jeumont-Rail représentera le groupe au sein du Groupe d'intérêt économique (G.I.E.) Franco-rail, chargé de promouvoir les exportations. Jusqu'à maintenant, les sociétés du groupe Empain-Schneider étaient membres à titre individuel de Franco-rail, aux côtés de A.N.F. et de De Dietrich.

Nominations

● M. BERTRAND COLLOMB a été élu président du Syndicat national des fabricants de ciment et de ciment, P.-D.G. de Ciments Lafarge-France, directeur général adjoint de Lafarge-Coppée et président d'Orsan, filiale de biotechnologie du groupe, M. Collob succède à M. Raymond Portrat, vice-président de la Société des ciments français, qui devient président d'honneur de cette organisation professionnelle.

● M. PIERRE BOISSON, président de l'ERAP, a été nommé à la présidence de la société La Nickel en remplacement de M. Bernard de Villeneuve, qui a présenté sa démission. Cette nomination était attendue. En effet, lors du sauvetage de l'entreprise (850 millions de francs de pertes en 1982 pour 1,3 milliard de chiffre d'affaires) l'ERAP, l'ERAP, la holding représentant les intérêts de l'Etat (dans l'ELF-Aquitaine) a pris une participation de 70 % dans La Nickel, le SNEA et l'Inéat ne conservant plus chacun que 15 % du capital.

● M. JEAN-PIERRE HUGON, ancien directeur général des Charbonnages de France et actuellement directeur général de Sactol, a été nommé président-directeur général d'Ugine-Gueugnon en remplacement de M. Paul Aussure, démissionnaire à la suite du changement intervenu dans l'actionnariat de cette société. Ugine-Gueugnon est issu du rapprochement intervenu entre les Forges de Gueugnon (groupe C.G.I.F.-Wendel) et la branche produits plats inoxydables d'Ugine-Aciers (groupe Sactol), dont M. Hugon assure également la présidence.

**Lisee
LE DUCKTION**

DANS LES 9 BHV.

-20%

SUR TOUT LE BLANC

LES COUETTES, LES RIDEAUX ET LE STRINGLES.

DU 2 AU 21 JANVIER

Dans la mesure où le rayon correspondant existe.

**RIVOLI/PARLY 2/MONTHÉRY/GARGES/FLANDRE/BELLE EPINE
ROSNY 2/CRETEIL/VILLENEUVE-LA-GARENNE**

BHV

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

IDÉES

2. IMMIGRÉS : « La grande migration », par Alfred Sauvy ; « Ethnocentrisme pluriel », par Daniel Allouche ; « Témoignages ».
3. L'U : introduction au droit musulman, de Joseph Schacht.

ÉTRANGER

- 3-4. PROCHE-ORIENT
- LIBAN : la mise au point d'un nouveau « plan de sécurité ».
4. AFRIQUE
5. EUROPE
6. AMÉRIQUES
7. DIPLOMATIE
8. ASIE

POLITIQUE

7. Les travaux du comité directeur du P.S.
8. Les prolongements de l'affaire des « avions ravitailleurs ».

SOCIÉTÉ

9. L'attraction au « Club 89 » : à qui profite le « crime » ?
10. JUSTICE : la rentrée judiciaire.
11. ÉDUCATION.
12. SPORTS : le Rallye Paris-Alger-Dakar.

LOISIRS ET TOURISME

11. DANS LA POUDREUSE DU GRAND MASSIF : le neige à prix coûtant.
12. CUISINES ÉTRANGÈRES : l'exotisme au supermarché.
- 13-14. HÔTELLERIE : les grandes familles.
- 15-16. Plaisirs de la table ; Philatélie ; Jeux.

CULTURE

15. EXPOSITIONS : un bilan de l'art cinétique à Milan.
16. MUSIQUE : Ravel contre Pavarotti, le téorète.
17. COMMUNICATION : à la Maison de la radio, les alchimistes du huitième art.

ÉCONOMIE

20. APRÈS LA FERMETURE DE L'USINE TALBOT DE POISSY.
21. SOCIAL : les négociations sur l'assurance-chômage.
22. AGRICULTURE : le C.N.J.A. réclame un plan de sauvetage pour l'élevage.

RADIO-TÉLÉVISION (17)

18. INFORMATIONS « SERVICES » (18) : Métiologie ; Loto ; Bulletin d'enseignement ; Journal officiel.
19. Annonces classées (19) ; Caravel (19) ; Programmes des spectacles (16-17) ; Marchés financiers (23) ; Mots croisés (14).

Le numéro du « Monde » daté 6 janvier 1984 a été tiré à 475 795 exemplaires

SOLDES D'HIVER

le bazar à tissus, le plus chic, le plus grand, le plus étonnant.

TISSUS "COUTURE" ET "DÉCORATION" RODIN

36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

LATREILLE
SOLDES ANNUELS à tous nos rayons
62 rue St André-des-Arts 6^e
Tél: 329.44.10
PARKING ATTENDANT A NOS MAGASINS

A B C D E F G

La hausse du dollar continue malgré une légère baisse des taux d'intérêt

La hausse du dollar s'est poursuivie et même accélérée, vendredi 6 janvier 1984, sur des marchés des changes très nerveux et très actifs. A Paris, la monnaie américaine a battu à nouveau son record à plus de 8,56 F. contre 8,53 F la veille et 8,40 F au début de la semaine. A Francfort, elle a dépassé la barre des 2,80 DM à 2,8075 DM, malgré les interventions massives de la Banque fédérale d'Allemagne, plus de 500 millions de dollars, dit-on, tant à New-York, jeudi soir, qu'en Europe, à la veille du week-end. La Banque d'Angleterre est également intervenue pour empêcher le livre sterling de fléchir en dessous de 1,41 dollar, son plus bas cours historique par rapport à la monnaie américaine. La seule monnaie à résister à la poussée irrésistible du « billet vert » est le yen, recherché par le monde entier, et stabilisé par la Banque du Japon, qui, elle aussi, est intervenue massivement.

Cette nouvelle flambée du dollar frappe particulièrement les esprits du fait qu'elle se produit au moment même où les taux d'intérêt fléchissent légèrement aux États-Unis après une tension temporaire due au règlement des échéances de fin d'année.

F. R.

Au Nigéria Les autorités militaires pourraient accepter une dévaluation de la monnaie nationale

L'ancien président du Nigéria, M. Shagari, et ses principaux collaborateurs resteront incarcérés tant que le gouvernement militaire, installé depuis le coup d'État du 31 décembre, n'aura pas déterminé leurs responsabilités dans la crise économique du pays, a annoncé, jeudi 5 janvier, le général Mohammed Buhari. Le nouveau chef de l'État nigérien a précisé que M. Shagari était « sain et sauf sous la garde des militaires ».

Refusant de dire quand les militaires rendront le pouvoir aux civils, le général Buhari, qui tenait sa première conférence de presse, a indiqué que les juges civils demeureront en fonction, le conseil militaire suprême envisageant toutefois de créer des tribunaux militaires pour lutter contre la criminalité. « Il y aura peut-être des procès publics », et [nous essaierons] par tous les moyens diplomatiques de récupérer l'argent sorti du pays en fraude », a-t-il précisé. L'une des priorités du gouvernement, a-t-il souligné, sera de restaurer la crédibilité du pays en honorant ses engagements internationaux.

Evitant le problème de la dette extérieure du pays (environ 15 milliards de dollars), le général Buhari a déclaré qu'il faudrait sans doute que le Nigéria accepte « des termes de crédit dégressifs », laissant entendre ainsi que le Nigéria sera sans doute amené à dévaluer la monnaie nationale, le naira. Cette dévaluation est l'une des conditions énoncées par le Fonds monétaire international (F.M.I.) pour consentir un prêt de 2 milliards de dollars. Les pourparlers engagés par la précédente administration avec le F.M.I. à propos de ce prêt se poursuivront, a indiqué le général Buhari.

Le chef de l'État nigérien a, d'autre part, confirmé que le Nigéria n'avait pas l'intention de quitter l'OPEP (Organisation des pays producteurs de pétrole) et qu'une telle décision, si elle intervenait, serait précédée de consultations internationales.

M. KINNOCK SE PRONONCE POUR LA RESTITUTION A LA GRÈCE DE LA FRISE DU PARTHÉNON

En visite officielle à Athènes, M. Neil Kinnock, chef du parti travailliste britannique, s'est prononcé, jeudi 5 janvier, pour la restitution à la Grèce de la frise du Parthénon, actuellement au British Museum. Pour M. Kinnock, le retour de ce trésor de l'art grec, appelé *Marbres d'Elgin*, « serait la démonstration éclatante que la civilisation européenne a une continuité et forme un tout ». « Ces marbres sont aussi indubitablement grecs que le stade de Wembley et la tour de Londres sont britanniques », a-t-il ajouté. De son côté, M. Melina Mercouri, ministre grec de la culture et des sciences, a affirmé la nécessité de mettre fin à l'« impérialisme des musées ». Elle a précisé que la Grèce ne réclamait pas la restitution des statues et œuvres d'art grecques possédées par les musées du monde entier, mais seulement les marbres du Parthénon, qu'un diplomate anglais, Thomas Elgin, fit démanteler au début du siècle dernier, avec la permission des autorités turques qui occupaient le pays.

P. 9
Soldes
Palais des Congrès
du 5 au 14
janvier

Le calendrier de l'année scolaire 1984-1985

Le calendrier définitif de l'année scolaire 1984-1985 est publié au Journal officiel du 6 janvier par le ministère de l'Éducation nationale.

La rentrée scolaire est fixée pour les élèves des écoles et collèges lycéens vendredi 7 septembre 1984 au matin. La rentrée des personnels enseignants des classes maternelles et élémentaires est fixée au jeudi 6 septembre au matin et celle des personnels enseignants des collèges et lycées au mercredi 5 septembre au matin.

Les vacances de la Toussaint : du samedi 27 octobre après la classe au mardi 6 novembre au matin.

Les vacances de Noël : du jeudi 20 décembre après la classe au jeudi 3 janvier 1985 au matin.

Les vacances d'hiver : zone 1 : du jeudi 7 février après la classe au jeudi 18 février au matin ; zone 2 : du jeudi 14 février après la classe au jeudi 25 février au matin ; zone 3 : du jeudi 21 février après la classe au jeudi 4 mars au matin.

Les vacances de printemps : zone 1 : du samedi 21 mars après la classe au jeudi 11 avril au matin ; zone 2 et 3 : du vendredi 29 mars après la classe au jeudi 15 avril au matin.

Les vacances d'été : zone 1 : du samedi 29 juin après la classe au vendredi 6 septembre au matin ; zone 2 et 3 : du jeudi 27 juin après la classe au vendredi 6 septembre au matin.

La zone 1 comprend les académies d'Alger-Marseille, Amiens, Besançon, Dijon, Limoges, Lyon, Orléans-Tours, Poitiers, Reims, Rouen, Strasbourg et Toulouse.

La zone 2 comprend les académies de Bordeaux, Caen, Clermont-Ferrand, Grenoble, Lille, Montpellier, Nancy-Metz, Nantes, Nice et Rennes.

Pour l'académie de Corse, le calendrier scolaire est arrêté par le recteur, après avis des instances régionales. Pour les départements des Antilles et de la Guyane, pour le département de la Réunion et pour le département de Saint-Pierre-et-Miquelon, les dates du calendrier scolaire seront fixées par le recteur.

Notre apprenons la mort de notre confrère Robert Lambotte, grand reporter à l'Humanité, décédé, le jeudi 5 janvier 1984, à l'âge de soixante-deux ans.

Né le 11 décembre 1921 à Paris, Robert Lambotte s'engage dans la Résistance très jeune. Arrêté en 1942, au camp d'Auschwitz, puis à Buchenwald d'où il sera libéré par les troupes soviétiques. Ramené en France, la rédaction de l'Humanité le recrute en 1946, d'abord pour couvrir le conflit du travail, puis les faits divers. Il devient ensuite grand reporter. Envoyé spécial de l'organe communiste au Maroc, en Tunisie et en Algérie, il devient directeur adjoint de l'Humanité en 1965 par la police d'Alger pour avoir fait état de « massacres à Blida et à Philippeville ». Parcourant l'Afrique dans tous les sens, Robert Lambotte était devenu un des spécialistes du continent noir, auquel il avait consacré plusieurs livres relatant les luttes menées par certains peuples pour s'affranchir du colonialisme.

Suspension de la grève des conducteurs d'autobus à Bordeaux. Les conducteurs de bus de la communauté urbaine de Bordeaux ont décidé, le 5 janvier dans l'après-midi, après vingt-quatre jours de grève, de reprendre le travail. Aucune de leurs revendications sur les augmentations de salaires, les aménagements d'horaires ou la future politique des transports n'ayant été satisfaite, ils ont décidé de continuer le conflit, mais sous une autre forme, qui reste à définir. (Corresp.)

PIERRE CARDIN
victor hugo
Soldes avant travaux
Collections Femmes et Hommes
27, avenue Victor Hugo PARIS

TED LAPIDUS
soldes
femmes et hommes
35 rue François 1^{er}
Paris 8^e

Sur le vif

Musique de nuit

On était là, on était bien, on n'en voulait à personne, il était quoi ? Deux ou trois heures du matin. On était branché sur la radio, maintenant, une radio fibre optique, plutôt gauchiste. On parlait de la situation chez Talbot. J'avais bien ma petite idée sur la question mais j'hésitais à appeler. La nuit, décrocher son téléphone, c'est comme décrocher son parachute à huit cents mètres du sol. On a vraiment l'impression que nos pauvres mots vont s'écraser dans le vide du studio.

Au micro, un certain Rémi se contente d'annoncer d'une voix totalement neutre, socialement indifférente, les arrivées et les départs : bonjour Jacques, Paul ou Jean. Au revoir Jean, Paul ou Jacques. A part ça, rien. Un silence de cathédrale. A vous de vous lancer, d'y aller de votre message, de votre marotte. Ou même - ça il faut oser ! - de lire un poème en bafouillant de timidité angoissée par cette absence d'écho. On se demande ce qu'il fait Rémi pendant ce temps-là. Des résumés ? Des pompes ? Des mots croisés ?

La marche des Beurs sur l'Elysée avait permis de mesurer déjà l'infirmité bonne volonté de la majorité des Français. Essayez donc de vous balader un peu la nuit à travers les années. Vous serez surpris par la qualité des propos qu'on y tient. Si les médias nous y avaient, croyez-moi, chacun de nous pourrait s'appeler Montand.

CLAUDE SARRAUTE.

Un journaliste français expulsé par la police tunisienne. M. Ulysse Gosset, envoyé spécial de France-Inter, a été expulsé, le vendredi 6 janvier, de Tunisie. Il avait été interpellé à son hôtel vers 7 heures du matin au centre de Tunis par deux inspecteurs en civil. Ulysse Gosset avait déjà passé deux heures jeudi dans les locaux du ministère de l'Intérieur où il avait été convoqué. On lui avait pris des bandes d'enregistrement de dialogues dans la rue. La rédaction de France-Inter à Paris déclare ignorer les raisons de cette expulsion.

Le maire de Saint-Dié exclu de la C.F.D.T. - Le Conseil syndical national des caisses d'épargne vient d'exclure de la C.F.D.T. dans laquelle il militait depuis vingt-cinq ans, le maire de Saint-Dié et vice-président du conseil général des Vosges, M. Maurice Jeandou (opposition). L'union locale de la C.F.D.T. de Saint-Dié réclamait cette mesure depuis les élections municipales de 1977. M. Jeandou l'avait, en effet, emporté sur la liste d'union de la gauche, qui comptait deux représentants de son syndicat.

En outre, la victoire aux dernières

municipales ainsi que certains propos critiques à l'égard de la C.F.D.T. ont, semble-t-il, décidé les instances nationales à prendre cette décision ; une décision qui ne fait pas l'unanimité, notamment à la caisse d'épargne de Saint-Dié, où M. Jeandou exerce les fonctions de directeur adjoint. Le travail syndical de M. Jeandou est reconnu de tous, tant au plan local que régional, voire national. Convoqué à la mi-décembre à Paris, M. Jeandou avait demandé un report de l'exclusion avec les instances supérieures de la C.F.D.T., une demande qui, semble-t-il, a été rejetée par la C.F.D.T., qui l'a donc condamné sans appel. (Corresp.)

La direction départementale de l'agriculture de Quimper occupée. - Deux à trois cents agriculteurs, répondant à l'appel du centre départemental des jeunes agriculteurs du Finistère, se sont introduits, dans la nuit de jeudi à vendredi, dans les locaux de la direction départementale de l'agriculture de Quimper qu'ils occupent toujours ce vendredi matin. Ils entendent ainsi protester contre la baisse des cours du porc. (A.F.P.)

soldes NICOLL
la tradition anglaise
à Paris, 29 rue Tronchet, depuis 1820

aramis
Chemisier-Habilleur
SOLDE
sa collection de grand luxe
36 rue du Faubourg St Honoré Paris

Francis Javitt
HORLOGER ARTICLES DE BIJOUTIER CADEAUX
SOLDES
jusqu'à 40%*
AVANT TRAVAUX
*sa collection 1983 présentée dans les vitrines signalées.
Francis Javitt
Centre commercial Tour Maine-Montparnasse
75015 PARIS - Tél: 539.06.52
OUVERT LE LUNDI 1 H20 PARKING OFFICIEL

مكتبة الانجلو